

MIHAI PASCARU

**INTELLIGENCE TERRITORIALE
ET GOUVERNANCE LOCALE**

**TERRITORIAL INTELLIGENCE
AND LOCAL GOVERNANCE**

Referenți științifici:

Prof. univ. dr. Petru Iluț

Prof. univ. dr. Traian Vedinaș

Descrierea CIP a Bibliotecii Naționale a României

PASCARU, MIHAI

**Intelligence territoriale et gouvernance locale =
Territorial Intelligence and Local Governance / Mihai
Pascaru. - Cluj-Napoca : Presa Universitară Clujeană**

Bibliogr.

ISBN 978-973-610-539-5

352

© 2006 CNCSIS - ROMANIA. Toate drepturile rezervate. Reproducerea integrală sau parțială a textului, prin orice mijloace, fără acordul CNCSIS, este interzisă și se pedepsește conform legii.

Universitatea "Babeș-Bolyai"
Presa Universitară Clujeană
Director: Codruța SĂCELEAN
Str. Republicii nr. 24
400015 Cluj-Napoca, ROMÂNIA
Tel./fax: (+40)-264-597.401
E-mail: editura@editura.ubbcluj.ro
<http://www.editura.ubbcluj.ro/>

MIHAI PASCARU

**INTELLIGENCE TERRITORIALE
ET GOUVERNANCE LOCALE**

*

**TERRITORIAL INTELLIGENCE
AND LOCAL GOVERNANCE**

PRESA UNIVERSITARĂ CLUJEANĂ

2006

Ouvrage réalisé dans le cadre d'un projet CNCSIS 678/2004, financé par Le Conseil National pour la Recherche Scientifique dans l'Enseignement Supérieur - Roumanie (*Utilisation de la méthodologie Catalyse dans l'étude et la dynamisation des communautés rurales*, coordinateur dr. Mihai Pascaru). Au déroulement des travaux du projet ont aussi participé: Călina Ana Buțiu (sociologue), Coralia Handrea-Telea et Emilia Ivancu (experts linguistiques), Liliana Jurj (sciences juridiques) Liana Tăușan (sciences de l'éducation), Lia Despa et Cristian Matei (informatique), Viorel Cioflică et Adriana Morar (masterands sociologie).

This volume is the result of the CNCSIS Grant no. 678/2004 -*The Use of the Catalyse in the Study and Dynamization of the Rural Communities*, coordinated by Mihai Pascaru. The other collaborators and members of the Grant were: Călina Ana Buțiu (sociologist), Coralia Handrea-Telea and Emilia Ivancu (linguistic experts), Liliana Jurj (law), Liana Tăușan (educational sciences specialist), Lia Despa and Cristian Matei (computer scientists), Viorel Cioflică and Adriana Morar (MA students in sociology).

**INTELLIGENCE TERRITORIALE
ET GOUVERNANCE LOCALE**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
I. NOTIONS FONDAMENTALES ET INVESTIGATIONS EXPLORATOIRES	13
1. Qu'est-ce que c'est l'intelligence territoriale ?.....	13
2. La gouvernance et les principes d'une bonne gouvernance	19
3. La restitution des résultats et ses types	24
4. La restitution des résultats. Investigations exploratoires dans un projet de développement territorial (2001-2002).....	25
II. INTELLIGENCE TERRITORIALE ET GOUVERNANCE LOCALE. INVESTIGATIONS DANS LA MICRORÉGION ALBAC – SCĂRIȘOARA – HOREA (ROUMANIE)	35
1. Le territoire étudié et l'organisation des investigations	35
2. Représentations sur le territoire étudié et l'approfondissement par la restitution.....	38
3. Représentations sur les problèmes personnels et familiaux. La restitution des résultats et l'identification de nouveaux problèmes.....	45
4. La transparence institutionnelle et la participation des citoyens. L'induction sociologique de la participation par la restitution des résultats	48
5. L'association intercommunale et les nouveaux horizons de la gouvernance.....	55
6. L'impacte de l'enquête sociologique au niveau communautaire.....	59
7. Conclusions et ouvertures	60

REMARQUES FINALES	63
ANNEXES.....	65
BIBLIOGRAPHIE.....	69

INTRODUCTION

Notre étude est d'abord le résultat des activités et des recherches déroulées dans le cadre d'un projet financé par Le Conseil National pour la Recherche Scientifique dans l'Enseignement Supérieur – Roumanie. Mais elle est, en même temps, le fruit de quelques longues réflexions antérieures, ayant de profondes ouvertures vers l'avenir.

Dans sa première partie (NOTIONS FONDAMENTALES ET INVESTIGATIONS EXPLORATOIRES), notre étude se propose de réunir surtout une série de délimitations conceptuelles, les concepts concernés étant ceux *d'intelligence territoriale*, *développement communautaire* et *gouvernance*. C'est toujours dans la première partie que nous avons eu en vue toute une série de précisions méthodologiques concernant surtout la restitution des résultats de l'enquête sociologique. Certaines investigations exploratoires, qui pourraient illustrer les interférences entre la dimension conceptuelle et celle méthodologique, sont aussi bien présentées.

Une série de définitions de l'intelligence territoriale (Blancherie, 2001; Corbineau, 2005; Ferrari 2006; Gaucherend, 2006) ou bien une série de précisions concernant les principes que la valorisation de cette notion implique (Dumas, 2003; Girardot, 2005) nous permettent de lier cette notion à celle de *développement communautaire* (ou *développement local*, dans l'espace francophone). Dans l'établissement des rapports entre les deux notions, nous pouvons affirmer que l'intelligence territoriale est, ou bien elle peut être, le cadre approprié le plus général pour un développement communautaire réussi, c'est-à-dire, pour la réalisation des „changements volontaires dans, par et pour la communauté” (Sandu, 2005; 26).

La gouvernance est, compte tenu de l'analyse des définitions identifiées par nous, une gouvernance obligatoirement rapportée au territoire, qui implique d'une manière définitoire le principe de la participation, principe fondamental pour l'intelligence territoriale (Girardot, 2005), comme pour le développement communautaire aussi. À notre avis, la gouvernance peut être la

force motrice en même temps de l'intelligence territoriale et du développement communautaire aussi.

Quel serait le rôle attribué à la recherche sociologique dans ce contexte ?

Par le rapprochement de la recherche-action, en utilisant d'une manière efficace la restitution des résultats, la recherche sociologique peut induire sociologiquement la gouvernance, mettant face à face des opinions, des attitudes et, à la limite, des comportements des habitants d'un territoire donné et des opinions, des attitudes et des comportements appartenant aux autorités responsables de la gestion des problèmes dans le territoire en question.

Le moment clé de ce processus complexe peut être la restitution des résultats. Voilà pourquoi la restitution se trouve au centre de nos analyses comprises dans la ci-présente étude.

Par l'intermédiaire de toute une série d'investigations exploratoires, réalisées dans le cadre d'un projet européen entre 2001 et 2002, nous avons réussi à identifier une partie des vertus heuristiques et pratiques de la restitution, mais aussi bien quelques-unes de ses limites inhérentes.

C'est la raison pour laquelle nous avons repris les investigations pendant les années suivantes, en mettant plus qu'avant l'accent sur les rapports établis entre la restitution et la gouvernance participative, sur le fonds généreux de la méthodologie de l'intelligence territoriale et, potentiellement, avec quelques ouvertures vers le développement communautaire. Deux des principes de la bonne gouvernance (celui de la transparence et celui de la participation) seront mis à l'épreuve dans nos nouvelles recherches sous l'aspect de leur réalisme et du niveau auquel ils sont réellement mis en pratique dans la micro région étudiée (Albac - Scărișoara - Horea, département Alba, Roumanie).

La seconde partie de notre étude, consacrée à nos investigations réalisées dans les Montagnes Apuseni (Roumanie), débute avec une courte description de l'espace étudié. Toute une série d'indicateurs économiques (le poids de la surface arable, le nombre de bovins dans chaque ménage pour 1000 habitants, la production de lait) et sociaux (tout particulièrement le taux de la pauvreté) nous montreront quel est la spécificité de la microrégion par rapport à l'ensemble de l'espace rural du département Alba ou bien par rapport au département Alba pris dans son ensemble.

Compte tenu de ces aspects contextuels, dans l'enquête sociologique réalisée dans la microrégion, nous avons eu en vue d'abord les représentations

des habitants sur le territoire étudié. Nous avons suivi, à base de ces représentations, d'établir une hiérarchie des principaux problèmes communautaires-territoriaux (les routes en mauvais état, l'approvisionnement difficile avec de l'eau, la faible dotation en moyens de communication, la réception difficile des chaînes TV) et d'identifier encore d'autres problèmes qui, par rapport à ceux déclarés par les habitants, sont spécifiques à la microrégion étudiée.

Nous considérons les représentations sur les opportunités de développement dans la microrégion comme étant étroitement liés aux représentations sur les problèmes communautaires-territoriaux. La réalisation d'une hiérarchie au niveau des opportunités de développement est utile surtout lorsque d'éventuels projets de développement impliqueraient la participation des habitants de toute la microrégion. Une hiérarchie des opportunités de développement est utile aussi comme point de départ dans l'approfondissement des problèmes territoriaux-communautaires, lorsque, suite à la restitution, cette hiérarchie est soumise à l'analyse des habitants ayant participé à son établissement.

Souvent ignorés dans la projection du développement territorial, les problèmes personnels et familiaux ont bénéficié d'une attention particulière de notre part, pendant les investigations. En général, nous avons eu comme point de départ le jugement que l'ampleur de ces problèmes peut décrire elle-aussi la spécificité de la microrégion, tandis que l'identification de solutions à ces problèmes concerne la mobilisation des ressources microrégionales dans leur ensemble. De la même façon, nous avons l'intuition d'une liaison étroite existant entre les solutions aux problèmes personnels et familiaux et les opportunités de développement dans la microrégion.

Le noyau de nos investigations a été constitué pourtant par la problématique de la transparence institutionnelle et celle de la participation. Dans ce contexte, nous avons eu en vue d'abord le niveau de connaissance des décisions prises dans les séances des Conseils Locaux des trois communes, en association avec l'ouverture manifestée dans ces organisations collectives à l'égard du citoyen. Une question spéciale a été ensuite destinée à la participation des habitants aux réunions des citoyens, là où et dans la mesure où celles-ci avaient été organisées. Encore plus, comme un corollaire au chapitre de la participation, nous avons mis nos interlocuteurs dans la suivante situation hypothétique : la prise de toutes les décisions concernant une communauté à travers la participation de tous les membres de la communauté

en question. Est-ce que les habitants de la microrégion soumise à notre attention participeraient-ils la prise des décisions dans un contexte pareil ? Si non, quel serait le support causal et motivationnel de la non-participation ?

La délimitation territoriale de niveau microrégional, ayant en vue le territoire administratif de plusieurs communes, pourrait impliquer de manière plénière l'idée de partenariat. Ce type de partenariat est connu dans plusieurs pays européens sous la forme de l'association intercommunale. L'intercommunalité est fondée sur un support législatif consistant, dans un pays tel la France (La loi Chevènement - 1991). Durant l'enquête sociologique réalisée par nous dans la microrégion Albac - Scărișoara - Horea nous sommes intéressés à cet aspect aussi, plus précisément à la mesure dans laquelle l'association entre les trois communes est désirée et envisagée en tant que solution possible aux problèmes communautaires-territoriaux spécifiques.

Notre enquête a eu aussi bien en vue d'autres aspects de la vie communautaire, tels les relations inter-humaines (connaissance, communication et action commune¹) ou la confiance manifestée à l'égard des institutions. Ce que nous avons présenté ci-dessus représente les thèmes fondamentaux qui ont fait l'objet de la restitution.

La restitution a eu pour nous, dans ce contexte, un objectif heuristique prédominant. Nous avons particulièrement poursuivi l'approfondissement de la problématique visée au niveau des causes, des motivations et, parfois, à celui des solutions impliquées. Nous avons aussi bien envisagé *la compréhension* du cadre psychosociologique de la microrégion, compréhension au sens donné par Weber et, le plus possible, mise sous le signe de la neutralité axiologique².

La fin de notre étude est consacrée à un concept méthodologique qui risque d'engendrer à un moment donné certaines controverses : la „plus-value” de l'enquête sociologique, au sens de l'impacte produit par l'enquête au niveau communautaire et d'effet non-programmé de celle-ci.

¹ Ce que nous avons considéré à un certain moment donné comme étant des dimensions de la matrice communautaire. À voir aussi Pascaru, 2003.

² Le rôle de la restitution comme restitution-compréhension doit être approfondi par des analyses spécialement centrées sur ce sujet.

I. NOTIONS FONDAMENTALES ET INVESTIGATIONS EXPLORATOIRES

1. Qu'est-ce que c'est l'intelligence territoriale ?

Qu'est-ce que c'est l'intelligence territoriale sinon l'intelligence de vivre ensemble dans un espace-temps donné ? se demandait à un certain moment Bernard Corbineau. Et l'auteur ci-dessus cité remarquait que „l'espace-temps” (*espace-temps*) connaissent une transformation rapide, cette définition de l'intelligence territoriale ne diluant pas pourtant ses contenus. (Corbineau, 2005).

Eric Ferrari semble pourtant proposer une perspective encore plus pratique : *L'intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène de rapprochement des ressources d'un territoire et de transfert des compétences entre les acteurs locaux ayant des orientations culturelles différentes* (Ferrari, 2006). Elle ne peut pourtant pas exister sans faire appel aux technologies de l'information et sans mobiliser les compétences au service de l'attractivité et de la compétitivité des territoires. Dans cette définition, l'accent est mis sur le territoire et sur sa maîtrise.

Pour Jean-Marc Blancherie, comme le management de la connaissance (*knowledge management*), l'intelligence territoriale naît de la conjonction des changements majeures et interdépendants au niveau économique et social. Blancherie considère que l'intelligence territoriale a des significations différentes de celles du *knowledge management*, qui se rapportent aux logiques organisationnelles (Blancherie, 2001). En fait, l'intelligence territoriale est une construction, un artefact, qui dépend de la volonté et des projets des acteurs, la construction d'une dimension collective et transformatrice étant essentielle pour un projet d'intelligence territoriale. Il s'agit d'engendrer une intelligence collective active, une capacité d'action intelligente et en même temps créative,

qui ne soit plus conditionnée par les proximités physiques ou par des appartenances à différentes proximités sociales, familiales, communautaires, mais qui passe au-delà de tout cela.

Dans un autre article, Blancherie et François Badénès, apprécient que l'intelligence territoriale a comme fonction *la transformation de l'intelligence et de la compétence individuelle en intelligence et compétence collective* (Blancherie ; Badénès, 2004), représentant aussi *la transmission des résultats de la recherche vers les publics intéressés*, ce qui signifie de nouveaux rapports entre la culture et l'innovation à l'échelle territoriale, mais aussi l'intégration de nouvelles pratiques dans le soutien du développement.

Les mêmes auteurs, parlant d'une démythification de l'intelligence territoriale, signalent une série de blocages dans la promotion de celle-ci : 1) la fermeture, la clôture des acteurs et des services; 2) les enjeux politiques; 3) le refus de la transversalité; 4) de faibles compétences dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication; 5) l'absence d'une culture du management et de l'habitude de faire part des connaissances; 6) des problèmes concernant la dissémination de la recherche.

Aurélien Gaucherand, avait en vue trois points de départ dans la définition de la notion qui nous intéresse : 1) *l'intelligence économique territoriale* (la création de produits et l'animation des services de l'intelligence économique pour les acteurs de l'innovation économique); 2) *l'intelligence territoriale stratégique* (la création des infrastructures permanentes pour une *veille stratégique territoriale*); 3) *la gestion des communautés territoriales* – la création d'un centre de ressources qui encourage le développement de différents „territoires numériques” (Gaucherand, 2006).

Par conséquent, lorsque nous disons intelligence territoriale nous disons aussi technologies de l'information utilisées de manière intelligente dans le but de donner un appui au développement territorial.

Compte tenu d'un tel aspect, de manière implicite, Philippe Dumas traite de la dimension éthique de l'intelligence territoriale, dans une communication datant de 2003, cette dimension étant vue aussi comme une expression de l'information territoriale *accessible et gratuite pour tout citoyen* (Dumas, 2003). Dumas parle aussi d'un précepte de la pluralité dans la création du contenu des

systèmes d'information territoriale puisque toute communauté territoriale regroupe des sensibilités et des intérêts variés, sinon conflictuels. Chacun doit se retrouver dans ce que l'on pourrait appeler *citoyenneté numérique* créée par les *sites internet territoriales*.

En 2005, sous le titre „Intelligence territoriale et participation”, Jean-Jacques Girardot a présenté une ample communication sur l'intelligence territoriale. Girardot avoue dans cette communication le fait que c'était lui-même celui qui avait proposé le terme d'intelligence territoriale, en 1999, en étroite liaison avec celui d'*ingénierie territoriale*, l'intelligence territoriale visant *la mise du management des projets et des technologies de l'information au service du développement durable*. Au fur et à mesure que plusieurs projets coordonnés par Girardot se déroulent, une nouvelle méthodologie prend contour et se développe, cette méthodologie, nommée Catalyse, étant adéquate au développement de l'intelligence territoriale. Catalyse signifie *méthodes et instruments qui permettent l'implication large des acteurs territoriaux dans la réalisation des diagnostics territoriaux ou dans les observatoires locaux en vue de l'élaboration des projets d'action de développement plus pertinentes et plus efficaces* (Girardot, 2005). Le principal trait caractéristique de la méthodologie Catalyse, écrit Girardot, est *la participation*. Les acteurs constituent d'abord un partenariat informel pour l'élaboration d'un guide de collectage des données dans le but de procéder à un diagnostic social ou territorial. Les acteurs collectent les données, chacun au niveau des ses usagers. Les données sont mutualisées pour l'analyse. Les acteurs participent, ensuite, à l'interprétation des résultats.

Pour Girardot, le concept d'intelligence territoriale désigne *l'ensemble des connaissances pluridisciplinaires qui, d'un côté, contribuent à la compréhension des structures et des dynamiques des territoires et, d'un autre côté, se proposent d'être un instrument au service des acteurs du développement territorial durable*. (Girardot, 2005).

Selon Girardot, l'intelligence territoriale est fondée sur six principes éthiques et méthodologiques, dont la première place est occupée par *le principe de la participation*.

L'identification des principes éthiques de l'intelligence territoriale dans les principes du développement durable nous semble avoir une valeur heuristique particulière. Le développement durable, écrit Girardot, est fondé sur trois principes validés par de nombreuses instances morales et politiques à l'échelle planétaire : 1) la participation de tous les acteurs au développement, tout d'abord des citoyens; 2) l'approche globale des situations, caractérisée par un équilibre adéquat entre les considérations d'ordre économique, social et d'environnement; 3) le partenariat des acteurs. Il y a trois principes méthodologiques qui viennent s'associer à ces trois principes éthiques, les premiers étant capables de garantir le respect des derniers : 1) l'approche du territoire en tant qu'espace d'action; 2) la diffusion de la gestion par des projets et par la culture de l'évaluation; 3) le développement de l'accessibilité des technologies de la société de l'information.

Ces principes, synthétise Girardot, tiennent compte du fait que, d'un côté, l'approche globale est fondée sur une vision aussi bien territoriale que prospective et, de l'autre côté, la participation et le partenariat définissent l'intelligence territoriale en tant que démarche essentiellement orientée vers les acteurs et fondée sur l'accessibilité des technologies de l'information, mais aussi sur la coopération des acteurs.

La participation. La notion de participation, précise Girardot, ne concerne pas exclusivement les opérateurs, mais aussi bien les bénéficiaires de l'action, et en général, les citoyens. La participation concerne la décision, mais aussi la conception, l'administration et l'évaluation des actions. La participation est fondée sur la communication, donc sur l'information en contexte interactif. Cela suppose l'accessibilité de l'information, la capacité des acteurs d'accéder au contenu de l'information et, par la suite, aux technologies de l'information.

L'approche globale et équilibrée. Ce principe est fondé sur le fait que le développement durable, selon Girardot, tend vers une harmonisation des objectifs économiques, écologiques, sociaux et culturels. En rapport avec la logique centralisée, qui se traduit globalement par une sectorisation des activités, le développement durable est fondé sur une approche intégrée des problèmes à l'échelle territoriale. L'analyse est globale dans le sens où la situation d'un territoire dépend des logiques mondiales. Elle est plus globale

encore dans le sens où elle intègre toutes les dimensions de l'action territoriale. C'est ainsi que l'on prend en considération la dimension sociale, par la primauté accordée à la satisfaction des besoins des personnes démunies, et la dimension écologique, dans le but de préserver l'avenir des générations suivantes. L'intelligence territoriale, conclut Girardot à ce sujet, implique de nombreux secteurs de la connaissance et de l'action (démographie, géographie, environnement, économie, communications, approche de la santé, du patrimoine, des institutions) et implique, obligatoirement, le droit, l'histoire et la culture.

Le partenariat. Le partenariat, explique Girardot, résulte de l'approche intégrée qui suppose non seulement la participation, mais aussi la coopération des acteurs de l'action territoriale, et, dans un sens plus large encore, de l'ensemble des acteurs d'un territoire. L'intelligence territoriale, considère Girardot, est caractérisée par la nécessité du développement des méthodes et des instruments qui devraient faciliter le travail en réseau des partenariats d'acteurs, le partage de l'information et la coopération.

Arrêtons-nous par la suite sur les principes méthodologiques énoncés par Girardot.

Le territoire, espace de l'action. La place primordiale occupée par le territoire dans la gouvernance confère un intérêt particulier au concept d'intelligence territoriale, considère Girardot. Le territoire est défini comme étant une interaction entre un espace géographique et une communauté humaine. D'ici résulte que l'intelligence territoriale suppose trois niveaux d'analyse complémentaires: 1) le jeu des acteurs territoriaux, leurs représentations et leurs relations de pouvoir, les cadres institutionnels au sein desquels ils agissent, comme les projets et les réalisations qu'ils initient ; 2) les dynamiques socio-économiques qui résultent de la prise des décisions individuelles ou collectives: des comportements démographiques, la mobilité des biens et des personnes, les dynamiques des activités etc.; 3) les structures spatiales et leur évolution qui sont des traductions concrètes des jeux des acteurs et des dynamiques socio-économiques : paysages et environnement, occupation du sol, morphologies urbaines et réseaux d'habitats, équipements et infrastructures etc. En ce qui concerne le territoire, il semble important d'identifier le territoire *pertinent pour l'action* en rapport avec les territoires administratifs et l'analyse de la gouvernance multi-niveaux.

Le management de projets et l'évaluation de l'action. La participation, considère Girardot, suppose la capacité d'élaborer et de diriger des projets, l'évaluation étant la garantie d'une gestion efficace. L'élaboration de projets dans le contexte d'une approche globale et intégrée suppose un effort d'apprentissage important de la part des acteurs. La participation à la réalisation collective d'un diagnostic territorial, ensuite la réalisation du système de l'intelligence territoriale, instaurent un processus d'apprentissage qui se poursuit avec l'évaluation participative des actions, ce qui signifie la valorisation des bonnes pratiques et l'identification des erreurs à éviter.

L'accessibilité des technologies de la société de l'information et de l'information. Les réseaux informatiques, apprécie Girardot, constituent l'infrastructure de l'intelligence territoriale. Les instruments d'informatique et des télécommunications sont indispensables pour l'organisation des échanges et du travail collectif des acteurs qui sont nombreux, se trouvent à grande distance l'un de l'autre et ne sont pas synchronisés dans le temps. Mais, remarque Girardot, les technologies de l'information n'assurent automatiquement ni le partage de l'information ni la production de nouvelles informations.

L'intelligence territoriale, à notre avis, par certains de ses contenus et de ses principes (comme, par exemple, celui de la participation et du partenariat) se rapproche de certains points de vue de ce que l'on désigne de nos jours par le développement communautaire.

La définition donnée par les Nations Unies, en 1956, au développement communautaire en tant qu'effort *uni de la collectivité avec celui des autorités gouvernementales dans le but d'améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles de la communauté, d'intégrer ces communautés dans la vie de la nation, et de rendre capables ces communautés de contribuer au progrès national* est suivie de définitions plus opérationnelles encore, pareille à celle faite par International Cooperation Administration (1956): le développement communautaire est le processus de l'action sociale dans le cadre duquel les membres d'une communauté s'organisent pourvu de planifier et d'agir en commun, pour lequel but : 1) ils définissent les besoins et les problèmes communs et individuels; 2) ils dressent des plans dans le but de la satisfaction des besoins et de la résolution des problèmes identifiés, compte tenu des ressources de la communauté; 3) ils augmentent les ressources lorsque cela est nécessaire en

impliquant les agences gouvernementales et non-gouvernementales qui se trouvent en dehors de la communauté (Buşiu, 2006).

Extrêmement synthétique, Dumitru Sandu écrit que le développement communautaire „fait référence à des changements volontaires dans, par et pour la communauté” (Sandu, 2005; 26).

C'est d'ailleurs, à notre avis, ce qui correspond en grandes lignes à l'intelligence territoriale, mais, bien évidemment, les rapports entre les deux notions doit encore être approfondi, l'intelligence territoriale ayant l'avantage, il nous semble, de viser une dimension scientifique plus évidente et d'impliquer les technologies de l'information dans des partenariats de la connaissance qui vont fonder les projets de développement territorial durable.

2. La gouvernance et les principes de la bonne gouvernance

Les principes d'une bonne gouvernance sont synthétiquement exposés dans *European Governance: A White Paper* (1991).

Il y a cinq principes qui sont à la base d'une bonne gouvernance et des changements proposés par le document ci-dessus mentionné : *ouverture, participation, responsabilité, efficacité et cohérence*.

Conformément au premier principe, *les institutions devraient être plus ouvertes* et elles devraient aussi bien utiliser un langage accessible et facile à comprendre par le public. Cet aspect est très important puisqu'il déterminerait l'augmentation de la confiance manifestée à l'égard des institutions complexes.

Le principe de la participation part de l'observation que, en général, la qualité, l'importance et l'efficacité des politiques européennes dépendent du fait d'assurer une large participation tout le long du processus de réalisation des politiques – à partir de leur élaboration jusqu'à leur implémentation. Une participation plus élevée aura comme résultat l'augmentation de la confiance dans le résultat final et dans les institutions qui mettent en pratique les politiques. *Le principe de la responsabilité* impose que les rôles des processus législatifs et de ceux exécutifs soient plus clairement délimités et associés à une responsabilité précise. *L'efficacité* est associée à l'opportunité, à la définition de certains objectifs clairs et à la prise des décisions au niveau approprié. *Le principe de la cohérence* impose que les politiques et les actions soient cohérentes et faciles à

comprendre dans les conditions de l'augmentation de la complexité des processus globaux et locaux.

Pour conclure, nous apprécions que chaque principe est important en soi, leur respect n'étant pas pourtant possible par des actions différentes et différées.

En rentrant dans le champ des recherches et des réflexions sociales au sujet de la gouvernance et de la participation, qui représentent l'intérêt majeur de la ci-présente étude, retenons le fait que, dès 1996, Truman et Reisig soutenaient l'idée que dans l'espace américain on attendait que le gouvernement local entraîne le public dans la gouvernance participative, encore plus que de connaître les besoins des citoyens et de leur répondre de manière unilatérale (Truman; Reisig, 1996).

Dans une étude datant de 2004, M. J. Marschall analyse la participation des citoyens dans le domaine des services locaux liés à la prévention de la criminalité. Le but de la participation des citoyens, considère Marschall, est celui de communiquer leurs opinions et d'influencer les facteurs de décision politique, mais aussi bien celui d'*assister* l'implémentation des politiques et de *contribuer* la préservation / conservation et la continuité de celles-ci. Marschall nous rappelle que pendant les années '80, des chercheurs activant dans le domaine de l'administration et des politiques urbaines ont développé la *théorie de la coproduction*, tout en conceptualisant les services dans le cadre desquels les citoyens et les gouverneurs partagent des "responsabilités convergentes" (police communautaire, comités des parents d'élèves dans les écoles etc.). La théorie de la coproduction, apprécie Marschall, apporte des contributions importantes à l'étude de la participation des citoyens. Tout d'abord, par le fait qu'elle encourage la prise en considération par les chercheurs d'un vaste champ de comportements qui inclut des discussions, l'implication dans des organisations apolitiques et la participation directe à des activités qui concernent encore plus que l'appui donné aux autorités publiques. Ensuite, elle accentue l'importance de la mobilisation et du recrutement non seulement d'une partie des citoyens, mais aussi des acteurs gouvernementaux et organisationnels. Enfin, puisque la coproduction concerne aussi bien l'étape de l'implémentation des politiques publiques et qu'elle est fondée sur une relation d'interdépendance entre les citoyens et les acteurs gouvernementaux, elle n'envisage pas uniquement des individus qui agissent isolément mais aussi ceux

activant dans le cadre institutionnel et contextuel plus large dans lequel les individus sont placés.

Jean L. Cohen (2005) essaie de rendre compatibles l'idée de la "souveraineté du peuple" et la gouvernance représentative. Cohen soutient qu'il n'y a pas de contradictions mais une détermination réciproque entre la souveraineté du peuple et les principes modernes de la gouvernance représentative. La solution de la réconciliation consiste dans la division de la représentation par la création d'un nombre élevé et diversifié d'instances, à partir des instances politiques (par la séparation des pouvoirs à l'intérieur d'un État, la fédéralisation etc.) jusqu'à celles de la société civile (par la création des associations, des groupes d'intérêt, des lobby, des organisations communautaires etc.), tout cela créant des opinions et influençant les décisions politiques et administratives.

Compte tenu de la relation établie entre la „nouvelle” et l'„ancienne” gouvernance scientifique, A. Irvin (2006) explore la construction sociale des discussions publiques, le rapport existant entre celles-ci et la confiance, l'identification du citoyen ordinaire et l'obtention du consensus social. Les conclusions de l'auteur, fondées sur l'analyse d'une série de rapports officiels et sur des débats publics organisés en Grande Bretagne au sujet des modifications génétiques, suggèrent un nouveau paradigme de la gouvernance, dans le cadre duquel la politique des discussions publiques devient extrêmement importante.

Les études consacrées à la participation organisées en Europe Centrale et Orientale (ECO) sont nombreuses, ayant des approches différentes, mais convergentes finalement par certaines conclusions ou constructions méthodologiques.

Par la suite, selon N. Letki, qui parle d'*une socialisation pour la participation*, les faiblesses de la société politique et le niveau assez réduit de l'implication des citoyens de l'Europe Centrale et Orientale dans la politique se trouvent en relation avec le niveau réduit du capital social (société civile non-consolidée et niveaux réduits de la confiance interpersonnelle) et avec l'héritage du communisme. L'auteur se propose, entre autres, de vérifier l'hypothèse suivante: *les individus qui manifestent un niveau élevé de la confiance interpersonnelle sont plus impliqués de point de vue politique* (Letki, 2004). Cette hypothèse ne sera pas confirmée par les recherches de Letki. Chez nous, l'on

avait déjà constaté une corrélation positive entre la confiance interpersonnelle et la démocratie (Ilie, 2003).

En grandes lignes, nous pouvons retenir des conclusions issues suite aux investigations entreprises Letki : 1) le problème du niveau réduit de l'implication politique dans les pays postcommunistes est discutable; 2) il y a une forte corrélation entre la qualité de membre dans des associations volontaires et l'implication politique ; 3) il y a une forte corrélation entre la qualité d'ex membre d'un parti communiste et l'implication politique (contrairement à la théorie du capital social négatif); 3) il y a une faible corrélation entre la confiance interpersonnelle et l'implication politique, par conséquent la confiance interpersonnelle n'est pas un bon prédicteur pour l'implication politique, l'idée du capital social étant irrélégante pour expliquer la participation politique dans les pays ECO; 4) le développement des institutions de la démocratie a une grande importance positive pour la participation politique, encore plus significative que d'autres facteurs pris en considération dans la recherche.

Dans une étude datant de 2004, Dumitru Sandu analyse l'inconsistance de status de prédicteur pour les attitudes publiques en Roumanie qui traversait une période de transition, tout en utilisant une série de variables clés pour mesurer l'orientation du public vers des solutions participatives, démocratiques, révolutionnaires ou autoritaires concernant la vie publique (Sandu, 2004). Dans ce contexte, le sociologue roumain arrive à la conclusion que les attitudes participatives et démocratiques vont de pair et elles s'opposent aux orientations révolutionnaires et autoritaires. D'ailleurs, parmi les sources du support politique pour la démocratie, d'autres chercheurs avaient identifié, à part le modèle des pays occidentaux, la discréditation du régime communiste, défini aussi bien par son autoritarisme excessif (Mărginean et al., 2004).

Retenons aussi dans la littérature sociologique roumaine l'existence de certaines approches de l'administration publique locale, vecteur légitime de la gouvernance sur le plan territorial, quelques-unes de ces approches étant faites de la perspective de fournir le bien-être social (Bejenaru, 2004), dans un contexte pareil à celui de la transition où l'on peut parler d'une pauvreté verticale, des communautés entières (Bădescu, 2004).

La participation au sens méthodologique, aussi bien importante pour nos analyses, est fréquemment liée à la recherche-action. Parmi les démarches relativement récentes entreprises dans le domaine de la recherche-action participative nous retenons celles des Lundy et McGovern pour ce qui est du contexte ci-dessus évoqué. Les deux chercheurs ont eu en vue toute une série de groupes qui se trouvaient à un certain moment donné en conflit dans l'espace où ils avaient fixé leurs recherches (Irlande du Nord), tout en retenant le fait que l'aspect le plus significatif de la recherche action participative est celui qui consiste à placer le sujet au centre du processus de prise des décisions, la position de celui se trouvant à l'intérieur d'une communauté étant plus critique que l'on ne l'estime en général, celle-ci devant être envisagée compte tenu de la multitude des nuances et des facettes sous lesquelles elle se manifeste (Lundy; McGovern, 2006). Dans le projet expérimental déroulé par Lundy et McGovern 30 personnes ont été incluses, des parents de victimes des conflits qui ont eu lieu en Irlande du Nord (on avait placé le nombre des victimes aux environs de 90 personnes entre 1969 et 1996) et une première rencontre a eu lieu, entre ces parents des victimes et des représentants de plusieurs groupes de la communauté pour discuter la manière dans laquelle la communauté pourrait commémorer les victimes des conflits. L'idée d'un livre commémoratif est ressorti suite à plusieurs rencontres ultérieures, à des discussions et à des débats. Un comité de coordination a été élu et plusieurs membres de la communauté y ont été inscrits, ceux-ci s'impliquant à divers moments et ayant rempli plusieurs tâches spécifiques déroulées durant le projet. Plus de 300 interviews ont été réalisées pendant quatre ans et le livre a été publié en 2002. Ensuite, on a organisé une rencontre pour lancer le livre (à l'occasion de la 33^{ème} commémoration de la première victime des conflits enregistrées par la communauté). À cette réunion, plusieurs centaines des parents des victimes ont participé, mais aussi d'autres membres de la communauté. Le livre (*Ardoyne: The Untold Truth*) contient 99 études de cas (tout cas étant fondé sur 2-3 témoignages oraux) et plusieurs chapitres historiques pour contextualiser les décès. Avant de l'imprimer, le livre a été rendu à l'auteur du témoignage dans le but de le valider / rectifier / compléter / rajouter etc. Encore plus, la série d'interviews consacrées à un certain cas a été aussi, entièrement rendue aux auteurs partiels qui ont pu rectifier, commenter, compléter etc. compte

tenu des témoignages des autres sur le cas où chacun était un expert à titre partiel. Ce n'est qu'après que le livre a été imprimé dans sa forme finale.

Parmi les conclusions auxquelles l'on a pu arriver suite à ce projet expérimental de succès, nous retenons: 1) la recherché-action participative est la clé de la résolution d'un grand nombre de dilemmes méthodologiques, éthiques et politiques que les chercheurs rencontrent dans les sociétés divisées par la violence; 2) le mécanismes qui consiste à se-centrer-sur-la-victime dans l'affirmation de la vérité ne doit pas ressembler à un témoignage décontracté, pareil à celui d'un narrateur d'une expérience consommée, mais plutôt à un témoignage participatif qui mène directement à la vérité.

3. La restitution des résultats et ses types

La restitution des résultats est étroitement liée au principe de la participation dans la construction et la promotion de l'intelligence territoriale.

Nous pouvons retrouver des renvois à la restitution des résultats d'une recherche dès les décennies sept et huit du siècle passé, dans une France qui faisait des efforts considérables pour donner un appui à la rénovation rurale.

L'importance d'une enquête rurale préalable et bien faite, appréciait le psychosociologue Français R. Mucchielli, augmente d'autant plus que le feedback d'une enquête, c'est-à-dire la restitution des conclusions en faveur de la collectivité où l'enquête a été effectuée (dans les conditions où la collectivité a accepté l'enquête), peut provoquer l'éveil des dynamismes locaux. De ce point de vue, stipule le psychosociologue Français, *l'enquête rurale constitue l'événement décisif*. Si les enquêteurs savent obtenir la coopération des habitants et les déterminer à accepter l'enquête dès le début de celle-ci, s'ils savent impliquer les leaders informels et formels locaux, *s'ils réinjectent les résultats* (et si les habitants se reconnaissent eux-mêmes dans cette image-là), un démarrage, un déplacement est déjà donné pour pouvoir amorcer le changement (Mucchielli, 1976).

La complexité de la restitution n'est, malheureusement, que rarement traitée.

Plus les manuels de recherche et d'autres guides méthodologiques parlent des moyens et offrent des conseils pour l'adéquation et l'organisation de

l'action de recueillir les données, remarquait Bernard Bergier, plus l'on néglige la relation avec les destinataires et son impacte sur le sociologue et l'ethnologue (Bergier, 2000). Le destinataire visé par la restitution est représenté par les interlocuteurs du terrain du chercheur.

Bergier proposera cette définition provisoire pour la restitution: ...*L'acte ou la dynamique par lesquels le chercheur partage aux interlocuteurs du terrain, dans des buts éthiques et/ou euristiques, les résultats provisoires et/ou définitifs du traitement des données collectées en vue de leur analyse* (Bergier, 2000 ; 8).

De la définition proposée à la restitution par Bergier, nous retenons comme objectifs celui éthique et celui euristique. Nous pourrions même aller encore plus loin et parler, en fonction de ces objectifs, d'une *restitution-cadeau* ou *restitution-éthique* et d'une *restitution-connaissance* ou *restitution-heuristique*. Mais, à notre avis, la restitution est liée aussi à la recherche-action stratégique où bien à l'intervention sociologique. Comme conséquence, nous allons distinguer à la fin, *la restitution-cadeau*, *la restitution-connaissance* et *la restitution-intervention*, la dernière pouvant prendre aussi la forme de *la restitution-animation*, sur laquelle R. Mucchielli écrivait.

4. La restitution des résultats. Investigations exploratoires dans un projet de développement territorial (2001-2002)

Le projet *Eugenia* a été lancé à la fin de l'année 2000 dans le cadre du programme *Ecos-Ouverture*. Le thème du projet a été dès le début très incitant : la création d'un Observatoire Interrégional de Diagnostic et d'Action Territoriale. Le domaine de coopération visé a été décrit comme étant celui de *l'amélioration des méthodes et des instruments de travail des collectivités régionales ou locales dans le domaine des stratégies de développement du territoire*.

Initialement, quatre thématiques de travail ont été établies dans le cadre du projet : *Thème 1*: Instruments et méthodes de diagnostic et d'action territoriale; *Thème 2*: Intelligence territoriale pour le développement; *Thème 3*: Développement de nouvelles filières agricoles et diversification des activités; *Thème 4*: Protection par valorisation du patrimoine naturel et anthropique. À travers le temps, la nécessité d'un cinquième thème s'est avéré nécessaire : *Thème 5* : *Communication* (pour la promotion du projet).

Toute une série d'actions ayant le titre générique d'expérimentations ont été prévues pour chaque thème. Ces actions visaient d'abord à recueillir des

données, à analyser, à faire le diagnostic et à projeter des stratégies d'implémentation d'une éventuelle dimension pratique du projet.

Les expérimentations prévues pour le *Thème 4* („Protection par valorisation...”) ont été réalisées en Roumanie, dans la Dépression de Trascău, dans les villages Vălișoara et Izvoarele (commune Livezile) et Colțești et Rimetea (commune Rimetea). L'espace ainsi délimité sera désigné par la suite *la microrégion Vălișoara-Rimetea*

Le territoire de la microrégion Vălișoara-Rimetea, située dans la moitié nord des Montagnes Trascău, s'étend sur une superficie de 97,38 km². Le villages Rimetea, Colțești et Vălișoara sont traversés par la route départementale DJ 107M et Izvoarele se trouve à 1 km à l'ouest de la route départementale. Cette route était à l'époque des expérimentations si dégradée que pour faire un déplacement dans le chef-lieu du département (Alba Iulia), certains habitants de Rimetea préféraient faire un détour par Buru-Turda (département de Cluj). L'agriculture est l'activité principale dans la région. Le terrain agricole est partagé en terres arables, pâturages, prés et vergers. Une bonne partie des prés privés faisait l'objet des transactions immobilières avec ceux qui construisaient des maisons de vacances et des pensions touristiques dans la région. La microrégion est favorable à la culture des arbres fruitiers, étant protégée des vents forts. L'élevage est restrictif dans les régions protégées : les Gorges de Vălișoara, les Gorges de Plai, les Gorges de Siloș. Dans la période précédant les expérimentations du projet Eugenia, la population de la microrégion comptait 1472 habitants (Izvoarele: 200 habitants, Vălișoara: 210 habitants, Colțești: 599 habitants, Rimetea: 463 habitants). La diminution du taux de la natalité et le vieillissement accentué de la population étaient signalés comme phénomènes démographiques, exerçant un effet direct sur la situation économique et sociale. Sous l'aspect écologique, la microrégion était affectée par la présence des terrils des ordures ménagères le long des cours d'eaux et l'absence des stations d'épuration des eaux. (Barbieri; Barbieri, 2002).

Un premier objectif établi à l'occasion de la projection de l'enquête a été représenté par la construction d'un lot illustratif pour la région où celle-ci allait

se dérouler, dans les conditions de certaines limites matérielles et de ressources humaines bien définies.

Dans nos recherches dans la microrégion Vălișoara-Rimetea, plusieurs items ont été destinés à décrire les ressources locales au niveau des ménages (chambres disponibles, aménagements, ressources alimentaires disponibles etc.) de la perspective de la valorisation du patrimoine naturel et anthropique par le biais du développement touristique.

Mais, notre intérêt a été surtout concentré sur l'identification des *besoins locaux*. Nous avons délimité deux catégories de problèmes : *problèmes personnels et de famille* et *problèmes qui devraient être résolus dans le cadre de la commune*.

La hiérarchie des problèmes personnels et familiaux identifiés et visés par notre enquête est la suivante : I. L'argent : 39% des options, II. L'absence de l'emploi : 28% des options, III. La santé : 15% des options, IV. L'absence du marché de vente pour les produits agricoles : 5%, V. Autre problème : 5%.

Pour ce qui est *des problèmes qui devraient être résolus dans le village et la commune*, la hiérarchie est la suivante : I. Les routes : 43% des options, II. L'approvisionnement avec de l'eau: 18% des options, III. Le téléphone fixe : 16% des options. 3% des personnes interrogées déclaraient qu'il n'y avait aucun problème et 17% affirmaient que les problèmes à résoudre étaient tous autres. (Tableau 1).

En ce qui concerne le chapitre de l'écologie, deux problèmes ont particulièrement suscité notre attention : *le problème de l'approvisionnement avec de l'eau* et *le problème des ordures ménagères*.

Demandés s'il y avait des difficultés dans l'approvisionnement avec de l'eau, 75 (45%) des personnes questionnées ont dit que oui, il y avait des problèmes, tandis que 92 (55%) ont répondu que non, il n'y avait pas de problèmes.

Concernant les difficultés signalées par rapport à l'approvisionnement avec de l'eau, nous avons d'abord retenu que „l'eau sèche parfois” (14%) et que „d'autres habitants coupent l'eau” (14%). L'on déclarait aussi bien que „l'eau est parfois polluée” (3%). 20% des personnes questionnées réclamaient une „autre difficulté”, mais dans cette catégorie il y avait plusieurs variantes

des réponses conformément auxquelles l'eau sèche parfois, il y a des fuites d'eau etc.

Tableau 1. Problèmes qui doivent être résolus dans la commune
(Recherches 2001-2002)

Problème	Options	%
Aucun problème	9	3
Les routes	138	43
L'approvisionnement avec de l'eau	59	18
Le téléphone fixe	52	16
Le téléphone portable	10	3
Autre problème	54	17
Total	322	100

Le deuxième groupe des problèmes écologiques a été lié au lieu destiné aux ordures ménagères. Conformément aux déclarations de ceux ayant fait partie du lot questionnée, les eaux sales et les ordures ménagères étaient jetées : 1) en dehors de la cour, sur son propre terrain (35% des options enregistrées pour cette variante de réponse), dans les égouts (21%), dans un fossé (13%), dans la cour (8%) ou en dehors de la cour, sur le terrain d'autrui (8%).

Seulement 34% des personnes questionnées déclaraient jeter les ordures ménagères là où l'on considère normal de les jeter, dans un fossé ou dans les égouts.

En ce qui concerne l'avenir de la région, nous avons pu construire cette hiérarchie des domaines par rapport auxquels ceux questionnés ont exprimé leurs avis : le tourisme : 39%; l'élevage : 32%; la culture des arbres fruitiers : 6%; l'artisanat : 6%.

Nous avons considéré que beaucoup des solutions aux problèmes de la microrégion se trouvaient dans la collaboration intercommunale.

Pour ce qui est de la situation à la date de l'enquête, 9% des personnes questionnées déclaraient qu'entre les deux communes il y avait une collaboration très étroite, 39% qu'il y avait une collaboration étroite, 12% qu'il y avait une faible collaboration, 4% qu'il y avait une très faible collaboration et

17% qu'il n'y avait pas de collaboration. 19% des personnes questionnées déclaraient ne pas pouvoir apprécier la collaboration.

À partir des résultats de l'enquête, la restitution individualisée s'est fondée, au niveau des outils des recherches, sur un guide d'interview. C'est à l'aide de cet instrument spécifique à la recherche qualitative (Agabrian, 2004) que nous avons essayé d'obtenir de nouvelles informations qui „auraient pu échapper” à l'enquête réalisée à base du questionnaire.

C'est ainsi que nous avons pu apprendre, par exemple, que la cause principale du problème de l'argent (identifiée dès l'étape des observations directes, précédant l'enquête) était considérée l'absence des emplois : „Il est nécessaire d'avoir un emploi pour pouvoir gagner de l'argent, il ne suffit pas de travailler les terres et de faire de l'élevage, parce que nous ne pouvons pas vendre les produits ainsi obtenus” (S. A., Vălișoara).

La plupart des fois, on appréciait que la résolution des problèmes signalés (l'absence de l'argent etc.) ne dépendait pas exclusivement de chaque individu pris à part, mais du „développement de la région dans son ensemble”, les précisions étant d'ailleurs assez vagues par rapport à ce sujet.

Dans les villages Vălișoara et Izvoarele, l'absence de l'argent était associée à l'âge et à la maladie, à l'absence de la force de travailler. Beaucoup de jeunes étaient partis travailler à l'étranger ou dans les villes situées dans la proximité du village, étant chassés de chez eux par l'absence du confort.

Dans cette région aussi, l'idée de „l'investisseur sauveur” était bien enracinée dans les esprits des gens. „Si personne ne vient investir, nous n'avons quoi faire. L'existence des investisseurs est nécessaire” (N. I., Colțești).

Des problèmes nouveaux apparus dans les discussions avec les habitants : la réception de la radio et de la télévision.

Par rapport à l'approvisionnement avec de l'eau, on nous signalait le fait presque incroyable que certains habitants avaient renoncé au réseau communal et avaient creusé leurs propres puits. Les causes des problèmes apparus dans le réseau local d'approvisionnement avec de l'eau avaient leur origine dans la réalisation des travaux même. „Les gens du village ont superficiellement travaillé lorsqu'ils ont réalisé les travaux et, à présent, le tuyau est cassé, très ancien et il faut le changer, puisqu'il n'a jamais fonctionné comme il fallait” (S.

A., Vălișoara). À Izvoarele il n'y avait pas de problèmes avec l'eau et en plus, on suggérait que l'on pouvait utiliser la source locale pour alimenter les villages Colțești et Rimetea aussi.

À Colțești, on signalait que „l'eau est coupée par les gens du village, spécialement par la laiterie et par les propriétaires des serres, qui ont installé des surpresseurs (une sorte de pompe) et qui consomment par la suite beaucoup d'eau” (G. S., Colțești). Solutions : le nettoyage des bassins actuels et le remplacement de l'installation d'adduction de l'eau, l'aménagement de bassins spéciaux pour ceux qui consomment une très grande quantité d'eau. C'est toujours à Colțești que l'on envisageait un système communal comme étant la seule solution : „Pour creuser sa propre fontaine, ça coûte très cher” (V.I., Colțești).

Le fait de jeter les ordures ménagères dans des endroits non-aménagés n'était pas considéré à Vălișoara comme étant un comportement naturel, mais ce fait ne représentait non plus, selon certaines personnes, „un problème prioritaire” (S. A., Vălișoara). De la même manière, quelques-uns ne considéraient pas nécessaire l'aménagement d'un endroit particulier : „Le problème des ordures concerne chacun d'entre nous, en particulier” (M. A., Vălișoara). À Izvoarele, un des villageois avouait : „Ici, tous les restes sont jetés dans la vallée et lorsque le niveau des eaux de la vallée hausse, les ordures sont transportés dans les eaux de la rivière Mureș” (B. S., Izvoarele). Un autre villageois remarquait : „Beaucoup de gens vident leurs poubelles dans le ruisseau, puisque le ruisseau traverse leurs propres cours, par la suite ils considèrent jeter les ordures sur leur propre terrain” (A. C., Izvoarele).

Il s'agit ici d'un problème de construction des instruments de recherche pour la définition de ce que l'on désigne par le mot *cour*, cet aspect n'étant pas anticipé.

À Colțești, le problème de la propreté était envisagé comme étant une question de bon sens. C'est bien ici que la nécessité d'une fosse commune était invoquée plus fréquemment que dans d'autres villages. Une autre solution : la distribution de poubelles et le ramassage périodique des ordures ménagères à l'aide d'un camion de la ville de Aiud (P. I., Colțești).

À Vălișoara, il y avait aussi des habitants qui ne considéraient pas le tourisme comme étant une solution pour l'avenir de la micro-région. De ceux qui déclaraient avoir des locaux pour l'hébergement des touristes, quelques-uns auraient désiré l'implémentation de certains programmes européens (pour le développement de toute la région). Les locaux disponibles pour les touristes supposaient pourtant des investissements en vue de les aménager : „Nous devrions faire appel à des entreprises étrangères qui nous aident puisque nous n'avons pas d'argent” (C. G., Izvoarele).

Les habitants de Izvoarele semblaient envier ceux de Rimetea, mais en même temps, ils espéraient recevoir une aide de leur part : „Les Hongrois de Rimetea nous ont devancé avec leurs belles maisons, bien meublées et soignées. Il faut avoir une salle de bains, des chambres séparées et il n'y a pas dans notre village de telles conditions. Il faut donc faire des investissements. Il faut commencer par Rimetea et continuer par la suite dans notre village.” (A. C., Izvoarele).

À Vălișoara, certains habitants appréciaient qu'il y avait fort peu de chances pour obtenir des revenus supplémentaires. Il y avait peu de personnes qui réussissaient valoriser certains produits agricoles dans la ville. Une certaine personne aimerait avoir un atelier de couture „qui desserve plusieurs villages, parce qu'il y a peu de jeunes à Vălișoara” (M. A., Vălișoara). Dans ce contexte, on commence à parler, d'une manière inattendue, au sujet de l'absence de l'assistance médicale.

À Colțești, un problème particulier semble être celui de la valorisation des produits : „Il serait bon de pouvoir valoriser ce que nous cultivons : des fruits, du blé, du pavot, des fleurs, des légumes. Au niveau du village il faut faire venir quelqu'un qui établisse des contrats avec nous, pour que nous puissions vendre nos marchandises : par exemple, un contrat avec PLAFAR pour la récolte de pavot” (N. I., Colțești).

À Rimetea, par le biais du musée, l'on vendait certaines pièces artisanales cousues de manière traditionnelle. Mais l'absence du marché de vente était, généralement, ressentie par rapport à ce genre de produits aussi : „Nous pourrions travailler chez nous – coudre manuellement, surtout en hiver. Il n'y a pas fortement d'autres chances.” (D. I., Colțești).

Le tourisme semblait finalement être la seule chance et toutes les autres opportunités étaient subordonnées au tourisme, y compris l'agriculture: „On ne peut faire rien d'autre que du tourisme. Un élevage de chèvres serait utile puisque les touristes demandent du fromage de chèvre” (C. A., Rimetea).

À Rimetea on signalait avoir des problèmes dans les relations entretenues avec les banques lorsqu'il s'agissait de soutenir le développement de l'agriculture: „J'ai essayé de faire un emprunt du programme FIDA en dollars (jusqu'à 10 000). La Direction Agricole a vérifié le dossier. À la Banque commerciale de [...] j'ai déposé comme garantie une maison et un appartement dans un immeuble de Alba Iulia, j'ai eu deux personnes qui ont géré pour moi et deux mois après j'ai été appelé à la banque pour indiquer deux autres personnes qui gèrent pour moi et qui touchent un salaire de 7 millions lei¹ par mois, ce qui m'a été impossible de trouver, par la suite mon dossier n'a pas été approuvé. C'est ainsi que nous sommes aidés pour développer nos affaires. (C. I., Rimetea).

La hiérarchie des problèmes régionaux était toute autre pour un des leaders du village Izvoarele: „Le problème le plus aigu est celui du relais pour la télévision. La télévision en couleurs ne fonctionne pas, le son non plus. Ensuite, le problème des routes et celui des téléphones (les habitants dépriment à cause de l'absence du téléphone)” (V. A., Izvoarele).

À Colțești, G. St. appréciait : „La classification [des problèmes micro-régionaux] est bonne, mais nous nous limitons à classer les problèmes, sans les résoudre. Tous les problèmes sont d'une importance vitale, sont actuels, il n'y a pas un qui soit plus important qu'un autre. Je ne crois pas que l'on puisse résoudre un de ces problèmes au niveau local, il n'y a que l'intervention de l'État qui puisse les résoudre.”.

Dans le cadre de la restitution de groupe de Rimetea (juin 2002), séminaire auquel ont participé des habitants de la micro-région soumise à notre attention, des autorités locales, des représentants des autorités départementales, des experts internes et les coordinateurs du projet au niveau européen, on a débattu en marge des données résultées de l'analyse quantitative des résultats

¹ La monnaie nationale en Roumanie.

de l'enquête (présentés sous forme de tableaux et graphiques/diagrammes), les dimensions suivantes étant visées : 1) les problèmes personnels et de famille, 2) les problèmes spécifiques à la micro-région toute entière, 3) les problèmes écologiques (difficultés liées à l'approvisionnement avec de l'eau et l'endroit où l'on jette l'eau sale et les ordures ménagères), 4) les principaux domaines d'activité qui pourraient se développer dans la micro-région et 4) la collaboration inter-communale.

Les discussions ont débuté avec le problème de l'eau. On a apprécié que l'eau n'est vraiment pas suffisante pour tout le monde, mais qu'il ne s'agit pas de la méchanceté des gens, comme les experts l'avaient soupçonné et suggéré, mais de tout une série de problèmes techniques. L'adjoint au maire de la commune Rimetea apportera certains renseignements supplémentaires : „Le projet initial a été fait seulement pour le siège de la police. Ensuite, les gens se sont impliqués et *aidés par le parti*, ils ont fait les travaux. Ils ont cherché et apporté des tuyaux (certains tuyaux auraient dû être cassés/annulés, d'ailleurs) et ceux-ci n'ont pas résisté longtemps. Ils se sont cassés et maintenant il y a d'importantes fuites d'eau. En plus, la consommation a augmenté, pour chaque famille, puisque l'eau est utilisée pour la salle de bains, pour le jardin, pour les animaux. J'ai proposé de procurer des compteurs d'eau et nous les avons reçus grâce à l'aide de nos amis étrangers. Mais nous ne pouvons pas les installer chez tout le monde, puisque les gens ne sont pas d'accord, comme ce sont eux qui ont fait les travaux supposés par l'alimentation avec de l'eau. Avec une équipe venue de Hongrie, nous avons mesuré le débit de l'eau. Il y a 10 litres d'eau qui coulent pendant 16 secondes. Où est-ce que cette eau s'en va-t-elle ? Au début, lorsqu'on a fait les travaux supposés par l'alimentation avec de l'eau, on a évalué le débit comme étant suffisant. Un régulateur serait nécessaire, qui règle le débit de l'eau dans tout le village.”. À Rimetea on a essayé d'introduire une taxe de 10 000 lei par mois pour les habitants du village possédant une maison et de 100 000 pour ceux qui reçoivent des touristes, mais beaucoup d'entre eux ont considéré cette mesure comme étant injuste.

Les représentants du Conseil Départemental ont remarqué le fait qu'il y a un support législatif pour une telle mesure, par la suite, celle-ci est correcte.

Un autre séminaire de restitution a été organisé à Vălișoara, le 25 août 2002. À cette occasion, la solution de la collaboration inter-communale a été plus clairement mise en évidence. Elle s'appuyait pourtant sur l'existence de certaines tensions au niveau de la commune Livezile. Les villages qui promouvaient une certaine dissidence à l'égard du village de centre, étaient justement Izvoarele et Vălișoara – les deux villages visés par nos expérimentations aussi.

II. INTELLIGENCE TERRITORIALE ET GOUVERNANCE LOCALE. INVESTIGATIONS DANS LA MICRORÉGION ALBAC - SCĂRIȘOARA - HOREA (ROUMANIE)

1. Le territoire étudié et l'organisation des investigations

Le fait d'établir les caractéristiques du territoire précède l'enquête sociologique et la restitution de ses résultats, ce qui explique pourquoi les données ci-dessous sont au niveau de l'année 2003, les recherches ayant débuté en 2004-2005.

La microrégion Albac - Scărișoara - Horea est située dans le nord-ouest du département Alba). Elle occupe une surface de 20871 ha, ce qui représente 4,3% de la surface de la zone rurale du département Alba. 4% (6487 habitants) de la population rurale du département y vit dans 3,7% des habitations existantes dans tous les villages du département (Voir aussi le Tableau 2). Au niveau du rural du département, les femmes représentent 49,6%, tandis que dans la microrégion étudiée 48%. Le taux des enfants nés vivants est de 9,3 pour mille dans l'espace rural du département Alba, et de 10,5 pour mille dans la microrégion Albac - Scărișoara - Horea. Les décès pour mille habitants représentent 15,4 dans les villages du département Alba et 10,9 dans la microrégion. À une population qui représente 4% de celle du département, la surface agricole totale ne représente que 2%, dont les terres arables représentent 14%, par rapport à 40% dans le rural du département Alba. Les pâturages et les prés constituent dans la microrégion 86% de la surface agricole et, par la suite, le nombre des bovins est de 639 pour mille habitants, par rapport à 366 dans l'ensemble de la zone rurale du département Alba. Pourtant, la production de lait est de 7,8 hl/habitant dans la microrégion, un tout petit peu plus élevée que celle du rural total du département (7,4%).

Tableau 2. Indicateurs économiques de la microrégion Albac - Scărișoara - Horea, en comparaison avec le rural du département Alba

Indicateurs économiques	Rural Alba	Microrégion
Surface totale	486965	20871
Nombre ménages	61799	2293
Population	161478	6487
Poids des femmes (%)	49,5	48
Nés vivants pour 1000 habitants	9,3	10,5
Décédés pour 1000 habitants	15,4	10,9
Surface agricole totale	266913	5326
Poids surface arable (%)	40	14
Poids pâturages et prés (%)	60	86
Bovins dans les ménages de la population pour 1000 habitants	366	639
Production de lait de vache et de bufflonne (hl/habitant)	7,37	7,8

Source : *Direction de Statistique du Département Alba, données au niveau de l'année 2003.*

Les trois communes qui composent la microrégion (Albac, Scărișoara et Horea) ont certains problèmes majeurs communs d'infrastructure (voies de transport et de télécommunication, alimentation avec de l'eau etc.). Elles enregistrent aussi des taux de la pauvreté qui sont proches de point de vue de leur valeur, qui sont beaucoup plus élevés que la moyenne du département et des poids importants de la population âgée de plus de 15 ans ayant suivi au maximum les cours de l'école primaire, ayant donc un niveau d'éducation et d'instruction réduit (Tableau 3).

Les différences enregistrées pour des indicateurs du capital humain (poids plus élevés de la population ayant un niveau de scolarité réduit à Scărișoara, taux plus importants du chômage de durée à Albac, pourcentage plus grand des enfants à Horea) donnent les notes particulières de chaque commune, comme le remarque C. A. Buțiu, mais ces aspects suggèrent aussi une certaine complémentarité dans un éventuel projet de développement microrégional (Buțiu, 2006). Même si le capital naturel est semblable (zone montagneuse favorable au tourisme, à l'élevage et à l'exploitation du bois), Scărișoara a été considérée comme une des plus pauvres communes de

Roumanie, (Sandu, 1999), sans enregistrer des progrès remarquables pendant les dernières années, tandis que Albac (le village centre de la commune) a été déclaré village touristique (en 2005), compte tenu de son potentiel naturel, humain et d'infrastructure touristique. C'est ainsi que Albac pourrait constituer le pôle de développement de la microrégion, estime aussi C. A. Buşiu.

Tableau 3. Problèmes de la microrégion Albac - Scărişoara - Horea reflétés dans des indicateurs de la pauvreté

Indicateurs de la pauvreté	Moyenne microrégion	Moyenne pour le département Alba
Taux de la pauvreté ¹	0,41	0,25
Poids population âgée de moins de 16 ans (%)	22,91	19,1
Poids population âgée de 65 + ans (%)	18,21	14,6
Poids population âgée de 15+ ans ayant suivi au maximum les cours de l'école primaire (%)	33,84	17,86
Taux du chômage de durée	8,51	6,50
Poids population sans accès à l'eau courante (%)	83,03	45,74

Source : *Commission Antipauvreté et Promotion de l'Inclusion Sociale, 2004 (données au niveau de l'année 2003), traitement des données selon les remarques de Buşiu (2006).*

Les investigations dans la microrégion ont été organisées dans deux étapes : 1) la réalisation d'une enquête sociologique réalisée à base d'un dictionnaire (144 sujets questionnés au niveau de la microrégion) et 2) la restitution des résultats de l'enquête sociologique sous la forme de la restitution individualisée (dans toutes les trois communes – 25 sujets) et sous la forme de la restitution de groupe (dans la commune Albac, par la participation des chercheurs à une séance du Conseil Local). Des sélections

¹ Le taux de la pauvreté est calculé conformément à la méthodologie élaborée par la Banque Mondiale et la Commission Antipauvreté et de Promotion de l'Inclusion Sociale, suite à la prise en considération de certaines variables démographiques (dimensions du ménage, composition par sexes, âge etc.), de quelques traits caractérisant les membres du ménage (éducation et/ou occupation), des données concernant la qualité du logement et l'accès à des utilités publiques, tout comme des caractéristiques territoriales (dimension de la localité, caractéristiques démographiques, économiques etc.). À voir aussi Lucian Pop, coordinateur, *Harta Sărăciei în România. Metodologia utilizată și prezentarea rezultatelor (Carte de la Pauvreté en Roumanie. La méthodologie utilisée et la présentation des résultats)*, Bucureşti, CASPIS, 2004.

thématiques des outils utilisés (le questionnaire et le guide d'interview) sont présentées dans les ANNEXES. Les instruments ont été testés par une série d'investigations réalisées dans la commune Gârda de Sus, département Alba (À voir aussi Pascaru, Buțiu, Vasiu, 2006).

2. Représentations sur le territoire étudié et l'approfondissement par la restitution

Conformément aux principes méthodologiques du développement communautaire, écrit Călina Ana Buțiu dans une étude récente, les statistiques officielles et les opinions des experts doivent être conjuguées à des opinions des habitants. (Buțiu, 2006).

C'est d'ailleurs ce que le principe de la participation impose aussi au niveau de l'intelligence territoriale.

Les représentations et, implicitement, les opinions des habitants ont été surprises par nous à travers une des questions comprises par le questionnaire de l'enquête sociologique, instrument que nous présentons dans les Annexes (à voir *Question 1.2.*).

Comme nous pouvons remarquer en examinant le Tableau 4, dans la hiérarchie des problèmes à résoudre dans le village, conformément aux représentations des habitants questionnés, les problèmes d'infrastructure figurent au premier plan, et parmi ceux-ci, les problèmes concernant les voies de transport et de télécommunication sont les plus évidents puisqu'ils sont directement ressentis par les habitants et ils ont aussi la qualité d'être des problèmes stratégiques, au sens où leur résolution entraîne la résolution des problèmes personnels, tels ceux que nous présentons ci-dessous (Tableau 7). Les voies bonnes de transport et de communication facilitent les investissements et l'afflux touristique, ce qui crée des emplois et produit des revenus dans les ménages, en assurant, en même temps, l'accès aux facilités du système de santé publique (Buțiu, 2006).

Tableau 4. Représentations concernant le territoire étudié

Problème	Options	%
Routes en mauvais état	125	89,3
Approvisionnement difficile avec de l'eau	48	34,3
L'absence du téléphone	20	14,3
Réception difficile des chaînes TV	53	37,9
Autres problèmes (l'absence des investissements étrangers, le danger des inondations, l'absence des emplois, l'absence d'un fossé où jeter les poubelles)	45	32,1

La convergence des intérêts des trois communes peut être mise en évidence aussi par l'analyse des représentations des habitants sur ce que, à l'avenir, pourrait mieux se développer dans la localité (Tableau 5).

Les données fournies par notre enquête démontrent un accord quasi-unanime concernant le tourisme en tant que principale activité économique qui pourrait se développer dans la microrégion. L'industrie du bois fait exception, elle se situe en première place pour les sujets de Horea (où l'exploitation et le traitement primaire du bois sont actuellement considérés comme la plus importante source de revenus). Pour les habitants de Horea, par la suite, les chances du développement sont liées à une activité économique qui soulève des problèmes sous l'aspect du durabilité.

Tableau 5. Représentations concernant les opportunités de développement dans la microrégion

Opportunité de développement	Options	%
Le tourisme	130	92,9
L'élevage	121	86,4
L'industrie du bois	117	83,6
Le traitement du lait	99	70,7
Le commerce	81	57,9
Les métiers artisanaux	80	57,1
Le traitement de la viande	73	52,1
La culture des arbres fruitiers	59	42,1
La culture des plantes champêtres	48	34,3
Autre activité économique (exploitation des ressources de pierre et des minerais non-ferreux, la pisciculture, la cueillette et le traitement des fruits du bois, la couture, l'apiculture)	16	11,4

Dans la restitution des résultats nous avons utilisé comme outil le guide d'interview que nous présentons dans les annexes de cette étude par l'instrument utilisé dans la commune Albac. Bien évidemment, là où les données ont été bien différentes d'une commune à l'autre, les questions du guide d'interview ont été adaptées aux résultats obtenus dans l'enquête sociologique, la structure générale restant, pourtant, la même prévue dans les ANNEXES.

Conformément aux données qui figurent dans le Tableau 5, la hiérarchie des problèmes communautaires-territoriaux est la suivante : (1) le mauvais état des routes (81,6%); (2) la non-réception des chaînes TV (40,8%) et (3) l'approvisionnement déficitaire avec de l'eau (36,7%). En précisant que dans le cas de la commune Scărișoara, l'approvisionnement avec de l'eau figure en deuxième position, les données résultées suite à l'enquête sociologique ont été présentées à nos interlocuteurs, et cette présentation a été suivie par les questions suivantes : *Êtes-vous d'accord avec cet ordre ? Quelles seraient les solutions à chacun de ces problèmes ?*

La plupart des personnes questionnées considèrent que la hiérarchie donnée par notre enquête est correcte. Ceux qui voudraient changer des choses dans la hiérarchie proposée, mettraient en deuxième position l'approvisionnement avec de l'eau ou bien ils changeraient complètement la hiérarchie : "À mon avis, l'approvisionnement avec de l'eau se situe en première place, ensuite il y a la réception des chaînes TV et en troisième lieu les routes." (B.P., Scărișoara). L'ancien maire de Albac propose lui-aussi un autre classement des problèmes, tout en suggérant aussi quelques directions pour les résoudre : „Mon classement est le suivant : 1. l'approvisionnement avec de l'eau, 2. les routes et 3. la réception des chaînes TV. Pour les routes et pour l'eau, je crois que les projets faits pour chaque village sont bons, mais non seulement sur le plan local, il faut que toute une région soit réunie, que plusieurs villages en bénéficient. Pour l'approvisionnement avec de l'eau il est nécessaire d'avoir des égouts collecteurs. Des solutions pour la réception des chaînes TV seraient dans la région, les programmes...par les satellites, comme pour les téléphones portables" (P.G., Albac).

Lorsqu'il s'agit de solutions, on invoque d'abord l'achèvement des travaux commencés : „L'Europe a fait des routes, mais elles ne sont pas toutes finies, leur but e celui de faire qu'une voiture ou deux de terrain apportent le lait à Albac. Il faut bien que ceux ayant commencé le travail finissent les routes” (H.G., Albac).

L'appel fait aux fonds européens est fréquemment invoqué dans la microrégion : „...Si le projet de l'eau fait avec des fonds SAPARD ne peut pas être approuvé par Bucarest, nous, ceux d'ici, nous ne pouvons rien faire” (T.T., maire, Albac).

On fait encore d'autres renvois aux responsabilités des autorités départementales et de l'État : „...Si l'on se rapporte aux routes départementales, on constate qu'elles sont en mauvais état, et que l'État devrait s'impliquer pour résoudre ces problèmes. C'est toujours l'implication de la part de l'État qui serait aussi nécessaire pour la réalisation de la route menant à Huedin, route qui traverse notre commune²” (C. O., maire, Horea).

La mobilisation des ressources locales et familiales est secondaire par rapport à ces appels, mais elle est pourtant fermement invoquée : „Oui, la question des routes ! Mais les fainéants ne font rien. À Lăzești³ il y a 100 personnes qui bénéficient de l'aide sociale mais ils n'ont jamais mis une pelle de gravier sur la route. Il faut que chacun fasse son adduction d'eau. Pourquoi la mairie serait-elle obligée de le faire ?! Par exemple, lorsque la mairie a fait le système d'alimentation pour les institutions, celles activant dans le centre de la localité (école, mairie ...), ceux habitant au centre ont pu faire les raccords et un des bénéficiaires a exigé des dédommages fabuleux pour le terrain qu'il avait cédé dans le but de pouvoir faire capter l'eau.” (F. A., employé de la mairie, Scărișoara).

L'incapacité de mobiliser les ressources communautaires se reflète aussi sur un problème vital, tel celui de l'assistance médicale : „Les murs du dispensaire médical s'écroulent...il a été construit il y a 74 ans, par un médecin qui est venu s'installer ici. Tous les médecins qui lui ont suivi l'ont utilisé, et à

² La route Horea-Huedin relie les départements Alba et Cluj et elle serait susceptible d'ouvrir la voie des touristes provenant de la Hongrie et des autres pays européens.

³ Village appartenant à la commune Scărișoara, situé à la 10 km distance du village de centre.

partir de 1970 il n'y avait plus de médecin qui habite dans le village...ils ont tous fait la navette. Il y a 4 ans, nous avons emménagé ici, mon mari et moi. Pour pouvoir loger dans la maison du dispensaire, il a fallu investir 240 millions lei pour rénover le bâtiment. Le Conseil local a approuvé le remboursement d'une certaine partie de cette somme...mais pas toute la somme. Ils se portent mieux sans médecin." (F.A., épouse de médecin, Scărișoara).

La restitution des résultats à la question concernant les problèmes communautaire-territoriaux nous a permis aussi l'identification du niveau de responsabilité correspondant à chaque problème. À voir dans ce sens le Tableau 6.

Tableau 6. Problèmes et responsabilités

Problèmes	Niveau de responsabilité
Les routes	Prépondérant de l'État et départemental
L'approvisionnement avec de l'eau	Prépondérant communautaire et familial
La réception TV	Prépondérant familial

Dans le cadre de la restitution, la présentation des résultats de l'enquête sociologique sur les opportunités de développement a été suivie par les questions : *Êtes-vous d'accord avec ce classement ? Quels sont, selon vous, les facteurs qui empêchent maintenant les ménages à gagner suffisamment d'argent du tourisme, de l'élevage et de l'industrie du bois ?*

En ce qui concerne le tourisme et son développement, selon les personnes interviewées, toute une série de changements s'imposent impérativement.

À l'heure actuelle, remarquait quelqu'un, la qualité des services est douteuse : „À mon avis, les gens ne sont pas préparés pour le tourisme, parce que l'on ne peut pas envoyer les gens aux toilettes situées en dehors du logement ou bien le faire héberger dans la même pièce avec le propriétaire de la maison. Il faut bien avoir une chambre et une salle de bains avec douche et eau chaude. Si l'on fait quelque chose, il vaut mieux faire de la qualité." (P.I., Albac).

On apprécie ensuite que les prix sont assez élevés par rapport aux services offerts, même dans les endroits où il y a des conditions appropriées d'hébergement : „Eh, bien, les gens se sont préparés pour faire du tourisme,

mais il y avait peu de touristes pendant cet été. Peut-être si l'on diminuait les prix, cela encouragerait les touristes. Puisque, finalement, il y a des chambres et des salles de bain, seulement les prix sont assez élevés.” (F.A., Albac).

À Horea, mais non seulement, le développement du tourisme est freiné par l'infrastructure précaire : „Le tourisme est empêché par l'infrastructure des routes avec le département de Cluj. De Mătișești vers Cluj il y a une route qui n'est pas goudronnée et les touristes ne viennent pas se faire héberger à Horea.”⁴ (F.B., Horea).

La bureaucratie est considérée comme un obstacle dans la voie du développement de l'entrepreneuriat dans le tourisme, comme la condition essentielle des investissements dans ce domaine : „L'État ne soutient pas les gens avec de l'initiative à fonder des sociétés commerciales, par des lois simples et avantageuses, beaucoup de documents sont nécessaires pour l'inscription au registre du commerce, on n'accorde pas d'emprunts avantageux, l'absence de l'argent rendant impossibles à être réalisées toutes ces initiatives.” (T.T., Scărișoara).

La microrégion a aussi besoin d'une autre promotion : „Dans notre région, il n'y a pas de touristes puisqu'elle est faiblement médiatisée, s'il y avait des objectifs touristiques mieux définis, il y aurait des chances” (P.G., Albac).

Malgré la position occupée dans notre classement, l'élevage n'est pas considéré avec trop d'optimisme. De nombreuses difficultés sont fréquemment signalées, parmi celles-ci il y a la qualité des fourrages et l'absence d'un marché de vente des produits : „L'élevage ne se développerait puisqu'on ne peut pas élever une vache avec les fourrages d'ici, ils sont sauvages⁵ et les vaches ne donnent pas assez de lait.” (F. C., Horea); „Les habitants du village élèvent leurs animaux dans les ménages, sans avoir la possibilité de valoriser le lait et les produits laitiers, le surplus de viande de porc et de volaille. Des centres de collectage de ces produits seraient nécessaires, à l'aide des investissements provenant du budget de l'État.” (D.E., Scărișoara).

Les commentaires concernant l'industrie du bois reflètent la complexité des processus liés à ce domaine, processus qui sont en même temps

⁴ Voir la note 5.

⁵ Pauvres en substances nutritives.

écologiques, économiques et sociaux. C'est ainsi que l'on remarque d'abord la dépendance totale des habitants de la région par rapport à l'industrie du bois : „...Chez nous, si le bois est fini, c'est la catastrophe !” (P.H., Albac). On apprécie ensuite que l'exploitation du bois est difficile et coûteuse, surtout pour les personnes âgées : „Ceux qui s'occupent des forêts gagnent gros, mais ils ne peuvent pas tous s'en occuper puisqu'il y a des côtes difficiles et il faut y aller par plusieurs, puisque l'on n'y va pas tout seul à couper un sapin et le temps d'en faire des planches...et le transport aussi, ça coûte cher. En fin de compte, il ne reste plus rien.” (F.B., 82 ans, Albac). L'activité d'usage du bois proprement dite est coûteuse elle-aussi : „... Dans l'usage du bois, il n'y a pas assez d'argent pour acheter une scie circulaire ou bien d'autres outils” (T.T., maire, Albac). Enfin, l'absence d'une bourse du bois conduit à l'établissement insatisfaisant des prix : „Je crois bien que c'est le marché qui empêche les gens à gagner suffisamment d'argent suite à ces activités économiques, l'absence d'une bourse du bois, si l'on peut l'appeler comme ça” (C.O., maire, Horea).

L'épuisement des ressources de matériel de bois est signalé aussi bien : „... Dans l'industrie du bois comment veut-on qu'il y ait encore du bois, puisqu'on a coupé trop d'arbres ?” (A.B., Albac). D'ici résulte le signal d'alarme lié à l'impacte de la coupure des arbres sur le développement durable : „...Ils ont presque fini le bois. Il faut bien laisser le bois se refaire, pour que les enfants de nos enfants en aient encore. (F.C., Horea); „Il faudrait bien que l'on ne coupe plus des arbres, puisque c'est ainsi que nous détruisons l'environnement...” (B.A., curé, Scărișoara).

Le tourisme pourrait succéder à l'industrie du bois, selon l'avis de certaines personnes : „Actuellement, tout le monde vit du bois et ils font ce que l'on peut encore faire tant qu'ils peuvent encore le faire. Ensuite, lorsque le bois sera fini, peut-être que le tourisme se développera” (F.D., Horea).

3. Représentations sur les problèmes personnels et familiaux.

La restitution des résultats et l'identification de nouveaux problèmes

Lorsque nous envisageons les problèmes personnels et familiaux, la première place est occupée, conformément aux données fournies par notre enquête, par l'absence de l'argent, les problèmes de santé se situant en seconde position (À voir aussi le Tableau 7). Au niveau des communes, on constate le poids plus élevé des habitants de Scărișoara și Horea (95% et, respectivement, 93%) qui affirment se confronter à l'absence de l'argent, l'absence de l'emploi et aux problèmes de santé, en comparaison avec les valeurs enregistrées pour Albac, par exemple (77%).

Tableau 7. *Représentations concernant les problèmes personnels et familiaux*

Problèmes personnels et familiaux	Options	%
L'absence de l'argent	124	88,6
L'absence de l'emploi	58	41,4
Problèmes de santé	84	60,0
Autre problème (l'absence des médicaments subventionnés, la solitude, „la vie trop chère”)	17	12,1

Après la présentation des résultats de l'enquête, nous avons demandé nos interlocuteurs du terrain *s'ils sont d'accord avec cet ordre des problèmes et s'ils ont des solutions à proposer pour la résolution des problèmes hiérarchisés.*

Presque de manière unanime, les personnes interviewées déclarent être d'accord avec la hiérarchie résultée de l'enquête, certaines d'entre elles ont affirmé même que tous les trois problèmes auraient dû occuper la première place : „À mon avis, tous les trois problèmes devraient figurer en première place, mais je suis d'accord avec ce classement aussi.” (P. G., Albac).

Au niveau des solutions identifiées, il faut remarquer d'abord qu'elle renvoient au développement en ensemble des communes, voire même de la microrégion. Les personnes interviewées lient directement la résolution du problème de l'argent à la création des emplois : „La création des emplois résoudrait le problème de l'absence de l'argent.” (V.L., Albac). Le maire de

Horea, lui-même, une des personnes qui ne sont pas d'accord avec l'ordre résultée suite à l'enquête, renvoie au même genre de solutions globales : „Je ne suis pas d'accord avec cet ordre, je crois que l'absence de l'emploi devrait être en première position, puisque de nos jours il y a peu d'emplois et les pauvres gens n'ont pas où travailler, même s'ils le désirent, puisqu'ils ont des enfants à élever et assurer à ceux-ci un certain avenir. Je trouve idéal le développement du tourisme agraire, pour que nous ne nous confrontions plus à l'absence de l'argent.” (C.O., maire, Horea).

L'agro-tourisme ou, plus généralement, le tourisme constitue la solution économique la plus fréquemment invoquée pour la résolution de certains problèmes, tel celui de l'argent, par la création des emplois : „Le problème des emplois, selon moi, peut être résolu à l'aide de plusieurs investissements dans le tourisme. Cela aiderait beaucoup les paysans à développer leur propre affaire. Chez nous, il y a peu d'emplois, à Câmpeni⁶ c'est pareil, et je crois que le tourisme irait très bien s'il étendait ses activités” (V.L., Albac). Pourtant, les autorités ont une image plus complexe sur les solutions envisagées, renvoyant à „la création de petites et moyennes entreprises qui absorbent le maximum de force ouvrière provenant de la région” (T.T., maire, Albac).

Certains avis lient la résolution du problème des emplois au développement de la région des Montagnes Apuseni dans son ensemble : „Qu'on ressuscite les tricots de Câmpeni, [les mines] de Roșia Montană, la Filature de Abrud⁷, qu'on ressuscite l'industrie. Autrefois, il y avait cinq autobus qui faisaient des courses, actuellement il n'y a plus qu'un seul... (M. I., instituteur, Horea).

En ce qui concerne la santé, un des problèmes signalés est celui lié à l'activité des médecins : „Chez nous, nous avons un problème avec le médecin, il est médecin de service à Câmpeni ou ailleurs, non pas dans notre village” (I. V., Scărișoara).

⁶ La ville la plus proche de la microrégion.

⁷ Après la chute du communisme, l'industrie a enregistré un déclin dans la région. L'usine de tricot de Câmpeni, l'exploitation minière de Roșia Montană et la Filature de Abrud assuraient de nombreux emplois pendant la période du communisme.

Si dans les villages centres des communes, l'assistance médicale est, plus ou moins, assurée, la même chose n'arrive pas dans tous les villages qui appartiennent de la même commune : „Absence personnel médical...Je ne connais pas le règlement dans le domaine de la santé, mais il en faut plusieurs [médecins] puisqu'il y a beaucoup de personnes âgées là-haut, sur les collines...Ils font des piqûres tous seuls.” (M. I., instituteur, Horea).

Pour résoudre leurs problèmes de santé, on recommande aux gens de faire plus de sport : „Pour avoir une meilleure santé, je recommande aux gens de faire plus de sport” (P. H., Albac). On renvoie aussi bien à l'assistance médicale gratuite : „Pour la santé, à mon avis, il faudrait assurer l'assistance médicale gratuite aux personnes qui n'ont pas de revenus” (P. G., Albac). La responsabilité de la personne malade est aussi bien évoquée : „D'abord, il faudrait que la personne malade s'occupe de sa santé et ensuite le docteur devrait s'en occuper” (F. I., Albac). Le problème des médicaments subventionnés est aussi envisagé : „Il faut distribuer des médicaments subventionnés, on les donne seulement au début des mois, et alors les personnes qui en prennent, en prennent, les autres non.” (F.A., patronne, Albac).

Les satisfactions envers l'assistance médicale au niveau local, là où celles-ci existent, engendrent pourtant d'autres aspirations : „Il y a un docteur et il est très compétent, mais un foyer pour les personnes âgées serait bon, puisqu'il y a beaucoup de vieux” (F.B., 82 ans, Albac).

Les commentaires généraux du curé de Scărișoara sont, selon nous, très appropriés pour l'ensemble des problèmes y débattus : „Maintenant, le village est dépeuplé, il est vieilli...le nombre des chrétiens est très diminué. Nous ne sommes pas contents et ce n'est pas bon pour la commune. Je sais bien l'état des choses parce je sais comment je faisais avant, je baptisais cent enfants et j'enterrais vingt personnes. Actuellement, j'enterre le même nombre de personnes, mais je baptise 6 ou 7, y compris des Tziganes. En ce qui concerne les autres problèmes...c'est ça la situation ! Mais il y encore des gens – peu nombreux, il est vrai – qui se débrouillent bien côté finances. Pourtant, la plupart se trouvent en difficulté, ils ne travaillent nulle part, ils ne peuvent pas gagner leur pain, et ils survivent grâce à l'aide sociale, bien que la plupart soit apte pour travailler. En ce qui concerne la santé...si on leur pose la question

chacun souffre d'une certaine maladie... parce cela vient en même temps que la pauvreté et les ennuis. Je trouve que la cause en est la mauvaise alimentation. Ils ne mangent pas trop de produits naturels [puisqu'ils] ils n'élèvent pas tous des animaux – l'élevage ne vaut pas la peine, on veut bien vendre une vache élevée pendant 2-3 ans et on reçoit comme prix 6-7 millions lei⁸? Il n'y a pas d'emplois... Il est vrai qu'avant il n'y avaient pas non plus, mais les gens étaient embauchés à Câmpeni, à Gârda... de nos jours, les gens habitant les localités mentionnées ne trouvent plus d'emploi eux non plus.... Il y a encore deux ou trois habitants qui font la navette et qui vont travailler à Montana Câmpeni⁹... et c'est tout ce que je sais" (B. A., curé, Scărișoara).

4. La transparence institutionnelle et la participation des citoyens.

L'induction sociologique de la participation par la restitution des résultats

Au niveau de l'administration locale roumaine, les décisions validées par des résolutions (normes) valables pour la communauté sont prises au niveau du Conseil Local¹⁰. Nous avons voulu surprendre en quelle mesure les habitants de la microrégion Albac - Scărișoara - Horea sont-ils vraiment intéressés par rapport à ce que l'on discute pendant les séances du Conseil Local. Voilà pourquoi nous avons lié le problème de la transparence surtout à la connaissance des problèmes discutés à ce niveau. C'est dans ce but que nous avons introduit dans le questionnaire la question suivante : „En général, êtes-vous informé par rapport à ce que l'on discute pendant les séances du Conseil Local ?” Pour cette question, nous avons enregistré les réponses suivantes : *Oui, toujours* : 12,9%; *Oui, mais seulement lorsqu'il s'agit des décisions qui me concernent directement* : 33,6%; *Non, je ne suis pas informé* : 52,1%.

⁸ Moins de 200 euros.

⁹ Fabrique de meubles.

¹⁰ La Loi de l'Administration publique locale (Loi no. 215 du 23 avril 2001, publiée dans Monitorul Oficial no. 204/23 avril 2001) établit par son article 38.-(1) : „Le Conseil local a l'initiative et décide, dans les conditions prévues par la loi, dans tous les problèmes d'intérêt local, à l'exception de ceux qui sont attribués par la loi dans la compétence d'autres autorités publiques, locales ou centrales”.

Dans le cadre des interviews de restitution, nous avons demandé à nos interlocuteurs *de commenter ce fait* et de répondre encore à ces questions destinées à identifier les motivations de l'absence d'information : *Est-ce que les gens ne s'intéressent pas à ces problèmes ? Est-ce que les conseillers ne veulent pas que l'on sache ce que l'on y discute ? Quelle serait la raison la plus importante pour laquelle les habitants ne sont pas informés ?*

Étant donnée la spécificité de cette problématique, nous allons suivre séparément les commentaires des citoyens et la position adoptée par les autorités locales.

Compte tenu des commentaires des citoyens, nous retenons d'abord, comme motivation de l'absence de l'information, le manque d'intérêt par rapport à ce que l'on discute pendant les séances du Conseil Local d'une commune à l'autre : "Le manque d'intérêt manifesté par la plupart des gens par rapport aux problèmes débattus pendant les séances du Conseil Local. Les gens ne s'intéressent pas aux problèmes de la commune, ils sont préoccupés par leurs problèmes personnels." (V.L., Albac). Le manque de finalité dans des actions concrètes des discussions du Conseil Local est aussi bien invoqué comme source de l'absence d'intérêt : „Les conseillers disent des choses...mais les gens ne s'y intéressent pas. Ils affirment que malgré les discussions, les problèmes ne sont pas résolus...on ne voit pas de résultat" (F.C., institutrice, Scărișoara).

Selon l'opinion des citoyens, les conseillers ne font pas, eux non plus, d'effort pourvu d'informer les citoyens : „Les conseillers ne disent rien, il n'y a qu'eux qui savent de quoi ils discutent, et les gens ignorent complètement ces aspects, puisqu'on ne les annonce pas" (B.A., Albac).

L'absence de toute préoccupation de la part des conseillers est aussi reconnue par quelques-uns des élus locaux : „C'est la faute du Conseil Local, puisque nous avons proposé pendant une séance d'acquiescer les appareils nécessaires pour faire des transmissions par câble, chez tous les habitants (à la télé) toute séance du Conseil. Les personnes qui viennent à la Mairie ne s'informent pas sur ce que les conseillers ont discuté pendant les séances du Conseil, ils y viennent pour résoudre leurs problèmes personnels. Une partie de nos collègues est aussi coupable, plus précisément ceux qui n'informent pas

les gens par rapport aux problèmes débattus suite à toute séance du Conseil. On devrait afficher publiquement le procès-verbal de toute séance du Conseil, à la fin de celle-ci (P.H., conseiller, Albac).

De l'ensemble des commentaires faits par les autorités locales, retenons aussi bien ceux appartenant au maire de Albac, personnalité qui vient défendre les conseillers locaux : „Nous avons rendu publique [le fait] que ces séances sont ouvertes, mais les gens ne sont pas probablement intéressés par cet aspect. Les conseillers ne sont pas coupables, il s'agit simplement de l'absence de l'intérêt de la part des citoyens. Comme il s'agit d'une région montagneuse, ayant sa spécificité, les gens sont bien entraînés dans les travaux supposés par leurs ménages, par la suite il y a moins d'intérêt au sujet des décisions qui sont prises suite aux séances du Conseil Local (T. T., maire, Albac). Une attitude pareille est celle manifestée par le vice-maire de Scărișoara: „Probablement, les gens ne posent pas de questions. Je crois que tout conseiller, si on lui pose des questions, il répond. Nous faisons circuler les informations plutôt de la bouche à l'oreille. Mais si la personne ne pose pas de questions...Il n'y a personne qui commence à parler comme ça...sans être demandé? C'est la faute de l'éparpillement des villages et des maisons. De temps en temps, c'est le curé qui nous aide en faisant les annonces à l'Église...Comme ça, les gens apprennent des choses...” (A.B., vice-maire, Scărișoara). Un conseiller de Scărișoara reconnaît l'absence de toute finalité pratique de certaines discussions portées pendant les séances du Conseil Local, tout en invoquant une motivation : „Les gens ne s'intéressent pas parce qu'ils ne leur font pas confiance (aux conseillers), puisque pendant quinze ans ils n'ont proféré que des mensonges” (I.V., conseiller, Scărișoara).

Un conseiller de Horea conteste les résultats de notre enquête : „Je ne crois pas qu'il y a seulement un sur dix qui sache ce que l'on discute. Puisque à toute personne venant chez nous, nous lui disons ce que nous savons et nous l'informons. Les conseillers sont obligés de parler aux gens parce qu'il s'agit des problèmes de la commune tout entière, non pas seulement des nôtres. Je crois que les gens sont informés, il y a des affiches, il y a des séances et tout le monde le sait. Si quelqu'un était intéressé, il viendrait participer aux séances. Pour savoir de quoi on y parle. (B.C., conseiller, Horea). En échange, un autre

conseiller de la même commune souligne le nombre réduit des thèmes d'intérêt pour lesquels les habitants seraient susceptibles de prendre contact avec le Conseil Local : „Ils ne sont pas intéressés, tout simplement. La plupart sont intéressés seulement par l'aide sociale. Ils ne viennent pas poser une autre question, à part celle concernant la date d'arrivée de l'argent pour l'aide sociale. Et ils sont encore intéressés par le problème des forêts.” (F.A., conseiller, Horea). Le maire de Horea renforce les affirmations des conseillers („Le dernier temps, toutes les décisions hebdomadaires sont affichées, mais probablement les habitants ne sont pas intéressés par celles-ci.”), tout en considérant que pour l'élimination du facteur distance il serait nécessaire d'avoir une chaîne TV communale „parce que les villages se trouvent à grande distance les uns par rapport aux autres et le curé représente, beaucoup de fois, la seule source d'information”.

Le problème de la participation a été envisagé de la perspective de l'implication au niveau des réunions des citoyens.

En ce qui concerne la participation à de telles réunions, 37,1% habitants de la microrégion, déclaraient que „oui”, ils y avaient participé, 47,9% qu'ils n'avaient pas participé et 15% ont dit que ça n'a pas été nécessaire, puisque des réunions des citoyens n'ont pas été organisées dans leur commune.

Pendant la restitution nous avons fixé notre attention sur les causes et les motivations de la non-participation, tout en utilisant dans l'interview de restitution les questions suivantes de sondage et d'approfondissement : *Est-ce que les gens ignorent l'organisation des réunions des citoyens ? Y a-t-il des raisons qui les empêchent de participer à de telles réunions ?*

Pour les citoyens, une des causes de la non-participation est représentée par le fait que l'on n'organise pas ce genre de réunions : „Il n'y a pas de réunions des citoyens dans le village et les gens ignorent complètement eux-aussi ce genre de réunions. On organise des réunions plus restreintes, dans une des salles de classe, à l'école, seulement à l'occasion du *composesorat*.¹¹” (P.G., Albac).

Le fait de ne pas organiser des réunions des citoyens est, à son tour, motivé par l'absence de l'exercice démocratique : „On n'a pas avec qui

¹¹ L'assemblée des propriétaires de forêts.

organiser des réunions des citoyens. Les gens n'ont pas l'exercice de la démocratie et...dans ces conditions il vaut mieux ne pas les organiser. Il est impossible de discuter avec eux de manière civilisée." (F.A., employé de la mairie, Scărișoara).

La distance existante par rapport au centre de commune, possible endroit d'organisation des réunions, tout comme le temps libre assez réduit sont invoqués aussi dans cette situation : „Les gens habitent assez loin, ils n'ont pas quoi faire pour arriver à ces réunions. Ils le voudraient bien, je le crois, moi, mais ils n'ont pas de temps, non plus, puisqu'ils ont beaucoup de travail à faire." (M.T., Horea).

Il nous semble intéressante l'évocation, comme motivation de la non-participation, de l'impossibilité de dire ce que l'on veut bien durant ces réunions : „On n'organise pas de réunions ! Et lorsqu'on les organise, et que les gens y vont, ils n'osent pas dire ce qu'ils pensent vraiment. Parce que ce sont là aussi les gens proches au maire qui prennent la parole, il n'y a qu'eux qui savent parler." (F.O., Albac).

L'appartenance politique fonctionne aussi comme un obstacle dans la voie de la participation : „La haine d'entre eux, [parce que] ces partis divisent les gens ... (F.B., Albac).

L'absence de finalité dans des actions concrètes est aussi bien évoquée : „La plupart des gens ayant participé à des réunions ne sont pas arrivés à des conclusions et les gens ne sont pas trop informés. Ils y sont allés une fois, deux fois et si rien n'a été résolu, ils ont fini par ne plus y aller" (A. V., Albac).

Parfois la nostalgie après la période communiste ressort des paroles des citoyens : „Je me rappelle qu'à l'époque de Ceaușescu on devait fermer les magasins pour que les gens aillent à des réunions." (F. C., Scărișoara).

Dans un paragraphe antérieur nous avons vu comment les réunions des citoyens sont considérées comme ayant une origine communiste, ce qui donne ainsi relief à une autre motivation de la non-participation.

Mais quels sont les commentaires des autorités locales à ce sujet ?

Certains conseillers de Albac reconnaissent ne pas organiser des réunions : „Je n'en ai jamais vu, on n'a pas organisé des réunions des citoyens." (P. H., conseiller, Albac). Le maire de Albac apporte une précision importante: „... On

organise la plupart des réunions dans chaque village pris à part et non pas dans le centre de la commune Albac. Mais, en général, les gens sont informés par l'intermédiaire de l'Église, par les enfants qui viennent à l'école, par des affiches affichées dans des endroits spécialement conçus dans la localité, par des lettres postales”.

Le vice-maire de Scărișoara reconnaît et commente : „On n'a pas trop organisé de réunions des citoyens et les gens non plus ne s'y intéressent pas trop. Ils réclament du bois de feu, des forêts, des terrains, de l'eau, des routes et ils ne nous écoutent pas trop lorsque nous leur disons que la loi ne nous autorise pas ou que nous n'avons pas les moyens.”

Le désintérêt manifesté par les citoyens est aussi invoqué par un conseiller de Horea : „Nous faisons des annonces à l'Église et il y a aussi un programme qui est affiché. Mais c'est partout pareil, il y a des gens qui n'ont vraiment pas entendu parler. J'ignore les raisons de leurs comportements. Mais je soupçonne qu'il s'agit du désintérêt.” (F.A., conseiller, Horea).

Si nous avons en vue les déclarations faites par une institutrice de Scărișoara, le désintérêt est encore plus général : „Il n'y a plus rien qui les intéresse, à part la forêt. Ils veulent avoir du bois. Ils ne viennent même pas aux séances organisées avec les parents d'élèves...Il y a à peine une vingtaine de parents qui y viennent, du total de cent vingt enfants. Si l'éducation et l'instruction de leurs propres enfants ne les intéresse pas, tu crois qu'ils seraient intéressés par la communauté ?” (F. C., institutrice, Scărișoara).

Le rôle de l'Église devient très important dans ce contexte : „À l'Église on fait aussi des annonces et, en fin de compte, c'est exactement à quoi se résume la réunion des citoyens.” (F.A., employé de la mairie, Scărișoara); „Nous avons de la chance avec notre curé qui "tambourine les nouvelles" provenant de la mairie, c'est lui qui porte tout à notre connaissance. Parce que le curé est ami avec le maire et il est aussi chef d'institution...” (M.I., ancien employé de la mairie, Scărișoara).

Tout le long de la réalisation de l'enquête sociologique, les habitants de la microrégion Albac - Scărișoara - Horea ont aussi été mis dans la situation hypothétique dans laquelle *toutes les décisions au niveau local seraient prises dans le cadre des réunions des citoyens*. Presque 83% habitants ont déclaré qu'ils

participeraient à des réunions organisées dans ce but, tandis que 15% ont affirmé qu'ils n'y participeraient pas. Trois habitants n'ont pas affirmé leurs opinions dans ce sens.

Les opinions à ce sujet ont fait l'objet d'une restitution de groupe à l'occasion d'une séance du Conseil Local de Albac. C'est à Albac que 71,4% des personnes questionnées avaient déclaré qu'ils participeraient à des réunions où l'on prenne les décisions majeures de la communauté.

Les conseillers et le maire de Albac, nous avons pu le constater pendant la restitution de groupe, ne rejettent pas dès le début l'idée, mais ils signalent de nombreux obstacles possibles, des obstacles qui tiennent à l'organisation ou bien des obstacles d'ordre socio-psychologique. C'est ainsi que le maire de la commune remarque : „Lorsque l'on prend des décisions au niveau local, il est bon de consulter aussi la population, il est mieux, d'ailleurs ! Mais la décision finale, je ne crois pas qu'elle doive être prise par la population...parce tant d'esprits – tant d'idées, tant d'esprits – autant d'intérêts” (T.T., maire, Albac). Les réunions des citoyens et les décisions prises à ce niveau seraient utiles, affirme un des conseillers, mais on ne pourra pas réunir les gens : „Il serait bon. Parce nous avons déjà vécu l'expérience de quelques décisions qui n'étaient pas acceptées. Les gens ne comprenaient pas que c'était l'esprit de la loi, et qu'il s'agissait de défendre l'intérêt de la commune à l'avenir. Ils comprennent seulement l'intérêt du moment et l'intérêt de groupe. Par la suite, si la foire¹² aura lieu au Centre¹³ de la commune, puisque le problème a été débattu, il vaut mieux consulter toute la population, pour que l'on ne dise pas après coup, que les conseillers ont pris des mesures avantageuses pour eux. Mais si l'on a déjà discuté l'éventualité que 70% de la population y vienne...il est difficile de faire venir les conseillers aussi... (T.B., conseiller, Albac).

Une observation plus générale vaut peut-être une analyse spéciale et des investigations plus amples, réalisés sur des territoires plus étendus : „Je ne crois pas que la population de la Roumanie soit préparée pour ça...Elle n'est vraiment pas préparée ! Il est bien vrai que l'on ne peut rien attendre des 10 – 20 années de démocratie” (M.M., conseiller, Albac).

¹² Possible endroit de déroulement des réunions des citoyens.

¹³ Le centre de la commune, le village centre de commune.

5. L'association intercommunale et les nouveaux horizons de la gouvernance

La problématique de l'association intercommunale peut être un indicateur de la *cohésion* de la microrégion étudiée dans l'éventualité des projets de niveau microrégional. Par la suite, nous avons eu en vue cet aspect aussi dans notre enquête. De manière conditionnée ou non, la plupart des habitants des trois communes considère l'association comme étant nécessaire (À voir aussi le Tableau 8).

Tableau 8. La nécessité de l'association intercommunale

Réponses	Fréquences	%
Oui, elle est nécessaire	53	37,9
Oui, mais cela dépend de la commune avec laquelle l'on s'associe	34	24,3
Non, elle n'est pas nécessaire	39	27,9
Autre réponse (cela dépend des exigences imposées, il y a déjà des formes d'association ¹⁴)	9	6,4
NS/NR	5	3,6
Total	140	100,0

Mais, en ce qui concerne la commune (les communes) avec lesquelles l'association se ferait, des trente-trois variantes proposées, seulement douze renvoient aux communes de la microrégion étudiée. En onze situations, l'association est envisagée en tant qu'opportune seulement dans le cas où elle se fait avec une commune d'un pays étranger (la Belgique et ensuite l'Allemagne). En quatre situations, on précise les noms d'autres communes situées dans les Monts Apuseni (Gârda) et la ville de Câmpeni. Dans le reste des cas, on indique des communes situées dans des régions riches de la Roumanie, telle Banat, ou bien des communes situées dans la région de plaine du département Alba, des communes ayant des ressources agricoles reconnues.

¹⁴ On renvoie à l'association des propriétaires de forêts des communes Horea, Albac, Scărișoara et Gârda, ce qui s'appelle dans la microrégion „composesorat” ou bien „ocol silvic privat”.

Dans les interviews de restitution, nous avons demandé à nos interlocuteurs de commenter les résultats de l'enquête et de répondre aux questions suivantes : *Quels seraient, selon vous, les avantages offerts par l'association intercommunale ? Quels seraient, selon vous, les désavantages offerts par l'association intercommunale ? Qu'est-ce vous pensez qu'il faut encore faire pour augmenter le nombre des avantages offerts par l'association ?*

En analysant les résultats de la restitution reflétés dans les réponses des simples citoyens, nous constatons d'abord le fait que l'association intercommunale fait l'objet des sentences plus générales ("L'association intercommunale n'apporte aucun avantage, puisque "j'allume le feu dans ma cheminée, et je te donne la fumée", mais elle n'apporte des désavantages non plus"), sentences qui viennent soutenir en fin de compte l'opposition manifestée à l'égard de l'association au niveau microrégional : „Je ne crois pas qu'une association soit appropriée entre les communes Albac, Horea et Scărișoara" (V. L., Albac).

Lorsque l'association est pourtant acceptée, la commune Horea est préférée par les gens de Albac, puisqu'elle est plus riche : „L'association avec une autre commune, Horea par exemple, nous apporterait seulement des avantages. Les gens de là-bas sont travailleurs et ils font du bien. Chez nous les gens sont plus pauvres." (F.I., Albac).

À Scărișoara il y a certaines réserves par rapport à l'association entre des communes avoisinantes : „Oui, l'association est OK mais non pas entre nos communes, non pas avec les communes des environs, mais avec une commune de l'étranger parce que les gens vivant dans d'autres pays peuvent nous offrir des modèles de coopération, de travail en commun, de travailler ensemble. Voilà pourquoi je ne vois pas d'avantages...Albac et Horea sont des communes un peu plus développées, mais elles ont aussi leurs propres problèmes..." (F.A., employé de la mairie, Scărișoara).

À Horea nous rencontrons des rejets encore plus fermes de l'idée de l'association avec une des communes avoisinantes : „Une association avec une commune avoisinante nous apporterait seulement des désavantages. Une chose faite par soi-même est meilleure qu'une chose faite par deux personnes. Avec une autre commune, d'un autre pays, ça oui, ça pourrait apporter quelque chose de nouveau, des investissements, des modernisations" (F.D., Horea).

Nous avons identifié dans les réponses d'un intellectuel de Horea un commentaire qui met encore plus clairement dans la balance les avantages et les désavantages : „Avantages : diriger les fonds vers une nécessité urgente, impérative. Comme désavantages nous pouvons énumérer le fait de diriger les fonds vers une autre localité où le maire bénéficie d'une sphère plus grande d'influence” (M.I., instituteur, Horea).

Mais comment les autorités locales réagissent-elles à l'idée de l'association intercommunale ?

À Albac, nous avons identifié l'exemple de deux conseillers locaux situés sur deux positions totalement opposées : „L'association entre Albac, Horea et Scărișoara serait une bonne chose, puisque nous aurions des choses à gagner”, estime un conseiller de Albac (P. H., Albac); „Non, je ne suis pas d'accord avec une association intercommunale, l'association entre Albac, Horea și Scărișoara n'est pas bénéfique, parce qu'en associant plusieurs villages pauvres, il y a un encore plus pauvre qui en résulte.” (P. I., conseiller, Albac).

Le maire de la commune Albac soutient l'idée de l'association et lui trouve un fondement dans la gestion des ressources sylvicoles et d'environnement en général : „Il y a des avantages dans le domaine de la circonscription sylvicole privée qui fonctionne déjà avec les communes Horea, Vadul Moșilor et Gârda. Nous avons l'intention d'initier une collaboration avec les communautés longeant les rives de Arieș, pour rendre écologique la vallée de Arieș, puisque cette vallée-ci est tellement belle et elle doit aussi être préservée. Je n'y vois aucun désavantage.” (T. T., maire, Albac).

Le vice-maire de Scărișoara exprime aussi son accord à l'idée de l'association, tout en précisant pourtant les ressources assez pauvres avec lesquelles la localité Scărișoara pourrait participer à celle-ci : „L'association avec Horea et Albac ne nous apporterait que des bénéfices, mais pour eux...[parce] que nous n'apportons presque rien dans le projet : aucun objectif touristique, aucune infrastructure, les gens de chez nous sont vieux et il n'y a pas tellement de force ouvrière comme dans les autres communes...” (A.B., vice-maire, Scărișoara). Un des conseillers locaux de Scărișoara soutient l'idée de l'association due à des besoins culturels et moraux dans la perspective de l'intégration européenne : „Oui, je serais d'accord avec une association parce

que c'est ainsi que nous aurions des avantages tels la culture et le moral. Il n'y aurait pas de désavantages. De la même façon, l'association avec Albac et Horea est aussi bien bénéfique, toutes les trois localités pourraient ainsi s'entraider et pourraient devenir une commune européenne." (I. V., conseiller, Scărișoara).

Comme les habitants d'ailleurs, les autorités locales de Horea non plus, elles n'occupent pas une position clairement favorable à l'association, étant plutôt contre : „Non, je n'aimerais pas trop que notre commune s'associe avec d'autres communes, puisqu'elle peut se développer toute seule" (F. A., conseiller, Horea).

Retenons aussi dans ce contexte l'idée de l'association à un niveau plus étendu, éventuellement au niveau des Monts Apuseni : „...Non seulement celles-ci (ces communes) doivent entrer dans des jumelages, mais d'autres encore, puisque tout le monde qui y vit a les mêmes origine." (M.I., instituteur, Horea).

Le même problème, celui de l'association intercommunale a été repris pendant une restitution de groupe au niveau du Conseil Local de Albac.

À cette occasion, nous avons constaté que le modèle français de l'association intercommunale est bien connu au niveau du Conseil Local : „En France, les associations fonctionnent parce que l'État français encourage et finance ces genres des choses. Il est bon, parce que : par exemple, un camion-poubelle [l'acheter / l'utiliser] coûte trop pour une seule commune...ou bien une adduction d'eau, ou une station d'épuration des eaux sales..." (M. M., conseiller, Albac).

Dans le même ordre d'idées, on a mentionné le fait qu'avant, dans le passé, il n'y avait qu'une seule commune de Câmpeni jusqu'à Horea (la commune Râul Mare) et on a repris l'argument écologique de l'association : „Nous, les habitants de Albac, nous avons déjà eu des initiatives écologiques...avec une charrue, ramasser les déchets. Mais, nous nettoions inutilement puisque de Arieșeni¹⁵ ou de Gârda ou de Horea, le cours d'eau apporte en bas des déchets. Nous avons décidé de les ramasser à l'aide d'un râteau et de les montrer au maire de Horea...Le nettoyage, c'est un travail inutile si nous sommes les seuls à le faire." (T.B., conseiller, Albac).

¹⁵ Autre commune dans la région.

6. L'impacte de l'enquête sociologique au niveau communautaire

L'inventaire de la plus-value signifie dans ce contexte l'inventaire de certains effets non-programmés initialement parmi les objectifs d'une enquête sociologique ou bien d'un projet de recherche (développement) dans son ensemble.

Dans les recherches entreprises dans la microrégion Albac - Scărișoara - Horea, une question destinée à inventorier la plus-value de l'enquête sociologique a été incluse dans le guide de restitution des résultats : *Comme vous savez probablement déjà, pendant l'été de cette année, une équipe d'enseignant et d'étudiants de l'Université „1 Decembrie 1918” de Alba Iulia a effectué une recherche sociologique dans votre village. Comment est-ce que le village a-t-il envisagé cette investigation ? A-t-on discuté dans le village après notre départ ? Si OUI, ceux ayant discuté étaient des personnes qui avaient répondu à nos questions ? Sur quoi les discussions ont-elles porté ?*

À cette question, la plupart des personnes interviewées ont déclaré qu'ils ne savaient rien (qu'ils n'avaient pas entendu parler). Quelques-uns ont dit que c'étaient plutôt les jeunes qui en avaient parlé : „On en a discuté. Les jeunes étaient assez contents, ils ont aimé le sujet du questionnaire” (S.V., Horea), les discussions visant surtout le contenu du questionnaire : „Comme ci, comme ça, ceux ayant discuté avec vous, ont parlé aux autres gens, soit à des parents, soit à des voisins. Les discussions portaient sur le sujet du questionnaire appliqué.” (C. O., maire, Horea).

Parmi ceux ayant retenu le sujet des discussions suivant à l'enquête, quelques-uns remarquent l'utilité de celle-ci : „On a discuté et on a accueilli avec intérêt leur présence (celle des étudiants, n. n.) et [les gens ont été] enchantés parce qu'il y avait quelqu'un qui pensait à leur commune et voulait faire de bonnes choses dans le village. Quelques-uns ont parlé, d'autres non. Les personnes ayant été questionnées ont appris elles-aussi et elles ont discuté sur ce que vous leur aviez demandé. Je ne me rappelle plus exactement, mais nous avons aussi discuté dans le Conseil Local sur quelques questions que vous avez demandées.” (T.T., maire, Albac).

Les espoirs de quelques solutions concrètes aux problèmes communautaires sont apparus cette fois-ci aussi, probablement selon la logique „une recherche est une chose sérieuse et on fera sûrement quelque chose après celle-ci” : „Non seulement ceux ayant répondu à vos questions en ont discuté, mais aussi ceux qui ont été laissés de côté par vous. Leurs discussions ont fait référence au fait que les questions posées ont été très importantes et que les gens espéraient dans la résolution de leurs problèmes.” (C.A., Horea). Pourtant, par rapport aux implications pratiques de l'enquête, un certain doute était présent dans les commentaires des personnes interviewées : „C'est pas mal, mais je ne sais pas combien on va prendre tout ça en considération” (F.A., Albac); „J'ai entendu les gens parler, certains disent qu'une recherche n'est bonne à rien, d'autres affirment qu'elle est bénéfique” (D.E., Scărișoara); “J'ai discuté avec la personne chez laquelle vous avez déjà été et je ne sais plus rien exactement. Je sais qu'il disait que c'était un travail excédentaire” (F.C., conseiller, Horea); “Oui, on en a parlé dans le village. Les gens savaient de quoi il s'agissait dans le questionnaire, la recherche a été nécessaire, mais je crois que l'on ne peut rien faire” (I.V., Scărișoara).

Les discussions ont eu lieu dans le village, entre des voisins, à l'église et au bistro. Il y a des personnes qui ont détourné le but de l'enquête et qui se sont senties directement visées : „J'ai entendu dire et mes voisins ont entendu des rumeurs qui courent sur le fait que L.M., un voisin, veut s'emparer de ma maison et de mon jardin, que c'est pour ça que vous êtes venus. Autrement, je n'ai parlé à personne mais je ne sais pas d'où la rumeur est apparue. Chez elles (les voisines) il n'y a personne qui est allée, puisque vous êtes venus seulement chez moi. Eh ben, nous avons parlé mais plutôt parce qu'elle m'ont posé des questions sur L.M. et sur ce que vous avez voulu apprendre.” (F.B., 82 ans, Albac).

7. Conclusions et ouvertures

Par la suite, nous allons nous concentrer particulièrement sur les valences heuristiques de la restitution des résultats, valences qui sont mises en évidence par nos investigations réalisées dans la microrégion Albac - Scărișoara - Horea. Bref, qu'est-ce que la restitution des résultats apporte de nouveau en matière d'information pour l'organisateur de l'enquête sociologique ?

Nous avons, d'abord, constaté le fait que, lorsqu'il s'agit des hiérarchies des problèmes communautaires-territoriaux ou des problèmes personnels et familiaux, par la restitution des résultats, quelques-unes de ces hiérarchies ont été confirmées, d'autres ont été infirmées. Les éventuels désaccords à ce niveau peuvent être valorisés dans la direction de l'approfondissement des recherches, éventuellement par le perfectionnement du questionnaire en tant qu'instrument principal des investigations.

La restitution des résultats semble être une méthode adéquate pour l'identification des solutions aux problèmes majeurs retenus suite à l'enquête. L'établissement du niveau de responsabilité, tel qu'il ressort des dialogues avec les acteurs locaux (citoyens et autorités), peut représenter le principal gain de la restitution des résultats en tant qu'instrument de connaissance profonde des problèmes communautaires-territoriaux.

La restitution des résultats a aussi apporté au premier plan des problèmes communautaires-territoriaux qui ne sont pas directement visés par l'enquête, tel celui de l'approvisionnement avec des médicaments ou le problème de l'assistance médicale générale. Il faut aussi remarquer le fait que, malgré la concentration des recherches dans les villages centre de commune, beaucoup de commentaires enregistrés pendant la restitution des résultats ont renvoyé aussi à la problématique spécifique des autres villages : isolement, mentalité traditionnelle, dotations réduites en infrastructure et un effort continu et élevé destiné à assurer la survie.

Un certain regard critique est ressorti de la restitution des résultats, surtout lorsqu'il s'agissait des chances de développement des communes de la microrégion. L'intensité des critiques, traduite par des modulations de la voix, des gestes et d'autres éléments de comportement visibles chez les personnes interviewées pendant la restitution des résultats, ne peut être que difficilement surprise durant l'enquête à base de questionnaire. Cette remarque est valable pour d'autres types d'attitudes aussi, comme l'attachement ou l'enthousiasme manifestés à l'égard d'une certaine solution ou projection (par exemple, la participation à des réunions des citoyens pour avenir).

Ce qui s'est avéré être aussi important c'est la restitution des résultats concernant les thèmes spécifiques envers lesquels les citoyens et les autorités se

situent sur des positions plus ou moins divergentes (la transparence décisionnelle, la participation à des réunions des citoyens qui sont déjà organisées ou qui vont être organisées, sur des nouveaux fondements, à l'avenir). Le fait que les citoyens accusent souvent les autorités pour l'échec à ces niveaux-ci (transparence et participation) et que les autorités culpabilisent les citoyens, peut constituer un renseignement important pour la description de certaines mentalités dans la microrégion.

La problématique de l'association intercommunale, approfondie dans nos recherches par la restitution de groupe au niveau du Conseil Local de Albac, nous a dévoilé, d'un côté, un niveau élevé de la connaissance du thème (tel qu'il est développé en France, par exemple) mais aussi la confusion entre le jumelage et l'association intercommunale. De telles situations n'avaient pas été anticipées au moment de la projection de l'enquête à base de questionnaire.

Nous pouvons maintenant conclure sur le fait que les valences de la restitution des résultats de notre enquête entreprise dans la microrégion Albac - Scărișoara - Horea ont été évidentes dans les deux directions suivantes : 1) développer et approfondir la connaissance des opinions et des attitudes des acteurs locaux et 2) signaler certaines limites de l'enquête et de son instrument fondamental, le questionnaire.

Par rapport à ces conséquences, il semble nécessaire de réfléchir encore à l'avenir sur la logique de la recherche par thèmes pareils à ceux pris en considération dans la microrégion Albac - Scărișoara - Horea. Une meilleure adéquation à la spécificité du territoire soumis à l'attention peut constituer la clé de cette nouvelle logique d'approche.

Pour ce qui est du domaine des débouchés, ce qui prime c'est d'attaquer plus courageusement la dimension intervention.

REMARQUES FINNALES

Pour la partie finale de notre étude, nous préférons plutôt présenter des notes critiques, auto-évaluatives, que de décrire de manière plus ample la problématique entamée.

C'est ainsi que nous commençons par remarquer le fait que la mise ensemble dans un quasi-système conceptuel de certains concepts tels *intelligence territoriale*, *développement communautaire* et *gouvernance*, n'est pas encore suffisamment fondée, bien qu'elle soit incitative et courageuse. En fait, ce que nous avons réussi à préciser plus clairement c'est l'existence d'une notion clé qui relie les concepts mentionnés, à savoir la notion de participation. Cette notion-ci doit encore être approfondie par la suite dans ses notes fondamentales mêmes et elle doit aussi être, éventuellement, opérationnalisée.

En l'absence d'une telle démarche, notre étude ne vise particulièrement qu'un certain type de participation – la participation à la gouvernance locale dans le contexte où l'on peut identifier certaines représentations sur les problèmes locaux, comme sur les chances de développement au niveau du territoire délimité par notre étude aussi bien.

Des aspects théoriques généraux, qui sont encore à développer et à approfondir, notre étude se déplace vers une complexe problématique méthodologique dense – celle de la restitution des résultats. En fait, nous pourrions dire que la restitution des résultats représente l'instrument par lequel le sociologue provoque ou renforce la participation et, à partir de ce point-ci, la dynamique de certaines réalités couvertes par des concepts tels intelligence territoriale, développement communautaire ou gouvernance.

Il devient obligatoire d'invoquer dans ce contexte le thème de la recherche-action, même si nous avons plusieurs fois précisé le fait que dans nos recherches nous avons particulièrement visé les valences heuristiques de la restitution des résultats. C'est le moment de reconnaître que la dimension

intervention de la restitution des résultats n'a pas été soutenue dans nos recherches par des hypothèses appropriées, c'est-à-dire par des hypothèses d'intervention. Cela est dû au fait que nous ne disposons pas pour le moment de critères précis d'évaluation des résultats de l'intervention par la restitution des résultats. Certainement, de nouvelles investigations et expérimentations seront nécessaires dans ce but.

Bien évidemment, nous pouvons parler d'une intervention imprévue, plus précisément de quelques conséquences positives ou négatives de la restitution des résultats au niveau des acteurs locaux (gouvernants et gouvernés également). Nous ne disposons pas, dans ce cas non plus, d'un instrument validé pour évaluer ces conséquences. Ce que nous avons pu nous permettre dans nos investigations réalisées dans la microrégion Albac - Scărișoara - Horea c'était de donner un contour à l'impact de l'enquête sociologique, par l'intermédiaire de l'interview de restitution. De nouveaux instruments doivent encore être projetés pour l'évaluation et le contour de la plus-value des investigations prises dans leur ensemble.

La thématique décrite dans notre étude peut être une des plus intéressantes de la sociologie contemporaine. Les limites et les difficultés signalées dans son approche, assez nombreuses pour le moment, ne doivent que stimuler dans le sens d'une fondation théorique et méthodologique plus consistante.

Version française : Coralia Handrea-Telea

ANNEXES

QUESTIONNAIRE (SÉLECTION)

1.1. Pendant cette période, qui est aussi appelée „de transition” beaucoup de Roumains de plaignent de toute une série de problèmes auxquels ils sont confrontés tous les jours. Nous vous prions de bien vouloir nous dire quels sont les principaux problèmes auxquels vous, personnellement, vous êtes confrontés pendant cette période ? [*Réponse multiple*].

1. L'absence de l'argent
2. Problèmes de santé
3. L'absence de l'emploi
4. Autre problème (lequel)

1.2. Selon vous, quels sont les principaux problèmes qui devraient être résolus dans ce village ? [*Réponse multiple*].

1. Les routes
2. L'approvisionnement avec de l'eau
3. Le téléphone
4. La réception des chaînes TV
5. Autre problème (lequel) (lequel)

1.5. Selon vous, quels sont les aspects qui pourraient mieux se développer, à l'avenir, dans ce village ? [*Réponse multiple*].

1. La culture des plantes champêtres
2. La culture des arbres fruitiers
3. L'élevage
4. Le traitement du lait
5. Le traitement de la viande
6. Le tourisme
7. Le commerce
8. Les métiers artisanaux
9. L'industrie du bois
10. Autre activité économique (laquelle)

2.8. En général, êtes-vous informé par rapport à ce que l'on discute dans le conseil local?

1. Oui, toujours
2. Oui, mais seulement lorsqu'il s'agit des décisions qui me concernent directement
3. Non, je ne suis pas informé
4. Autre réponse 99. NS/NR

2.11. Pendant les dernières trois années, avez-vous participé à des réunions des citoyens de votre commune ?

1. Oui 2. Non 3. Il n'a pas été nécessaire, de telles réunions n'ont pas été organisées 99. NS/NR

2.12. Si vous y avez participé, quels ont été les problèmes soulevés par vous ?

2.13. Si à l'avenir, on décide que toutes les décisions sur le plan local seront prises dans le cadre des réunions des citoyens, avec la participation de tous les habitants, seriez-vous d'accord, participeriez-vous à de telles réunions?

1. Oui 2. Non 99.NS/NR

2.14. Si vous y participiez, qu'est-ce que vous auriez à dire pendant la réunion la plus proche ?

2.15. Si vous n'y participiez pas ou que vous n'étiez pas d'accord avec une telle organisation, quelles seraient les raisons ?

2.19. Pourvu de résoudre certains problèmes communs, en Europe et dans certains endroits du pays, plusieurs communes se sont réunies dans des associations communales, pour mieux gérer leur argent. Croyez-vous nécessaire l'association de votre commune avec une autre commune ?

1. Oui, elle est nécessaire 2. Oui, mais cela dépend de la commune avec laquelle elle s'associe

3. Non, elle n'est pas nécessaire 4. Autre réponse (laquelle) 99. NS/NR

2.20. Laquelle des communes serait la plus appropriée ?

GUIDE D'INTERVIEW – ALBAC (SELECTION)

1. Comme vous savez déjà probablement, pendant l'été de cette année, une équipe d'enseignants et d'étudiants de l'Université „1 Decembrie 1918” Alba Iulia a effectué une recherche sociologique dans votre village. Comment est-ce que le village a-t-il envisagé cette investigation ?

Suggestions clé :

- A-t-on discuté dans le village après notre départ ?

Si OUI,

- Ceux ayant discuté étaient parmi les personnes qui avaient répondu à nos questions ?

- Sur quoi exactement portaient les discussions ?

2. Une des questions comprises dans la recherche ci-dessus mentionnée concernait les principaux problèmes personnels auxquels les gens d'ici sont confrontés. Suite à l'analyse des résultats, la classification suivante est ressortie : (1) l'absence de l'argent (77,6%), (2) les problèmes de santé (46,9%) et (3) l'absence de l'emploi (36,7%).

2.1. Êtes-vous d'accord avec cet ordre ?

2.2. Quelles seraient les solutions à chacun de ces problèmes ?

Suggestions clé :

- Solutions pour l'absence de l'argent

- Solutions pour les problèmes de santé

- Solutions pour l'absence de l'emploi

3. Une autre question a eu en vue les problèmes du village ou de la commune. Les résultats de notre recherche montrent l'ordre suivant : (1) Les routes (81,6%); (2) La réception des chaînes TV (40,8%) et (3) l'approvisionnement avec de l'eau (36,7%).

3.1. Êtes-vous d'accord avec cet ordre ?

3.2. Quelles seraient les solutions à chacun de ces problèmes ?

Suggestions clé :

- Solutions pour les routes

- Solutions pour la réception des chaînes TV

- Solutions pour l'approvisionnement avec de l'eau

4. À la question concernant les domaines qui ont la plus grande chance de développement à Albac, les réponses recueillies par nous donnent le classement suivant : (1) le tourisme (98%), (2) l'élevage (79,6%) et (3) l'industrie du bois (77,6%)

4.1. Êtes-vous d'accord avec ce classement ?

4.2. Quelles seraient les raisons qui empêchent *maintenant* les ménages à gagner suffisamment d'argent du tourisme, de l'élevage et de l'industrie du bois ?

5. Suite à nos recherches, nous pouvons conclure que seulement un sur huit habitants du village est informé par rapport à ce l'on discute dans les séances du Conseil Local. Comment commentez-vous cette chose ?

Suggestions clé :

- Les gens, ne sont-ils pas intéressés ?
- Les conseillers, ne veulent-ils pas que l'on sache ce qu'ils discutent ?
- Quelle serait la plus importante raison pour laquelle les habitants ne sont pas informés ?

6. De tous ceux avec lesquels nous avons discuté, il y a presque la moitié (42,9%) qui déclareraient avoir participé à des réunions des citoyens de la commune et plus de la moitié (53,1%) qui ont affirmé n'avoir jamais participé à de telles réunions. Deux habitants ont déclaré que des réunions des citoyens n'ont pas été organisées dans la commune. Comment commentez-vous cette chose ?

Suggestions clé :

- Est-ce que les gens ignorent l'organisation des réunions des citoyens ?
- Y a-t-il des raisons qui empêchent les gens de participer à de telles réunions ?

7. Demandés si l'association de la commune Albac avec une/des autre/autres commune/communes serait nécessaire, la plupart des habitants de Albac (63,3%) ont répondu OUI, et une autre partie (24,5%) ont répondu NON. De ceux ayant répondu OUI, la majorité mentionnait une commune voisine ou bien une commune d'un autre pays. Comment commentez-vous cette chose ?

Suggestions clé :

- Quels seraient d'après vous les avantages offerts par l'association intercommunale ?
- Quels seraient d'après vous les désavantages offerts par l'association intercommunale ?
- Est-ce qu'une association des communes Albac, Horea et Scărișoara serait-elle appropriée ?

BIBLIOGRAPHIE

1. Barbieri, M., Barbieri, C. (2002), *Strategia de dezvoltare durabilă a Microregiunii Depresiunea Trascău*, Livezile-Rimetea, Clubul Albamont
2. Bădescu, I. (2004), Dezvoltare și subdezvoltare. Contribuții la critica sociologiei tranziției, dans *Sociologie Românească*, volumul II, Nr. 3, Toamna 2004, pp. 108-128
3. Bejenaru, C. (2004), Rolul administrației publice locale în furnizarea serviciilor sociale, dans *Sociologie Românească*, volumul II, Nr. 2, Vara 2004, pp. 141-153
4. Bergier, B. (2000), *Repères pour une restitution des résultats de la recherche en sciences sociales. Intérêts et limites*, Paris, Harmattan
5. Blancherie, J.-M. (2001), Intelligence Territoriale : les voies d'un développement cohérent et durable, <http://www.i-km.com/it.htm>
6. Blancherie, J. M., Badénès, F. (2004), [Quelques pistes de réflexion et d'action pour des dispositifs opérationnels d'Intelligence territoriale], <http://www.i-km.com/article-veillemagazine.htm>
7. Buțiu, C. A. (2006), Probleme și oportunități de dezvoltare în Munții Apuseni. Reprezentări comparate în microregiunea Albac - Scărișoara - Horea (județul Alba), dans *Studii și cercetări în domeniul științelor socio-umane*, vol. 15-2006, Cluj-Napoca, Editura Argonaut, pp. 147-163
8. Cohen, J. L. (2005), The Self-Institution of Society and Representative Government: Can the Cycle Be Squared? in *Thesis Eleven*, No. 80, (Febr., 2005), SAGE Publications, London Tousand Oaks, CA and New Delhi, pp. 9-37.
9. Corbineau, B. (2005), Intelligence territoriale et société en réseau - les médiathèques de proximité, portails de la connaissance, http://isdms.univ-tln.fr/PDF/isdms22/isdms22_corbineau.pdf
10. Dumas, Ph. (2003), Entre la création de contenus et l'intelligence territoriale: la dimension éthique http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000537.en.html
11. Ferrari, E. (2006), Approche de l'Intelligence Territoriale (IT), <http://blog.mitic.corse.fr/index.php?2006/05/18/152-approche-de-lintelligence-territoriale-it>
12. Gaucherend, A. (2006) Introduction à la notion d'Intelligence Territoriale, http://intellitoria.viabloga.com/files/presentation_2.pdf
13. Girardot, J.-J. (2005), Intelligence territoriale et participation, <http://labiso.be/ecolloque/forums/read.php?3,197,197>

14. Ilie, L. (2003), Capitalul social și democrația în țările din Europa Centrală și de Est, dans *Sociologie Românească*, volumul I, Nr. 4, Iarna 2003, pp. 73-82
15. Irwin, A. (2006), The Politics of Talk: Coming to Terms with the 'New' Scientific Governance dans *Social Studies of Sciences*, Vol.6, No.2, (Apr., 2006), SAGE Publications, London Thousand Oaks, CA and New Delhi, pp. 299-320
16. Juan, S. (1999), *Méthodes de recherche en sciences sociohumaines. Exploration critique des techniques*, Paris, Presses Universitaires de France
17. Letki, N. (2004), Socialization for Participation? Trust, Membership, and Democratization in East-Central Europe dans *Political Research Quarterly*, Vol. 57, No. 4 (Dec., 2004), pp. 665-679
18. Lundy, P.; McGovern, M. (2006), Participation, Truth and Partiality: Participatory Action Research, Community-based Truth-telling and Post-conflict Transition in Northern Ireland dans *Sociology*, Vol.40, No.1, SAGE Publications, London, Thousand Oaks, New Delhi pp. 71-88
19. Marschall, M. J. (2004), Citizen Participation and the Neighborhood Context: A New Look at the Coproduction of Local Public Goods, dans *Political Research Quarterly*, Vol. 57, No. 2 (Jun., 2004), pp. 231-244
20. Mărginean, I. et al. (2004), Surse ale suportului politic pentru democrație în țările comuniste, dans *Sociologie Românească*, volumul II, Nr. 1, Primăvara 2004, pp. 41-59
21. Mucchielli, R. (1976), *Psycho-sociologie d'une commune rurale*, Paris, Entreprise Modern d'Édition – Libraires Technique, Les Editions ESF
22. Pascaru, M., Millea, V., Popeiu-Cărășel, El. (2002), Antreprenoriatul și vaca de mulș. Din rezultatele unei investigații de fundamentare sociologică a unui studiu de fezabilitate privind colectarea laptelui într-o comună din Munții Apuseni (Lupșa, jud. Alba), dans *Lucrările științifice ale simpozionului internațional „Universitaria Ropet 2002”. Științe socio-umane, restructurare și reconversie*, Editura Focus, Petroșani, 2002, pp. 116-121
23. Pascaru, M. (2003), Unele experimentări românești pentru proiectul european *Eugenia – Observatoire Inter-régional de Diagnostic et d'Action Territoriale*, dans *Sociologie Românească*, 2003, I, 4, pp. 94-107
24. Pascaru, M., Buțiu, C. A., VasIU, I. (2006), The European Principles of Good Governance and the Restitution of Sociological Inquiry Results. Experimentations in Apuseni Mountains, Romania, dans *MicroCAD 2006, International Scientific Conference, Miskolcs, Hungary, 16-17 March, 2006*, Mathematics and Computer Science, pp. 123-129
25. Sandu, D. (1999), *Spațiul social al tranziției*, Polirom, Iași
26. Sandu, D. (2004), Status Inconsistency as Predictor of Public Attitudes in Romania dans *Current Sociology*, Vol. 52, No.6 (Nov. 2004), SAGE Publications, London Thousand Oaks, CA and New Delhi, pp. 989-1020.

-
27. Sandu, D. (2005), *Dezvoltare comunitară*, Iași, Polirom
 28. Truman, Q.C.; Reisig, M.D. (1996), Community-Oriented Research in an Era of Community-Oriented Policing dans *American Behavioral Scientist*, Vol.39, No.5 (March/April), pp.570-586
 29. ****European Governance: A White Paper*, COM(2001)428, 25 July 2001, http://europa.eu.int/eur-lex/en/com/cnc/2001/com2001_0428en01.pdf

**TERRITORIAL INTELLIGENCE
AND LOCAL GOVERNANCE**

CONTENTS

INTRODUCTION.....	77
I. FUNDAMENTAL NOTIONS AND EXPLORATORY INVESTIGATIONS	81
1. What Is Territorial Intelligence?	81
2. Governance and the Principles of Good Governance	87
3. The Restoring of Results and Its Types	92
4. The Restoring of Results. Exploratory Investigations in a Project of Territorial Development (2001-2002).....	94
II. TERRITORIAL INTELLIGENCE AND LOCAL GOVERNANCE. INVESTIGATIONS IN THE MICRO-REGION ALBAC - SCĂRIȘOARA - HOREA (ROMÂNIA).....	103
1. The Studied Territory and the Organisation of the Investigations.....	103
2. Representations of the Studied Territory. Assessment through Restoring	106
3. Representations of the Personal and Family Problems. The Restoring the Results and the Identification of the Results ...	112
4. Institutional Transparency and the Inhabitants' Participation. The Sociological Introducing of Participation through the Restoring of Results	116
5. The Inter-Communal Association and the New Horizons of Governance.....	122
6. The Impact of the Sociological Inquiry at the Community Level ...	126
7. Conclusions and Openings	127

FINAL REMARKS	131
ANNEXES	133
BIBLIOGRAPHY.....	137

INTRODUCTION

The present study is above all the result of the activities and research developed in a project financed by National University Research Council in Romania. At the same time, it is the result of some long term reflections with future perspectives.

In its first part, (FUNDAMENTAL NOTIONS AND EXPLORATORY INVESTIGATIONS), the study intends to reunite mainly a series of conceptual delimitations, the focused concepts being mainly those of *territorial intelligence, community development and governance*. In the same first part, we also focus on a series of methodological specifications, regarding the restoring of the results of the sociological inquiry. Some exploratory investigations, which could illustrate the interferences between the conceptual dimension and the methodological dimension, are also presented.

A series of definitions of territorial intelligence (Blancherie, 2001; Corbineau, 2005; Ferrari 2006; Gaucherend, 2006) or a series of specifications regarding the principles involved by the evaluation of this notion (Dumas, 2003; Girardot, 2005) allows us to relate this notion to that of community development (or local development for the Francophone world). In establishing the relations between the two notions, we can say now that territorial intelligence is, or can be, the best general frame for successful community development, in order to accomplish “voluntary changes in, through, and for the community” (Sandu, 2005; 26).

Governance is, according to the analysis of the definitions identified by us, a type of governance that is necessarily related to the territory,

involving in a definite way the principle of participation, which is fundamental for territorial intelligence (Girardot, 2005) as well as for community development. In our opinion, governance can be the triggering force of territorial intelligence as well as of community development as well.

What is the role of sociological research under these circumstances?

By getting closer to action research, using the restoring of results in an efficient way, the sociological research can induce governance sociologically, bringing together opinions, attitudes and sometimes behaviours of a group of citizens in a given territory, and opinions, attitudes, and behaviours of the authorities responsible for the administration of the problems in that given territory.

The key-moment of this complex process can be the restoring of results. This is the reason why the restoring of results is one of the main points in our analysis in the present study.

Through a series of exploratory investigations made in a European project in the years 2001 and 2002, we succeeded in identifying a part of the heuristic and practical virtues of the restoring, but also some of its inherent limits.

This is the reason why in the following years we started our investigations again, laying a greater stress on the relation between restoring and participatory governance, using the large amount of the methodology of the territorial intelligence, and potentially, with some openings for community development. Two of the principles of good governance (that of transparency and that of participation) will be tested in our new research from the point of view of their realism and of the level they are applied in the studied micro-region (Albac - Scărișoara - Horea, Alba County, Romania).

The second part of the study, dedicated to our recent investigations in the Apuseni Mountains (Romania), begins with a short description of the studied territory. A series of economic indicators (the percentage of the

arable surface, the cattle in a household per 1000 villagers, the milk production) and social factors (mainly the poverty rate) will show us which the specific of the region is, as compared to the rural territory in Alba County or with Alba County as a whole.

Taking into account all these contextual aspects, in the sociological inquiry made in the region we focused mainly on the inhabitants' representations of the studied territory. We aimed at establishing a hierarchy of the main community and territorial problems (the bad roads, the poor water supply, the poor reception of TV channels) and at identifying other problems as well, which, as compared to those declared by the villagers, are specific for the studied region.

We believe that the representations of the development opportunities in the micro-region are closely related to the representations of the community-territorial problems. The shaping of a hierarchy at the level of the development opportunities is useful especially when possible projects of development would mean the participation of the inhabitants of the entire micro-region. A hierarchy of the development opportunities is also useful as a starting point for the deep analysis of the community-territorial problems, when, through restoring, it is subject to the villagers' analysis who participated to its shaping.

Often neglected in the projection of territorial development, personal and family problems have benefited from special attention in our investigation. Generally, we started from the idea that the seriousness of these problems could also describe the specific of the micro-region, while the identification of solutions to these problems concerned the mobilisation of micro-regional resources in their assembly.

Yet, the problem of institutional transparency and that of participation represented the nucleus of our investigations. In this context, we first focused on the level of knowledge of decision-making within the Local Councils in the three communes, in association with the opening of these collective organisms towards the villager. A special question was then focused on the participation of the villagers to the local gatherings, on

where and how often they were organised. Moreover, as a corollary to the chapter of participation, we presented to our interlocutors the following hypothetical situation: to make all decisions concerning a certain community through the participation of all the members of that community. Would the villagers in the micro-region we study participate to decision-making under such circumstances? If not, what would be the causal and motivational support to not participate?

Territorial delimitation at micro-regional level, taking into account the administrative territory of several communes, would involve totally the idea of partnership. This type of partnership is well-known in a series of European countries as inter-communal association. Inter-communality relies on a consistent legislative support, for example, in a country such as France (Chevenement Law, 1991). In our sociological inquiry made in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea, we were interested in this aspect as well, more precisely in the extent to which the association of the three communes was desired and seen as a solution to the specific community-territorial problems.

Our inquiry also focused on other community aspects such as the inter-human relations (knowledge, communication and common action¹) or trust in institutions. What we presented above represents the fundamental themes which were the object of the restoring.

The restoring had for us, in this context, a predominant heuristic objective. We analysed thoroughly the problem identified at the level of causes. We also aimed at *the understanding* of the psycho-sociological frame in the region, an understanding in the Weberian sense, and, as much as it was possible, under the sign of axiological neutrality.

The final part of the study is dedicated to a general concept which can generate controversies at a certain moment: “the plus-value” of the sociological inquiry as an impact of the inquiry at community level and also as an intended effect of it previously.

¹ What we consider at a given moment to be dimensions of the community matrix. See also Pascaru, 2003.

I. FUNDAMENTAL NOTIONS AND EXPLORATORY INVESTIGATIONS

1. What Is Territorial Intelligence?

What is territorial intelligence if not the intelligence to live together in a given space-time? Asked at one moment Bernard Corbineau? And he went on by saying that “time-space” (*espace-temps*) faces a fast change, without changing the essence of the definition of territorial intelligence (Corbineau, 2005).

A rather more practical perspective is proposed by Eric Ferrari: “Territorial intelligence can be synonym to the territoriality which results from the phenomenon of bringing together the resources of a territory and of transfer of competences among local actors of different cultural orientations.” (Ferrari, 2006). It cannot exist, however, without resorting to the technologies of information and without mobilising competences in the service of attractiveness and competitiveness of territories. In this definition, the stress is laid on the territory and its mastering.

For Jean-Marc Blancherie, territorial intelligence, as well as knowledge management, springs from the conjunction of major changes, interdependent at economic and social level. As compared to territorial logic, according to Blancherie, territorial intelligence has significances different from those of Knowledge Management, which is related to organisational logic. (Blancherie, 2001). In reality, territorial intelligence is a construct, an artefact, which depends on the actors’ will and projects, the construct of collective and transforming dimension being essential for a project of territorial intelligence. It is about generating an active collective intelligence, a capacity for both creative and intelligent action, which is no

longer conditioned by the physical proximities or by affiliations to different social, family and community proximities, and goes beyond all these.

In another article, Blancherie and François Badénès appreciate that territorial intelligence has the function to “transform the individual intelligence and competence in collective intelligence and competence” (Blancherie, Badénès, 2004), at the same time representing “the transmission of results of the research to the interested public”, which means new relations between culture and innovation at territorial scale and also integrating new practices in sustaining the development.

The same authors, when speaking about a demystification of the territorial intelligence, signalize a series of blockages in its promotion: 1) the closing of actors and services; 2) political stakes; 3) the refuse of transverses; 4) weak competences in using the technologies of information and communication; 5) the absence of management culture and of the usage of the sharing knowledge; 6) problems in disseminating the research.

Aurelien Gaucherand had three starting points for the definition of the notion which is of interest for us here: 1) *economic territorial intelligence* (the creation of products and the animation of the services of economic intelligence for the actors of the economic innovation); 2) *strategic territorial intelligence* (the creation of permanent infrastructures for a strategic supervision (*veille strategique territoriale*)); 3) *the administration of territorial communities* - the creation of a resource centre to encourage the development of different “numeric territories” (Gaucherand, 2006).

Consequently, when we say territorial intelligence, we also mean technologies of information used wisely to support territorial development.

Taking into account implicitly such an aspect, Philippe Dumas, in a study in 2003, brings to discussion the ethical dimension of territorial intelligence, seen also as expression of territorial information “accessible and free for any citizen” (Dumas, 2003). Dumas speaks of such a “percept of reality in creating the content of the systems of territorial information” as “every territorial community gathers various sensibilities and interests, if

not conflicting”. Everyone must find himself or herself in what can be named “numeric citizenship” (*citoyenneté numérique*) created by the territorial internet sites.

In 2005, Jean-Jacques Girardot presented an ample study under the title “Territorial intelligence and participation”. Girardot confesses in his study that he himself proposed the term of territorial intelligence in 1999, in tight relation with that of *territorial engineering* (*ingénierie territoriale*), territorial intelligence meaning “putting the management of projects and technologies of information society in the service of sustainable development”. Along the development of several projects coordinated by Girardot, a new methodology suitable for the development of territorial intelligence is shaping, a methodology named Catalyse. Catalyse means “methods and instruments which allow the great involvement of territorial actors in the accomplishment of the territorial diagnoses or in the local laboratories in order to elaborate more efficient and pertinent action projects for development (Girardot, 2005). The main characteristic of the Catalyse methodology, according to Girardot, is *participation*. Actors represent first an informal partnership for the making of a data-collecting guide in order to proceed to a social or territorial diagnosis. Each of the actors collects the data at the level of his or her users (*ses usagers*). The data is enhanced for analysis, and then the actors participate to the interpretation of data as well.

For Girardot, the concept of territorial intelligence means “the set of inter-disciplinary knowledge which, on the one hand, contribute to the understanding of the structures and dynamics of the territories, and, on the other hand, intends to be an instrument in the service of the actors of the sustainable territorial development” (Girardot, 2005).

Territorial intelligence, according to Girardot, relies on six ethical and methodological principles, among which the first is *the principle of participation*.

We consider the identification of the ethical principles of territorial intelligence in the principles of sustainable development of special heuristic value. According to Girardot, sustainable development relies on three principles validated by numerous moral and political instances at world scale: 1) the participation of all actors to development, mainly of the villagers'; 2) the global approach of the situations, characterized by a proper equilibrium among the economic, social and environmental considerations; 3) the partnership of the actors. These ethical principles associate with three methodological principles able to guarantee their observance 1) the approach of the territory as action space; 2) the dissemination of the culture of evaluation and the administration through projects; 3) the development of the accessibility of the technologies of the information society.

Girardot states that these principles take into account first that the global approach relies on a both territorial and prospective vision and, second, that participation and partnership define territorial intelligence as an approach mainly focused on actors, and which relies on the accessibility of the information technologies as well as on the cooperation of the actors.

Participation. The notion of participation, according to Girardot, does not concern only the operators (*les opérateurs*) but also the beneficiaries of the action, more precisely, the citizens. Participation involves decision-making as well as the conception, administration and evaluation of action. Participation is based on communication, consequently on information in an interactive context. This means the accessibility of information, the actors' capacity of accessing the contents of the information, and thus, the technologies of information.

The global and balanced approach. This principle is based on the fact that sustainable development, according to Girardot, tends towards a harmonization of the economic, ecologic, social and cultural objectives. As compared to the centralised (*centralisée*) logic, which is globally translated through a partition of activities, sustainable development is based on an

integrated approach of problems at a territorial scale. It is also global in the sense that a territory depends on the world logics. It is also global in the sense that it integrates all the dimensions of the territorial action. Thus, both the social dimension, through the priority given to the meeting of the needs of the deprived, and the ecological dimension in order to preserve the future for the generations forthcoming are taken into account. Territorial intelligence, as Girardot concludes in this chapter, involves numerous fields of knowledge and action (demography, geography, environment, economy, communication, health, patrimony and institutions) and must involve law, history and culture.

Partnership. Partnership, as Girardot explains, results from the integrated approach which means not only the participation and cooperation of the actors of the territorial action, more generally, of the set of actors in a certain territory. Territorial intelligence, according to Girardot, is characterised by the need to develop the methods and instruments which would facilitate the network action of the partnerships of actors, the partition of information and cooperation.

Let us now focus on the methodological principles stated by Girardot.

The territory as space of action. The primordial role played by the territory in the governance raises a special interest for the concept of territorial intelligence. The territory is defined as interaction between a geographic space and a human community. Hence results that territorial intelligence means three complementary levels of analysis: 1) the territorial actors' game (*le jeu*), their representations and influential relations, the institutional backgrounds within which they act, as well as the projects and accomplishments which initiate them; 2) the socio-economic dynamics which result from making individual or collective decisions: demographic behaviours, the mobility of goods and individuals, the dynamics of activities etc.; 3) the spatial structures and their evolution which are concrete translations of the actors' games and of the socio-economic dynamics: sceneries and environment, exploitation (*occupation*) of the soil,

the urban morphologies and the networks of settlements, equipments, infrastructures etc. As for the territory, it the necessity to identify the territory *proper for action* in relation to the administrative territories, and the analysis of governing at several levels to be very important (*multi-niveaux*).

The project management and the action evaluation. Participation, according to Girardot, means the capacity to elaborate and manage projects, evaluation being the guarantee of an efficient management. The project elaboration in the context of a global and integrated approach means an important apprehension (*apprentissage*) effort on the actors' behalf. The participation to the collective accomplishment of a territorial diagnosis, then the accomplishment of the system of territorial intelligence inaugurates an apprehension process which continues with the participative evaluation of actions, this signifying the valorisation of good practice and the identification of avoidable errors.

The accessibility of the technologies of the information society and of information. The computer networks, according to Girardot, represent the infrastructure of territorial intelligence. The computer-science and telecommunication instruments are indispensable for the exchange organisation and for the exchange of collective work of the numerous, different actors, who are far away from one another and do not synchronise in time. But, as Girardot notices, the information technologies do not necessarily ensure the information dissemination, or the automatic production of new information.

Territorial intelligence, we believe, through some of its contents and principles (such as that of participation and partnership) comes rather close to what is called today community development.

The definition of community development given by the United Nations in 1956 as a united effort of the collectivity with the governmental authorities to improve the economic, social and cultural conditions of the communities, to integrate these communities in the life of the nation and to make them contribute to the national progress is followed by more

operational definitions such as the one made by the International Cooperation Administration (1956): community development is the process of the social action within which the members of a community organise themselves in order to make plans and act in common, and for which: 1) they define their common and individual needs and problems; 2) they make plans in order to satisfy their needs and to solve their unidentified problems on the grounds of the resources of their community; 3) they supplement the resources when it is necessary from the governmental organizations and non-governmental organizations from outside their community (Buțiu, 2006).

Being extremely synthetic, Dumitru Sandu writes that community development “means voluntary changes in, through and for the community” (Sandu, 2005; 26).

We believe that it is what corresponds, to a large extent, to territorial intelligence, but, definitely, the relations between notions needs deepening, as territorial intelligence seems to aim at a more pregnant scientific dimension and involves the information technologies in knowledge partnerships, which are to found the projects of sustainable territorial development.

2. Governance and the Principles of Good Governance

The principles of good governance are synthetically presented in the *European Governance: A White Paper*. There are five principles which lie at the basis of a good governance and of the changes proposed by the document mentioned above: opening, participation, responsibility, efficiency and coherence.

According to the first principle, institutions should be more open and should also use a more accessible language for the public. This is a very important aspect, as it would determine an increase of confidence in the complex institutions. *The principle of participation* starts from the statement

that, generally, the quality, relevance and efficiency of the European policies depend on the insurance of large participation all along the process of accomplishing the policies - from their elaboration to their implementation. Larger participation will lead to the increase of trust in the final result and in the institutions, which accomplish the policies. *The principle of responsibility* requires that the roles in the legislative and executive processes be more clearly delimited and associated with a precise responsibility. *Efficiency* associates with opportunity, with the definition of clear objectives and decision-making at the right level. *The principle of coherence* imposes that policies and actions be coherent and easy to understand under the circumstances of an increase in the complexity of the global and local processes.

In the end, it is appreciated that every principle is important to itself, yet their observance not being possible through separate actions.

Entering the field of research and social reflections on the theme of governance and participation which is of great interest for the present study, we retain the fact that even in 1996, Truman and Reising sustained the idea that on the American territory one expects that the local government not only know the citizens' needs but also involve the public in the participatory governance (Truman; Reising, 1996).

In a study in 2004, M.J. Marschall analyses the citizens' participation in the domain of local services supply related to crime prevention. The aim of citizens' participation, according to Marschall, is both to communicate their opinions, to influence the factors of political influence and to assist the implementation of policies and to contribute to their maintenance/preservation and continuity. Marschall reminds us the fact that in the 80's researchers from the domain of urban administration and policies developed the theory of co-production, conceptualising the services where the citizens and the governing authorities share "convergent responsibilities" (community police, parents' committees in schools etc.) The theory of co-production, according to Marschall, brings important

contributions to the study of the inhabitants' participation. First, through the fact that it encourages the inhabitants' taking into consideration a vast range of behaviours which includes discussions, involvement in apolitical organisations and the direct participation to activities which are more than support for the public authorities. Then, Marschall underlines the importance of the mobilisation and recruitment of not only a part of the inhabitants but also of the governmental and organisational actors. At the end, as co-production refers only to the implementation stage of the public policies and relies on an interdependence relation between inhabitants and government actors as it does not focus on anything

Jean L. Cohen (2005) attempts a compatibility of the idea of "sovereignty of the people" with the representative governance. Cohen sustains that between the sovereignty of the people and the modern principles of the representative governance there are no contradictions but there is a mutual determination. The solution of reconciliation consists of the division of the representation through the creation of a great and diverse number of instances, from the political ones (through the power separation in the state, federalisation etc.) to those of the civil society (through the creation of associations, groups of interests, of lobby and community organisations etc.) all these forming opinions and influencing the political and administrative decisions.

Taking into consideration the relation between the "new" and "old" scientific governance, A. Irvin (2006) explores the social construction of the public discussions, the link between these and trust, the identification of the common citizen and the obtaining of the social consensus. The author's conclusions relied on the analysis of a series of official reports and public debates in Great Britain regarding the genetic modifications suggest a new paradigm of the governance within which the policy of the public discussions becomes extremely important.

The studies dedicated to participation in Central and Eastern Europe (CEE) are numerous, with different approaches but eventually convergent through some conclusions and methodological constructions.

Thus, according to N. Letki, who speaks of a type of *solidarity for participation*, the weaknesses of the political society and the low level of the citizens' involvement in Central and Eastern Europe in politics are related to the low level of the social capital (a not consolidated civil society and low levels of interpersonal trust) and with the Communist inheritance. The author intends thus to verify the following hypothesis: *the individuals who manifest a high level of interpersonal trust are more involved politically* (Letki, 2004). This hypothesis will not be confirmed by Letki's research. With us, it had been confirmed that there was a positive correlation between interpersonal trust and democracy (Ilie, 2003).

As a whole, we retain the following conclusions of Letki's investigations: 1) the problem of the low level of the political involvement in the post-Communist countries is debatable; 2) there is a strong correlation between the quality of member in voluntary associations and the political involvement; 3) there is a strong correlation between the quality of former member in a Communist party and the political involvement (contrary to the theory of the negative social capital); 4) there is a weak correlation between interpersonal trust and the political involvement, so, interpersonal trust is not a good predictor for political involvement, the idea of social capital being irrelevant to account for the political participation in the CEE countries; 5) the development of the institutions of democracy is positively important for the political participation and is more significant than other factors taken into account in research.

In a study in 2004, Dumitru Sandu analyses the inconsistency of status as predictor for the public attitudes of Romania in transition, using a series of key-variables for the measurement of the public's orientation to participative, democratic, revolutionary or totalitarian solutions regarding

public life (Sandu, 2004). In this context, the Romanian sociologist reaches the conclusion that the participative and democratic attitudes go hand in hand and oppose the revolutionary orientations. However, other researchers had identified, beside the pattern of the western countries, among the sources of the political support for democracy, the discrediting of the Communist regime also defined by its excessive authoritarianism (Mărginean et al., 2004).

Let us also retain from the Romanian sociological literature the existence of approaches of the local public administration, a legitimate vector of the governance in territory, some approaches being made from the perspective of the local welfare (Bejenaru, 2004), in a context such as that of the transition in which one can talk about a vertical poverty of several communities (Bădescu, 2004).

Participation in a methodological sense, also important for our analyses, is often related to action research. Of the rather recent approaches in the participative action research, we mention those of the Irish Lundy and McGovern. They also focused on a series of groups at a certain moment in conflict in the territory of their experiments (Northern Ireland). At the same time we retain the fact that the most significant aspect of the participative action research is that of placing the subject in the centre of the decision-making process, the position of an insider of a community being more critical than it is believed in general, as it must be seen from the multitude of perspectives and shapes it manifests itself. (Lundy; McGovern, 2006). In the experimental project made by Lundy and McGovern, there were 30 persons included, relatives of the victims in the conflicts in Northern Ireland (approximately 90 victims were reported between 1969 and 1996) and there was a first meeting of theirs with representatives of the groups in the community in order to discuss the way in which the community could commemorate the victims of the conflicts. The informal meetings, the discussions and debates resulted into the idea of a commemorative book. A coordination committee was elected and several members of the community enlisted there and got involved in different

stages and had different responsibilities along the project. For four years, more than 300 interviews were taken and the book was published in 2002. Then there was a meeting where the book was launched (at the 33rd anniversary of the first victim of the conflicts in the community). Several hundreds of relatives of the victims and other members of the community took part to this meeting. The book (*Ardoyne: The Untold Truth*) contains 99 case studies (each case relies on at least 2 or 3 oral testimonies) and a series of historical chapters for the contextualisation of the deaths. Before publishing, each of these was returned to the author of the testimony in order to be validated / rectified / completed / annotated etc. Moreover, the series of interviews consecrated to a case was also returned completely to the partial authors who could rectify/ comment upon/ complete etc. the case in which they were personally experts, starting from the others' testimonies. Only then was the final form of the book published

Of the conclusions reached at the end of this successful experimental project we present the following: 1) the participative action research is the key to solve a large number of methodological, ethical and political dilemmas which the researchers face in the societies divided by violence; 2) the mechanism of the victim-focusing when uttering the truth does not have to aim at the detached testimony of a consumed experience but at a participative testimony which would lead to the truth itself.

3. The Restoring of Results and Its Types

The restoring of results is tightly related to the principle of participation in the construction and promotion of territorial intelligence.

We find references to the restoring of the results of a research as early as the 7th and 8th decades of the last century in a France which made considerable efforts to support rural renovation.

The importance of a prior well-done rural inquiry, according to the French psycho-sociologist R. Mucchielli, raises so much the more that the feed-back of an inquiry i.e. the restoring of the conclusions to the people where the inquiry was made (while the people accepted the inquiry itself),

can provoke the raising of the local dynamics. From this point of view, according to the French psycho-sociologist, *the rural inquiry represents the decisive event*. If the inquirers know how to get the villagers cooperate and accept the inquiry from the very beginning, if they know how to involve the local informal and formal leaders, *if they re-inject the results* (and if the citizens recognize themselves in this image), *a push* is then given in order to make the change (Mucchielli, 1976).

The complexity of the restoring is, unfortunately, but rarely approached.

Bernard Bergier noticed that the more the research manuals and other methodological guides speak about tools and offer advice for the settlement and organisation of data collection, the more the relation with the beneficiary and its impact upon the sociologist and the ethnologist (Bergier, 2000). The beneficiary focused on by the restoring is represented by the researcher's interlocutors in the field.

Bergier will propose the following definition for restoring: “...*That act or dynamics through which the researcher shares the provisory and/or definitive results of the worked collected data with the aim of their analysis, to his interlocutors in the field*”. (Bergier, 2000: 8).

From the definition of restoring proposed by Bergier, we retain the ethical and the heuristic objectives. We could go on talking about *a gift-restoring*, or *an ethical restoring* or *a heuristic restoring*, according to these objectives. We believe, however, that restoring is also related to the strategic action research or to the intervention. As a consequence, we shall distinguish *the gift-restoring*, *the knowledge-restoring* and *the intervention-restoring*.

4. The Restoring of Results. Exploratory Investigations in a Project of Territorial Development (2001-2002)

The Project *Eugenia* was launched at the end of year 2000 within the program *Ecos-Ouverture*. The theme of the project was inciting from the very beginning: laying the bases of an Inter-Regional Observatory of Diagnosis and Territorial Action. (*Observatoire Interrégional de Diagnostic et d'Action Territoriale*). The aimed cooperation domain was described as being that of *improving the work methods and instruments of the regional or local collectives in the domain of the development strategies of the territory*.

Four themes of work were initially established within the project: *Theme no.1*: Instruments and methods of diagnosis and territorial action; *Theme no. 2*: territorial intelligence for development; *Theme no. 3*: The development of new agricultural channels and the diversification of activities *Theme no. 4*: Protection through valorisation of the natural and anthropic patrimony. In time, a fifth theme proved necessary: *Theme no. 5: Communication* (for the promotion of the project).

For every theme, a series of actions under the generic title of experiments (*experimentations*) was designed, aiming first at the collection of data, then at the analysis, diagnosis and projection of certain strategies for the implementation of a possible practical dimension of the project.

The experiments designed for *Theme no.4* (Protection through valorisation of the natural and anthropic patrimony) were made in Romania, in the Depression of Trascău, in the villages Vălișoara and Izvoarele (the commune Livezile) and in Colțești and Rimetea (the commune Rimetea). The space delimited in this way will be called from now on as the micro-region Vălișoara-Rimetea.

The territory of the micro-region Vălișoara-Rimetea, situated in the Northern half of the Trascău Mountains, has a surface area of 97.38 km². The villages Rimetea, Colțești and Vălișoara are crossed by the County Rd. 107M and Izvoarele is one km West from the county road. At the time of

the experiments, this road was so degraded that if somebody wanted to get to the county capital Alba Iulia, some villagers in Rimetea preferred to make a detour through Buru-Turda (Cluj county). Agriculture is the main occupation in the region. The agricultural land is parted in arable, pastures, hayfields and orchards. Part of the private hayfields was the object of the real estate transactions with those who built holiday houses and touristy pensions in the region. The micro-region is favourable for fruit-growing, being prevented from strong winds. The animal raising is restricted in the protected regions: The Vălișoara Gorges, The Plai Gorges, The Siloș Gorges. In the period prior to the experiments within the Project Eugenia, the population of the micro-region was of 1472 villagers (Izvoarele: 200 villagers, Vălișoara: 210 villagers, Colțești: 599 villagers, Rimetea: 463 villagers). The demographic phenomena with direct consequences upon the socio-economic situation of the region were the decrease in the birth rate and the great ageing of the population. Under ecologic aspect, the micro-region was affected by the presence of waste dumps on the banks of the river and by the lack of a cleaning water system (Barbieri; Barbieri, 2002).

A first objective established at the projection of the inquiry was the construction of an *illustrative* lot for the region in which it was to take place, in the context of some material limits and some well shaped human resources.

In our research in the micro-region Vălișoara-Rimetea, several items were meant to describe the local resources at the level of the household (available rooms, renovations, available food resources etc.) from the perspective of the valorisation of the natural and anthropic patrimony by means of touristy development.

But, our interest was especially focused on the identification of the local needs. Two types of problems were identified: *personal and family problems* and *problems which should be solved in the commune*.

The hierarchy of the identified personal and family problems aimed by our inquiry looks as follows: 1. Money: 39% of options, 2. Lack of

jobs: 28%, 3. Health: 15%, 4. Lack of market for the agricultural products: 5%, 5. Another problem: 5%.

As for the problems that should be solved within the village and commune, the hierarchy looks as follows: 1. Roads: 43% of options, 2. The water supply: 18% of options, 3. Fixed phone: 16% of options. About 3% declared that there was no problem and 17% declared there were other problems (Table 1).

We were mainly interested in two ecologic problems: *the water supply problem* and *the domestic waste problem*.

When asked if there difficulties in the water supply, 75 (45%) of the questioned people answered affirmatively and 92 (55%) answered negatively.

As for the signalled difficulties regarding the water supply, we retained statements such as: water gets dried (14%), other villagers stop the water (14%), water is sometimes polluted (3%), another difficulty (20%) - this category also included statements such as: water gets dried, there are leaks etc.

Table 1. Problems Which Should Be Solved in the Commune (Research 2001-2002)

The problem	Options	%
No problem	9	3
Roads	138	43
The water supply	59	18
Telephone	52	16
Mobile phone	10	3
Another problem	54	17
Total	322	100

The second group of ecologic problems was related to the throwing of the domestic waste. According to the declarations of those who were part of the investigated lot, the dirty water and the domestic waste were thrown: outside the yard, on their own land (35% of options for this

variant); in the sewer system (21%); in a dung-hole (13%); in the yard (8%) or outside the yard; on other lands (8%).

Only 34% declared they threw the domestic waste where it was considered to be normal to, i.e. in a dung-hole or in the sewer system.

As for the future of the region, we could build this hierarchy of the domains towards which the questioned persons declared their options: tourism: 39%, animal raising: 32%, fruit growing: 6%, crafts: 6%).

We considered that many solutions to the problems of the micro-region are to be found in the inter-communal collaboration.

As for the situation at the date of the inquiry, 9% of the questioned declared that there was a very tight collaboration between the two communes, 39% that there was a tight collaboration, 12% that there was a weak collaboration, 4% that there was a very weak collaboration and 17% that there was no collaboration. Some people (19%) declared they could not appreciate the situation.

Starting from the results of the inquiry, the individualised restoring relied on an interview guide as inquiry tool. With the help of this instrument specific for the qualitativist research (Agabrian, 2004), we tried to get new information which the questionnaire inquiry could miss.

Thus, we found out that the main cause of the money problem (identified as early as the stage of direct observations, which preceded the inquiry) was considered the lack of jobs: “It takes a job to earn money; working the land and raising the animals are not enough because we cannot sell the products”(S.A., Vălișoara).

It was often appreciated that the solution to the signalled problems (the lack of money etc.) did not depend only to each individual but to the development of the region as a whole, but what the phrase “the development of the region as a whole” really means is rather vague.

In the villages Vălișoara and Izvoarele, the lack of money was associated to age and illness, with the lack of labour power. Many young people were at work abroad or in towns in the neighbourhood, the lack of comfort at home making them go away from the village.

In this region as well, the idea of the “saving investor” was very strong: “If nobody comes here to make investments, we have no choice. We need investors.”(N I., Colțești).

New problems brought to discussion were Radio and TV reception.

As for the water supply, we were signalled to the almost incredible fact that some villagers gave up the commune network and dug their own fountain. The causes of the water supply problems in the local network were to be found in exactly the accomplishment of the work: “The villagers worked superficially when the work was done, and, at present, the pipe is very old, leaks and must be changed, as it has never worked well.” (S.A., Vălișoara). In Izvoarele, there were no water problems, and, beyond that, it was suggested that the local source can supply the villages Colțești and Rimetea as well.

In Colțești, people signalled the fact that “the water was interrupted by the villagers, especially by the dairy and by the greenhouse owners, who put up hydrophores and consume a lot of water” (G.S., Colțești). Solutions: the cleaning of the present pools and the replacement of the feed pipe, the fitting-out of special basins for those who consume large quantities of water. It was considered in Colțești that a communal system is the only solution: “It is very expensive to make your own fountain.” (V.I., Colțești).

Throwing the remains in the improper places was not considered normal in Vălișoara, but it did not represent, at least for a part of them “a priority problem” (S.A., Vălișoara). Some of them did not consider it necessary to make a special place: “The domestic waste problem is a personal problem.” (M.A., Vălișoara). In Izvoarele, a villager admitted: “Here all the waste is thrown in the valley and when great waters flow the valley, all of them are taken to the Mureș” (B.S., Izvoarele). Another villager remarked: “Many throw the domestic waste in the rivulet as it crosses their yard and they consider they throw it in their yard.”(A.C., Izvoarele).

Here there is a problem of constructing the research instruments for the definition of what *yard* means, this aspect being anticipated.

In Colțești, the cleaning problem was seen as a common sense problem. Here the need of a common pit was more frequently invoked than in other villages. Another solution: litter bins and taking the litter periodically with a machine from Aiud (P.I., Colțești).

In Vălișoara there were villagers who did not see tourism as a solution for the future of the micro-region. Among those who declared that had accommodation rooms, some would have wished the implementation of some European programs (for the development of the whole region). The accommodation available for tourists meant money for renovation: “We should appeal to foreign companies to help us as we don’t have money.” (C.G., Izvoarele).

The villagers in Izvoarele seemed envious of the villagers in Rimetea, but their hope was in them: “The Hungarians in Rimetea are ahead us with their beautiful, furnished houses. We need bathrooms, separate rooms and we have no such conditions in our village. So we need investment. They must start in Rimetea and then come here.”(A.C., Izvoarele).

In Vălișoara, some villagers appreciated that supplementary income was very unlikely. There few who managed to sell some agricultural products in town. Somebody would open a dressmaker’s “to serve several villages as in Vălișoara there are few young people” (M.A., Vălișoara). Under the circumstances, the lack of medical assistance is brought to discussion.

In Colțești a special problem seemed that of product selling: „It would be better if we could valorify what we cultivate: fruit, wheat, poppy, flowers, vegetables. They should bring us in the village to make a contract with in order to sell our products, for example a contract with the company PLAFAR for poppy.” (N.I., Colțești).

In Rimetea, the museum ensured the selling of some traditional cloths. But the lack of a market was generally felt also regarding traditional products: “We could work something at home - hand-sewing, especially in winter. There are hardly other chances.”(D.I., Colțești).

In the end, tourism seemed to be the only chance and all the others were subordinated to tourism, including agriculture: “Nothing can be made here except for tourism. A goat farm would be useful as tourists keep on asking for goat cheese.” (C.A., Rimetea).

In Rimetea, there were problems signalled regarding the banks when it was about sustaining agricultural development: “We tried a loan in dollars from the FIDA program (up to 10000). The Agricultural Direction checked me up. At the commercial bank in [...] I endorsed a house and an apartment in Alba Iulia, with two endorsers, and after two months the bank called me again to bring two more endorsers with a salary of 7 millions lei¹ a month, which was impossible to me, and my file was rejected. This is the way we get help for development.” (C.I., Rimetea).

The hierarchy of the regional problems was different for one of the leaders of the village Izvoarele: “The most urgent problem is that of the TV reception. The colour TV doesn’t work, nor does sound. Then the problem of roads and telephones, the villagers are depressed because of the lack of telephones.” (V.A., Izvoarele).

In Colțești, G.St. stated the following: “The classification [of the micro-regional problems] is good, but we limit ourselves only to classify the problems without solving them. All problems are vital, they are highly important; there is no more important one. I don’t think that any of the problems above can find a solution at local level, they can be solved only with the intervention of the state.”

As for the group restoring in Rimetea (June, 2002), in the seminar attended by villagers of the researched micro-region, local authorities, representatives of the county authorities, internal experts and the coordinators of the project at European level, analysed the data taken from the quantitative analysis of the inquiry results (presented as tables and graphics), where the stress was laid on the following dimensions: 1) personal and family problems; 2) problems specific for the entire micro-region; 3) ecological problems (difficulties related to the water supply and the place where dirty water and domestic waste were thrown); 4) the main activity domains which could develop in the micro-region.

¹ Romanian currency, about 200 Euros.

The discussions began with the problem of water. It was appreciated that indeed water did not get to every household, but it was not because of the malevolence of the people, as experts had suspected and suggested, but because of a series of technical problems. The vice-mayor of the commune Rimetea brought extra-information: “The initial project involved only the police-station. Then, people got involved and with the help of the party they did the work. They brought pipes from where they could (some of them were out of use) and they did not last long. They broke in time and now there are great water losses. Moreover, the consumed amount increased in every family, water being used for washing, garden and animals. I proposed to buy water meters and we got them with the help of our friend abroad. But we cannot set them in people’s households as they already have water at home and they do not agree. With a team from Hungary we measured the water discharge. 10 liters of water flow in 16 seconds. Where does all this water go? When the water was put up, the water discharge was enough. A regulator would be necessary as it would regulate the water discharge in the whole village”. In Rimetea, the authorities tried to introduce a tax of 10000 lei per month for common villagers and 100000 lei per month for people who accommodate tourists, but many people considered the measure unfair.” The representatives of the County Council remarked the fact that there was legislative support for such a measure, so it was fair.

Another restoring seminar was organised in Vălișoara on August, 25th, 2002. On this occasion, the solution of the inter-communal cooperation was more clearly shaped. It also relied on the tensions existing at commune level in Livezile. The villages which promoted certain dissidence towards the centre village were exactly Izvoarele and Vălișoara - the two villages our experiments focused on as well.

II. TERRITORIAL INTELLIGENCE AND LOCAL GOVERNANCE. INVESTIGATIONS IN THE MICRO-REGION ALBAC - SCĂRIȘOARA - HOREA (ROMANIA)

1. The Studied Territory and the Organisation of the Investigations

In the context of the Catalyse methodology, the establishing of the characteristics of the territory precedes the sociological inquiry and the restoring of its results, which explains why our data below are at the level of year 2003, and the research started in 2004-2005.

The micro-region Albac - Scărișoara - Horea is situated in the North-West of the Alba County. It lies on a surface of 20871 ha, which represents 4.3% of the rural region of the Alba county. Here 4% of the rural population (6487 persons) lives in 3.7% of the households of the villages in Alba (see also Table 2). At the level of the rural area of the Alba county, women represent 49.6% and in the studied micro-region, 48%. The birth rate of the live new-born babies is 9.3‰ in the rural part of Alba and 10.5‰ in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea. The mortality represent 15.4‰ in the villages in the Alba county and 10.9‰ in the micro-region. For a population which represents 4%, the total agricultural surface represents only 2%, of which the arable land represents 14%, as compared to 40% in the villages of Alba. The pastures and hayfields represent 86% of the agricultural land in the micro-region, and, correspondingly, the number of cattle is 639 per 1000 villagers as compared to 336 of the total amount of the rural region of Alba. In the micro-region the milk production is 7.8 hl/person, only a little bit higher than that of the rural areas in Alba.

Table 2. Economic Indicators of the Micro-Region Albac - Scărișoara - Horea, as Compared to the Rural Areas of the Alba County

Economic indicators	Rural areas in Alba	Micro-region
Total surface	486965	20871
Number of households	61799	2293
Population	161478	6487
Percentage of women	49.5	48
Live newborn babies per 1000 villagers	9.3	10.5
Deceased per 1000 villagers	15.4	10.9
Total agricultural area	266913	5326
Percentage of arable area	40	14
Percentage of pastures and hayfields	60	86
Cattle in the households of the population per 1000 villagers	366	639
Cow and buffalo cow milk production (hl/1000 villagers)	7.37	7.8

Source: *The Statistics Direction of the Alba County (2003)*

The three communes that make up the micro-region (Albac - Scărișoara - Horea) have several common major problems of infrastructure (transport and telecommunication means, water supply etc.), poverty rates close to one another from a valuable point of view, a lot above the county average and a large number of people of more than 15 years old who graduated primary school at most, consequently with a low education level (Table 3).

The differences shown by indicators of human capital (larger amount of population with a lower education level in Scărișoara, a higher amount of unemployment in Albac, a larger percentage of children in Albac) are the specific characteristics of every commune, as C.A. Buțiu notices, but also suggest a certain complementarity in a possible project of micro-regional development (Buțiu, 2006). Although the natural capital is similar (a mountainous region favourable to tourism, animal raising and wood exploitation), Scărișoara was considered as one of the poorest communes in Romania (Sandu, 1999), without achieving remarkable progress in the latest years, while Albac (the centre village) was declared a touristy village

(in 2005), on the grounds of human, natural and touristy infrastructure potential. This could be the development pole of the micro-region, according to C.A Buțiu.

**Table 3. Problems of the Micro-Region Albac - Scărișoara - Horea
Reflected by Poverty Indicators**

Poverty indicators	The average per micro-region	Average per the Alba county
Poverty percentage ¹	0.41	0.25
The percentage of population with age under 16	22.91	19.1
The percentage of the population with an age over 65	18.21	14.6
The percentage of the population with an age over 15 and with an education with at most primary school	33.84	17.86
Percentage of long-term unemployment	8.51	6.50
Percentage of the population without access to tap water	83.03	45.74

Source : *The Comittee Anti-poverty and Promotion of Social Inclusion, Buțiu (2006).*

The investigations in the micro-region were organised in two stages: 1) the making of a sociological inquiry based on a questionnaire (144 of questioned subjects at the level of micro-region) and 2) the restoring of the results of the sociological inquiry in the shape of the individualised restoring (in all the three communes - 25 subjects) and in the shape of the group restoring (in the commune Albac, through the researchers' participation to a meeting of the local Council). Thematic selections from

¹ The poverty rate is calculated according to the methodology elaborated by the World Bank and The Committee Anti-Poverty and Promotion of Social Inclusion, by taking into account some demographic variables (the width of the household, the gender division, age etc.), of some characteristics of the members of the household (education and occupation), data regarding the quality of the household and the access to public utilities and public unities as well as territorial characteristics (the width of the locality, demographic and economic characteristics etc.). See also Lucian Pop, coordinator, *Harta Sărăciei în România. Metodologia utilizată și prezentarea rezultatelor*, București, CASPIS, 2004.

the used instruments (the questionnaire and the interview guide) are presented in ANNEXES. The instruments were tested in a series of investigations made in the commune Gârda de Sus, Alba county. (See also Pascaru; Buþiu; Vasiu, 2006).

2. Representations of the Studied Territory and Assessment through Restoring

According to the methodological principles of the community development, as Călina Ana Buþiu writes in a recent study, the official statistics and the experts' opinions need to be interpreted together with the villagers' opinions (Buþiu, 2006).

It is what imposes also the principle of participation at the level of territorial intelligence.

Villagers' representations, and implicitly, their opinions were taken by us with the means of a question from the questionnaire of the sociological inquiry, which we presented in Annexes (see *Question 1.2.* in ANNEXES). The received answers are synthesised in the data in Table 4.

As one can see in Table 4, in the hierarchy of the problems to be solved within the village, according to the questioned villagers' representations, the infra-structure problems are primordial, among which the most obvious are transport and telecommunication means as they are directly felt by the villagers and have the quality of being strategic, as their solving leads to the solving also of some personal problems such as the ones presented below (See also Table 7). The transport and communication means facilitate the tourist investments and afflux, which creates jobs and produces household incomes, and, at the same time, ensure the access to the facilities of the public health system (Buþiu, 2006).

Table 4. Representations of the Studied Territory

The problem	Options	%
Bad roads	125	89.3
Difficult water supply	48	34.3
Lack of phone	20	14.3
Difficult reception of TV programs	53	37.9
Other problems (the lack of foreign investment, flood danger, lack of jobs, lack of a garbage pit)	45	32.1

The identification of the representations went on with the representations of what could be better developed in locality in future (Table 5).

The data given by our inquiry prove a quasi-unanimous agreement regarding tourism as the main economic activity which can develop in the micro-region. The wood industry is an exception, which is on first place for the subjects in Horea (where the exploitation and wood manufacturing is the most consistent source of income). Consequently, for them, the chances of development are related to an economic activity problematic from the point of view of sustainability.

Table 5. Representations Regarding the Development Opportunities in the Micro-Region

The development opportunity	Options	%
Tourism	130	92.9
Animal raising	121	86.4
Wood industry	117	83.6
Milk work	99	70.7
Commerce	81	57.9
Crafts	80	57.1
Meat work	73	52.1
Fruit growing	59	42.1
Field plant culture	48	34.3
Another economic activity (the exploitation of the stone and non-ferrous ores resources, fish breeding, picking and work of wood fruit, dressmaking, beekeeping).	16	11.4

In the restoring process, the used instrument was the interview guide presented by us in the annexes to this study through the instrument used in the commune Albac. Definitely, where the data differed greatly from one commune to another, the questions in the interview guide were adapted to the results obtained in the sociological inquiry, the general structure remaining however the same as in the ANNEXES.

According to the data in Table 5, the hierarchy of the community-territorial problems is the following: 1. The poor state of the roads (81.6%); 2. Not reception the TV programs (40.8%) and 3. The deficient water supply (36.7%). The data resulted from the sociological inquiry were presented to our interlocutors, and were followed by the next questions: *Do you agree with this hierarchy? What would be the solutions to each problem?*

Most of the questioned believe that the hierarchy rendered by our inquiry is correct. Those who would change something in the proposed hierarchy would put the water supply on second place or would simply change the hierarchy completely: "I believe that the water supply problem is on first place, then the TV programs reception and on third place the roads." (B.P., Scărișoara) Even the ex-mayor of Albac proposes another hierarchy, also suggesting some solutions to the problems: "My hierarchy is the following: 1. the water supply, 2. roads and 3. TV programs reception. For roads and water the best solution would be the village projects, but not only at local level, the whole region should be united so that several villages should benefit from this. The water supply problem requires a sewer system. As for the TV reception, a solution would be satellite transmission, just as in the case of mobile telephones." (P.G., Albac).

When it is about solutions, first the completion of the begun works is suggested: "The Europe built some roads, but not all of them are finished, they also intend to set one or two cars to take the milk to Albac. Those who started the task should finish the roads."(H.G., Albac).

The apply for European funds is frequently invoked in the micro-region: "If Bucharest does not approve of the SAPARD water project, there is nothing we can do." (T.T., mayor, Albac).

Other references are made to the responsibilities of the department and state authorities: "If we refer to the county roads, we can notice that they are very bad and the State should get involved in order to solve these problems. The State should also involve in renovating the road to Huedin, which crosses our commune."(C.O., mayor, Horea)².

The mobilization of the local and family resources is secondary as compared to these appeals, but yet firm: "Yes, the roads! But they, lazy people, don't do anything. In Lăzești³ there are 100 beneficiaries of social aid but they contributed with no shovel of sand to the road. Everyone should have water put up in his household. Why should the Local Council do it for them?! For example, when the Local Council made the water supply system for the institutions in the centre (school, Local Council...), the people in the centre could set it too and one of the beneficiaries asked for a great recompense for the land he gave to the setting-up." (F.M., clerk at mayor office, Scărișoara).

The incapacity to mobilize the community resources touches also a vital problem such as medical assistance: "The medical building was falling down...it was built 74 years ago by a doctor who settled here. All doctors following him used it and since 1970 there has been no doctor to stay in the village...all of them had been commuters till four years ago when I and my husband moved here. In order to live in the dispensary house, we had to invest 240 million lei for renovation. The Local Council granted us a part of the sum...but not all of it. They prefer living without a doctor" (F.M., the doctor's wife, Scărișoara).

The restoring of the results to the question related to the community-territorial problems allowed us to identify the level of responsibility corresponding to every problem. See also Table 6.

² The road Horea-Huedin links the counties Alba and Cluj and would pave the way for tourists coming from Hungary and other European countries.

³ A village in the commune Scărișoara, 10 kilometers away from the centre village.

Table 6. *Problems and Responsibilities*

Problems	Level of responsibility
Roads	State and departmental prevalent
Water supply	Community and family prevalent
TV reception	Family prevalent

During the restoring process, after the presentation of the results of the sociological inquiry on the development opportunities and of the resulted hierarchy we asked: *Do you agree to this classification? What do you think prevents households now from earning enough money out of tourism, animal raising and wood industry?*

As for tourism and its development, the interviewed persons considered that many changes were highly necessary. Now, according to somebody, the quality of service is doubtful: “I believe that people are not ready for tourism, as you simply can’t send people to a toilet outside or have them sleep in the same room with you. You must have a good room, and a bathroom with a shower and hot water. If you do something, you should do it well.” (P.I., Albac).

It is considered that prices are too high as compared to the services offered, even where there are proper accommodation conditions: “Well, people got ready for tourism, but there have been too few people this summer. Maybe, if the prices were lower, tourists would feel encouraged to come. They have rooms and bathrooms but their prices are rather high.” (F.A., Albac).

In Horea, not only tourism development is prevented by the precarious infrastructure: “Tourism is prevented by the infrastructure of roads with the Cluj county. From Mătișești to Cluj the road is not asphalted and people don’t look for accommodation in Horea.” (F.B., Horea).⁴

⁴ See footnote no. 5.

Bureaucracy is considered a barrier in the development of tourism entrepreneurship, which is a primordial condition for investments in this domain: “The State doesn’t sustain people who take initiative to set up a commercial company with simple and profitable laws, one needs a lot of documents to register it, doesn’t get profitable loans, being prevented by the lack of money.” (T.T., Scărișoara).

The micro-region needs another promotion as well: “In our region there are no tourists as the region is not mediated, if there were some better defined touristy objectives, there would be a chance.” (P.G., Albac).

In spite of the position it has in our hierarchy, animal raising is not regarded with too much optimism. The numerous stops brought about, such as the quality of the fodder and the lack of market for the products, are the most signalized: “Animal raising would not develop as one cannot raise a cow with the fodders we have here, as they are wild and do not give enough milk.”⁵ (F.C., Horea); “The villagers raise their animals in their own households, without having the possibility to verify the milk and the milk products, the pork and chicken meat. Centres to collect these products would be necessary, through investment of the state.” (D.E., Scărișoara).

The commentaries regarding the wood industry reflect the complexity of the processes related to this domain, which are ecologic, economic and social. Thus, we notice first the total dependence of the villagers to the wood industry in the region: “With us, if we run out of wood, it’s disastrous!” (P.H., Albac). It is then appreciated that the wood industry is difficult and expensive, especially for old people: “Those who take care of the forests earn huge sums of money, but not everybody can be involved as the hills are difficult to climb and it takes several people and you can’t go there alone to cut down a Christmas tree and till you cut up some ...and then transport is expensive. In the end, you get nothing.” (F.B., 82 years old, Albac). The processing work itself is also expensive: “In wood processing, there is not enough money for a sawmill or other tools to work

⁵ Poor in nutritive substances

the wood.” (T.T., mayor, Albac). In the end, the lack of wood stock leads to unsatisfactory prices: “I think that the market prevents the people from earning sufficient money from this economic activities, the lack of wood stock, if we can say so.” (C.O., mayor, Horea)

The depletion of wood resources is also signalled: “In wood industry, how can there be wood if it was all cut down?” (A.B., Albac). Hence the emergency signal regarding the impact of wood cutting upon sustainable development: “...They almost finished with wood cutting. They should let the forests grow again so that our grandchildren should also benefit from it.” (F.C., Horea); “We should stop cutting wood as we spoil the environment...” (B.A., priest, Scărișoara).

Tourism could succeed the wood industry, according to some opinions: “At present, everybody lives out of wood, and they do what they can do as long as they can do. Then, when the wood is over, tourism can develop.” (F.D., Horea).

3. Representations of the Personal and Family Problems.

The Restoring the Results and the Identification of the Results

When we focus on the personal and family problems, according to the data of our inquiry, the lack of money is on first position, and then the health problems (See also Table 7). At the commune level, the greater percentage is held by the villagers in Scărișoara and Horea (95% and respectively 93%), who state that they face the lack of money, the lack of jobs and health problems, as compared to the villagers in Albac (77%).

After the presentation of the results of the inquiry, we asked our interlocutors in the field *if they agreed with the order given by the results of the inquiry and if they had solutions to propose to solve the problems in the hierarchy.* (See also ANNEXES, Interview Guide Albac - selection).

Table 7. Representations of the Personal and Family Problems

Personal and family problems	Options	%
Lack of money	124	88.6
Lack of jobs	58	41.4
Health problems	84	60.0
Another problem (lack of free medicine, loneliness, “too an expensive life”)	17	12.1

Almost unanimously, the interviewed declared they agreed with the hierarchy resulted from the inquiry, some sustaining even the fact that all three problems should be on first place: “I believe that all the three problems would be on first place, but I agree with this classification as well.” (P.G., Albac).

At the level of the identified solutions, let us first remark that they make reference to the general development of the communes and even of the micro-region. The interviewed people relate directly the solving of the money problem to the lack of jobs: “Creating some jobs would solve the money problem.” (V.L., Albac). Even the mayor in Horea, one of those who does not agree to the hierarchy resulted from the inquiry, I think that the lack of jobs should be on first place as today there are few jobs and people’s boys don’t have a place to work at, though they wish they did, as they must raise their children and ensure a future for them. I think that agro-tourism development would be ideal as we would not face the lack of money anymore. (C.O., mayor, Horea).

Agro-tourism, or more generally, tourism is the economic solution mostly invoked for the solving of such problems as that of money, by creating jobs: “The problem of jobs, in my opinion, can be solved through more investments in tourism. This would help peasants a lot to develop a personal business. With us, there are few jobs, in Câmpeni ⁶as well and I believe that tourism would go well if it developed.” (V.L., Albac). However, authorities have a more complex image upon the solutions, making reference to “creating small and medium enterprises to take over as much labour power as possible.” (T.T., mayor, Albac).

⁶ The town closest to the micro-region.

Some opinions relate the solution to the jobs problem to the development of the region of the Apuseni Mountains in its whole: “The knitwear factory in Cămpeni should revive, [the mines] in Roșia Montană, the spinning mill in Abrud⁷ - industry should revive. As long ago five buses were on the road now, there isn’t any...” (M.I., primary school teacher, Horea).

As for health, an important signalled problem is related to the activity of the doctors: “In our village, there is a problem with the doctor; he does guards in Cămpeni or in another place, not at all in our village.” (I.V., Scărișoara).

If in the villages in the centre of the commune, the medical assistance is more or less ensured, not the same thing happens in the other villages: “Lack of medical staff...I don’t know the rules in the health field, but there should be more doctors as there are a lot of old people up on the hills...They do an injection to themselves from time to time...” (M.I., primary school teacher, Horea).

In order to solve the health problem, people are recommended to do more sport: “For more health, I recommend to people to do more sport.” (P.H., Albac). It also makes reference to free medical assistance: “For health, I agree that people without income should be granted free medical assistance whatsoever.” (P.G. Albac) The responsibility of the ill person is also invoked: “First, the ill person himself or herself should take care of himself or herself, and then the doctor should take care of him or her. (F.I., Albac). The problem of free medicine is also brought about: “People should get free medicine, as they get them only at the beginning of the month, and who gets them, fine, who doesn’t, fine again...” (F.A., shop owner, Albac).

⁷ After the fall of Communism, industry went down in the region. The knitwear factory in Cămpeni, the mine in Roșia-Montană and the spinning mill in Abrud provided many jobs in Communist times.

Satisfactions regarding local medical assistance, where there are any, and give way to other expectations: “There is a doctor and he is very good, but maybe an asylum would be good as there a lot of old people here.”(F.B., 82 years old, Albac).

The general comments of the priest in Scărișoara are, according to us, relevant for the assembly of the problems we are interested in here: “Now the village is depopulated, is aged...the number of Christians decreased. We are sorry about it and it’s not good for the commune. I know how things are as I see that some time ago one hundred children were baptized per year and twenty people were buried. Now we bury just as many but I baptize six or seven, with the gipsy included. And this is how the other problems work as well...! But we also have people - it’s true very few - who can make two ends meet. But most of the people are miserable, they don’t have a job, they can’t earn their existence and live out of the social assistance though a part of them are able to work. If we ask them about their health, everybody suffers from something...as this comes with poverty and troubles. I think the cause is the poor nutrition. They don’t eat so many natural products [as] not all of them raise animals – they don’t get money for this, you want to sell a cow you raised in 2-3 years and you get 6-7 million on it⁸. There are no jobs here...it’s true, there weren’t too many before either, but people could still find something in Câmpeni, in Gârda...now not even people from the two locations can find a job...There are only two or three people left who are working to Montana Câmpeni⁹....and this is what I know..” (A.B., priest, Scărișoara).

⁸ Less than 200 Euros.

⁹ Furniture factory.

4. Institutional Transparency and Citizen Participation. The Sociological Introducing of Participation through the Restoring of Results

The decisions validated through norms available for the community are taken within the Romanian local administration at the level of the Local Council¹⁰. We wanted to know to what extent the villagers in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea were interested in what was debated in the meetings of the Local Council. This is the reason why we related the problem of transparency especially to the knowledge of what is discussed at this level. With this aim we introduced the question: "Are you generally informed about what is discussed by the Local Council?" (See ANNEXES, Questionnaire - selection). To this question we noted the following distribution of the answers: *Yes, always*: 12.9% of the questioned people; *Yes, but only when there are decisions that I am directly interested in*: 33.6%; *No, I'm not informed*: 52.1%.

In our restoring interviews, we asked our interlocutors to comment upon this fact and give extra answers to these questions meant to identify the motivations of not being informed: *Aren't people interested? Is it that the councillors do not want people to know what the discussions are? Which would be the most important reason for which the villagers are not informed?*

Given the specific of this problem, we shall follow the inhabitants' commentaries and the position of the local authorities separately.

Taking into account the inhabitants' commentaries, we retain, as reason of not being informed, the lack of interest in the discussions of the Local Council in a commune or another: "The lack of interest of most of people towards the discussions in the Local Council. People are not

¹⁰ The Law of Local Administration (Law no. 215 in April 23rd, 2001, published in the Official Monitor no. 204/23, April 2001) says in Article 38.-(1): "The Local Council initiates and decides according to the law, all local problems except for those given by the law in the administration of other public local or central authorities".

interested in the problems of the commune; they are preoccupied with the personal problems.” (V.L., Albac). The lack of finalisation in concrete actions of the discussions of the Local council is also invoked as a source of a lack of interest: “The councillors tell them...but people are not interested. They say that no matter the discussions, the problems are not solved...there are no results to be seen.” (F.C., primary school teacher, Scărișoara).

In the inhabitants’ opinion, the councillors do not make too much effort to inform the citizens either: “The councillors don’t say anything, only they know the discussions, and people don’t know anything as they aren’t announced.”(B.A., Albac).

The councillors’ lack of preoccupation is also admitted by some local authorities: “The Local Council is at fault as we proposed in the meeting to buy the necessary equipment in order to broadcast every meeting through cable to every inhabitant’s house. People who come to the Local Council do not get informed about what has been discussed in the meeting of the Local Council; they come to solve their own problems. The colleagues who do not inform their people about the topic of the meetings are also at fault. They should put up the proceedings of every meeting of the Council.” (P.H., councillor, Albac).

Of the commentaries made by the local authorities we also retain those of the mayor in Albac, a personality who comes to defend the local councillors: “We made public the fact that these meetings are open, but they aren’t probable interested in this aspect. The councillors are not to blame; it’s just the lack of interest on behalf of the inhabitants. Being a mountainous region, with its specific, people are involved in their own households and there is little interest regarding the decisions made in the Local Council.” (T.T., mayor, Albac). The vice-mayor in Scărișoara has a similar attitude: “It is possible that the people don’t ask. I think that every councillor, if he is asked, tells them. We spread information mainly from person to person. But if the people don’t ask...Who will start talking just

like that, without being asked? The villages and the houses are too scattered and that is a preventing factor. The priest helps us by making announcements in the Church...This is how people find out about it..." (A.B., vice-mayor, Scărișoara). A councillor in Scărișoara does not admit the lack of practical finality of some discussions of the Local Council; he also brings forth a motivation: "The people do not ask about it as they don't trust them (the councillors), as there have been only lies for the past 15 years." (I.V., councillor, Scărișoara).

For the commune Horea the results of the sociological inquiry showed the fact that only one of ten inhabitants knew what was discussed in the Local Council. But a councillor in Horea contested the results of our inquiry: "I don't think that only one person out of ten knows what is discussed in the meetings. Because if anyone comes, we tell them what we know and we inform them. The councillors have to talk to the people as these are the problems of the commune, not only ours. I still believe they are informed, there are posters, there are meetings and the people know. And if a person were interested, he or she would come to the meetings. Or if he or she were interested in what is discussed. (B.C., councillor, Horea). In exchange, another councillor in the same commune underlines the small number of the themes of interest for which the inhabitants could contact the Local Council: "They are simply not interested. Most of them are interested only in the social assistance. They ask nothing but about the date of the social aid. And they are also interested in the problem of the forests." (F.A, councillor, Horea). The mayor of Horea also strengthens the councillors' words ("All weekly decisions have been shown lately, but they are probably not interested."), believing that in order to eliminate the factor "distance", a communal TV station would be necessary, " as the villages are very far away and the priest is the only source of information."

The participation problem was seen from the point of view of the involvement in the villagers' meetings.

As for the participation to these meetings, 52 villagers in the micro-region declared that they had participated, 67 (47.9%) declared they had not participated and 21 (15%) declared that it had not been the case as there had been no local meetings in their villages.

During the restoring process, we considered it useful to focus our attention on the causes and reasons of the lack of participation, using also these supplementary questions in our restoring interview: *Don't people know about the local meetings? Are there any reasons to prevent them from participating to such meetings?*

For the inhabitants, one of the causes for the lack of participation is not organising such kind of meetings: "There are no such gatherings of the people in the village and the people don't know about such meetings either. There are smaller gatherings, in a classroom, but only on the occasion of the common ownership."¹¹ (P.G., Albac).

Not organising local meetings is also motivated by the lack of the democratic exercise: "There is no one you can organise such a local meeting. They lack the democratic exercise... and under the circumstances, it's better not to have such meetings at all. It is impossible to have a decent discussion with them." (F.A., clerk at major office, Scărișoara).

The distance from the centre of the commune - a possible place for such meetings - and the short spare time are also invoked here: "People live far away, they can't get to such meetings. I believe they wish they could, but they do not have time either, as they have a lot of work to do." (M.T., Horea).

We find the inhabitants' invocation of the impossibility to express their wishes interesting: "There are no such meetings! And even if there are, people go there and don't have the courage to say anything. As there only the mayor's people speak there, only they know how to speak there." (F.O., Albac)

¹¹ The gathering of the forest owners.

The political views are also a stop for participation: “The hatred among them, as these parties simply split people...”(F.B., Albac).

The lack of finalising concrete actions is also invoked: “Most of those who met there couldn’t reach a conclusion and people are not very much informed. They went once, they went twice, and if the problem wasn’t solved, they went no more.”(A.V., Albac).

Sometimes people are nostalgic for the Communist times as well: “I remember that in Ceausescu’s time they had to close the shops to make people go to the meetings.”(F. C., Scărișoara).

But what are the local authorities’ commentaries on this topic?

Some councillors in Albac admit there are no such gatherings: “I haven’t met something like that, there have never been such gatherings of the villagers” (P.H., councillor, Albac). The mayor in Albac mentions something important: “We have most of the meetings in every village and not in the centre of the commune Albac. But generally, people are informed through Church, through the school children, through posters in the localities and through mail”.

The vice-mayor in Scărișoara admits and comments: “There hardly have been any gatherings and people are hardly interested in such a thing. They ask for wood, forests, land, water, roads and they don’t listen when we tell them that the law forbids us or that we have no money”.

The disinterest of the inhabitants is also invoked by a councillor in Horea: “We make announcements in the Church and there is a program posted. But it’s like that everywhere, some haven’t even heard of it. I don’t know their reasons. But I think it’s only a matter of disinterest.”(F.A., councillor, Horea).

If we have in mind the statements of a primary teacher in Horea, disinterest is a general fact: “They are interested in nothing but the forest. They want wood. They don’t come to the parents’ meeting either...Out of the parents of 120 children, hardly 20 come to the meetings. If they aren’t

interested in their own children's education, would you think they care about the community?" (F.C., Scărișoara).

The role of the church is very important in this context: "We make announcements in the Church, and, in fact, this is what the community attitude is reduced to." (F.A., clerk at mayor office, Scărișoara); "It's a blessing that the priest is the drum of the local council. He announces everything. Because the priest is a friend of the mayor and runs an institution." (M.I., ex-clerk at mayor office, Scărișoara).

Along the sociological inquiry, the inhabitants of the micro-region Albac - Scărișoara - Horea were presented the hypothetical situation in which *all local decisions were made within the local gatherings*. Most of the questioned people (82.9%) declared they would participate to the gatherings organised with this purpose, and the 15% declared they would not participate. The rest did not pronounce regarding this topic.

The opinions in this chapter represented the object of a group restoring on the occasion of a meeting of the Local Council Albac. In Albac, 71.4% of the questioned people declared they would participate to gatherings in which major decisions of the community would be made.

The councillors and the mayor in Albac, according to our conclusions to the group restoring, do not totally reject the idea, but they signalise numerous possible organisation or socio-psychological barriers. Thus, the mayor of the commune remarks: "When local decisions are made, it's good to consult the villagers as well, it's very good! But I don't think that the final decision should be made by the villagers....as so many minds, so many ideas, so many interests" (T.T., mayor, Albac). The villagers' gatherings and the decisions made at their level would be useful, says a councillor, but people cannot be gathered: "It would be good. As we faced several decisions that didn't find a good solution. People couldn't understand that was the law and that was for the best future interest of the commune. They understand only present and group interest. So, if the market¹² were in the

¹² The centre of the commune.

Centre¹³, as that was a problem, then it's good to consult everybody, so that they shouldn't say it was only the councillors' decision. But if was settled that at least 70% should come...It's difficult to bring even the councillors.”(T.B., councillor, Albac).

A general observation deserves special analysis and more ample investigations, on a larger region: “I don't think that the Romanian population is ready for something like that...It's simply not ready! It's true that you can't expect too much after only 10-20 years of democracy.” (M.M., councillor, Albac).

5. The Inter-Communal Association and the New Horizons of Governance

The problem of the inter-communal association can be an indicator of the cohesion of the studied micro-region in the event of some projects of micro-regional level. Because of this reason, in our inquiry we also focused on this aspect. Conditionally or not, most of the villagers in the three communes consider association necessary (See also Table 9).

Table 9. *The Need of Inter-communal Association*

Answers	Frequency	%
Yes, it is necessary	53	37.9
Yes, but it depends on the commune it associates with	34	24.3
No, it's not necessary	39	27.9
Another answer (it depends on the requests imposed by the association) ¹⁴	9	6.4
DN/NA	5	3.6
Total	140	100.0

¹³ A possible place for the local gatherings to take place.

¹⁴ We make reference to the associations of forest owners in the communes Horea, Albac, Scărișoara și Gârda, what in the micro-region is called common ownership or private forestry.

But, as for the commune (communes) with which the association would be made, out of the 33 proposed variants, only 12 make reference to the communes in the micro-region we are interested in. In 11 cases, the association is seen as opportune only if it is made with a commune abroad (Belgium, and then Germany). In four cases other communes in the Apuseni Mountains are indicated (Gârda and the town Câmpeni). In the rest of the cases, communes from rich regions in Romania (Banat) or communes in the plain region in the Alba County (famous for their agricultural resources) are indicated.

In the restoring interviews we asked our interlocutors to comment upon the results of the inquiry and answer the following questions: *What advantages do you think inter-communal association brings? What disadvantages do you think inter-communal association brings? What do you think should be done so that the advantages of the association should increase?*

Analysing the results reflected by the common villagers' answers, we find out first that inter-communal association is the object of more general statements ("Inter-communal association brings neither advantages as „my fire is in my stove but I give you the smoke” nor disadvantages”), statements which come to support the opposition towards the micro-regional association: “I don’t consider an association among the communes Albac, Horea and Scărișoara to be proper” (V.L., Albac).

When the association is yet accepted, the commune of Horea is preferred by those in Albac as it is richer: “The association with another commune, for example Horea, would bring only benefits. They are good farmers and they do only good. Here people are poorer.”(F.I., Albac).

In Scărișoara there are some reluctances regarding the association of the communes in the neighbourhood: “Yes, associating is OK, but not among our communes, not with those around us but with one from abroad as those abroad can offer us cooperation models of working together, of setting our shoulder to the wheel.. This is why I see no

advantages...Albac and Horea are more developed, but they have their own problems as well..." (F.A., clerk at mayor office, Scărișoara).

In Horea we meet more categorical rejections of associating with a commune in the neighbourhood: "An association with a commune in the neighbourhood would bring only disadvantages. It's better to do something alone than with somebody else. With another commune in another part of the country, yes, it would be something new, investments, modernising." (F.D., Horea).

A commentary which shows a balanced view of the advantages and disadvantages belongs to an intellectual in Horea: "Advantages: sending the funds in an urgent necessity. A disadvantage would be sending the funds to another commune where the mayor has a larger sphere of influence" (M.I., primary school teacher, Horea).

But how do the local authorities react to the idea of inter-communal association?

For example, in Albac, we identified two local councillors with totally opposite views: "The association among Albac, Scărișoara and Horea would be good as there would be advantages", considers a councillor in Albac. (P.H., councillor, Albac); "No, I don't agree with such an inter-communal association, the association among Albac, Scărișoara and Horea is not advantageous as out of several poor villages you get a poorer one." (P.I., councillor, Albac).

The mayor of Albac sustains the idea of association and finds an argument in the administration of the forest and environmental resources in general: "There are advantages in the domain of private forestry which gathers already the communes Horea, Vadul Moților and Gârda. We intend to start collaboration with the communities on the Arieș regarding the cleaning of the Arieș Valley, as the valley is beautiful and must be taken care of. I see no disadvantage."(T.T., mayor, Albac).

The vice-mayor in Scărișoara also expresses his agreement with the idea of association, mentioning the reduced resources Scărișoara could contribute

with as well: “Associating with Horea and Albac would bring us only advantages but not to them as well ... [as] we bring almost nothing: neither touristy objectives, nor infrastructure, people are old and we don’t have much labour power as the other two communes have...” (A.B., vice-mayor, Scărișoara). One of the local councillors in Scărișoara sustains the idea of the association due to a cultural and moral need with the perspective of the European integration: “Yes, I would agree with an association as we would have advantages such as culture and positive thinking. There would be no disadvantages. The association with Albac and Horea would also be profitable, all three of them could help one another and they could become a European commune.” (I.V., councillor, Scărișoara).

Similarly to the villagers, the local authorities in Horea do not favour the association either, being rather against it: “No, I don’t favour the association with other communes since the commune can develop on its own.” (F.A., councillor, Horea).

Let us also retain here the idea of a larger association, perhaps at the level of the Apuseni Mountains: “...Not only these three communes should associate, but also the other communes in the region...” (M.I., primary school teacher, Horea).

The same problem of inter-communal association was approached in a group association at the level of the Local Council in Albac.

On this occasion, we found out that the French model of inter-communal association was well-known within the Local Council: “In France, the associations function because the French State encourages and finances this. It is good as, for example, a waste machine (buying and using it) is too much for a single commune feed pipe or waste water treatment system”(M.M., councillor, Albac).

Within the same context, it was reminded that in the past there used to be only one commune from Câmpeni to Horea (the commune Râul Mare) and the ecological argument of the association was brought up again: “We, the people in Albac, have already started an ecological action...to gather the waste with a waggon. But we do it in vain as the

river brings the waste again from Arieşeni and Gârda¹⁵. We intended once to put up a grating and show the waste to the mayor in Horea...It's in vain as it is only we who clean up.”(T.B., councillor, Albac).

6. The Impact of the Sociological Inquiry at the Community Level

In the research in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea there was a question meant as an impact of the sociological inquiry and which was included in the guide of restoring results: *As you might already know, this summer, a group of teachers and students from University „1 Decembrie 1918” Alba Iulia made a sociological research in your village. How did the village see this investigation? Did the villagers talk about it after we had left? If yes, were those who talked about among the ones who answered our questions? What was the topic of the discussions?*

To this question, most of the interviewed people declared they did not know/had not heard anything. Some said it was the youth who had discussed more: “Yes, there were discussions. The youth were pretty satisfied. They liked the topic of the questionnaire.”(S.V., Horea). The discussions referred mostly to the contents of the questionnaire: “So and so, those who discussed with you told the others as well, either to their family or their neighbours. The discussions referred to the subject of the applied questionnaire.” (C.O., mayor, Horea).

Of those who remembered the discussions after the inquiry, some remarked its utility: “There were discussions and their presence (the students’ presence etc.) was seen with interest and they [the people] were pleased that there still was somebody to think of their commune and to do something good in their village. Some of them discussed about it, some of them didn’t. The questioned people heard about it as well and discussed about what you had asked them. I can’t remember exactly, but we also discussed within the Local Council about some questions you had asked.” (T.T., mayor, Albac).

¹⁵ The other two commune from Apuseni Mountains.

Thus, hopes for concrete solutions to the community problems appeared again, probably according to the logic: “a research is a serious thing and after this, there will certainly be something done: those who had been asked discussed but those who didn’t get your attention discussed as well. Their discussions referred to the fact that the questions asked were very important and they hoped that their problems would be solved.” (C.A., Horea). Yet, as compared to the practical implications of the inquiry, there was a certain doubt lingering in the commentaries of the interviewed people: “This thing is not bad at all, but I don’t know how much it will be taken into account” (F.A., Albac); “I hear people talking, some say a research is useless, some say it’s important”. (D.E., Scărișoara); “I talked to the man you have seen and I don’t know what he wants exactly. I know he said something about it being some extra work” (F.C., councillor, Horea); “Yes, there were discussions in the village. People knew what it was about in the questionnaire, the research was welcome, but I don’t think anything can be done.”(I.V., Scărișoara).

The discussions took place in the village, among neighbours, at church, at the pub. Some people distorted the purpose of the inquiry and felt threatened: “I have heard rumours and so have my neighbours - that L.M. wants to take my house and garden and this is why you came here. I haven’t talked to anyone else but I don’t know where the rumours came from. Nobody came to them (to my neighbours) as you came only to my place. And we talked but more as they asked me about M.L. and what you had wanted to know.” (F.B., 82 years old, Albac).

7. Conclusions and Openings

In the following lines, we shall concentrate especially on the heuristic valences of the restoring of results, valences underlined by our investigation in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea. In short, what does the restoring of results bring us as information for the organizer of the sociological inquiry?

We first found out that, when it was about hierarchies of the community-territorial problems or of the personal and family problems, through the restoring of results, some of these hierarchies were confirmed

and some were infirmed. The possible problems at this level can be valorised in the direction of the deep analysis of the researches, possibly through an improvement of the questionnaire as main instrument of investigation.

The restoring of results seems to be a proper method to identify the solutions to the major problems shown by the inquiry. The settling of the responsibility level, as it is shown in the dialogues with the local actors (villagers and inhabitants) can represent the main gain of the restoring of results as a deep knowledge instrument of the community-territorial problems. The restoring of results brought forward some community – territorial problems not intended in our inquiry, such as the problem of medicine supply or the problem of general medical assistance. We must mention the fact that although our research focused on the villages in the centre of the commune, many recorded commentaries along the restoring of results made reference to the specific problem of the other villages: isolation, traditional mentality, reduced infrastructure and a necessary continuous high effort to survive.

A certain critical opinion resulted from the restoring of results, especially when the development opportunities of the micro-region were brought to discussion. The intensity of the critics, translated through voice modulations, gestures and other elements of behaviour visible with the interviewed people during the restoring process, can only be caught with difficulty during the application of the dictionary. This observation available for other types of attitudes as well, such as the attachment or the enthusiasm towards a certain solution or projection (the participation to future local gatherings, for example).

The restoring of results proved to be no less important in relation to those themes towards which the villagers and the citizens have more or less divergent opinions (the decisional transparency, the participation to the local gatherings already organized or which would have to be organized in future). The fact is that the villagers often blame the authorities and the authorities blame the villagers. The lack of accomplishments at these levels (transparency, participation) can represent an important piece of information for the description of certain mentalities in the micro-region.

The problem of inter-communal association, analyzed in our research through the restoring at the level of the Local Council in Albac, revealed to us, on the one hand, a high level of theme knowledge (as it is developed in France, for example) but also the confusion between communal twinning and inter-communal association. Such situations had not been anticipated at the time of the making of the questionnaire inquiry.

We can now conclude that the valences of the restoring of results of our inquiry in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea, were edificatory in these two directions: 1) the development and deep analysis of opinion and attitude knowledge of the local actors and 2) the signalling of some limits of the inquiry and of its fundamental instrument - the questionnaire.

As for these two consequences, a re-evaluation of the whole research of themes such as the ones we focused on in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea seems to be necessary in the future. A better adjustment to the specific of the studied territory can represent the key to the new logic of approach.

As regard the *openings*, a more courageous approach of the dimension intervention is of high importance.

FINAL REMARKS

We prefer for the final part of our study the presentation of some critical self-evaluating notes, rather than a more ample opening of the approached problem.

Thus, we shall start by remarking the fact that bringing together some concepts such as *territorial intelligence*, *community development* and *governance* in a conceptual quasi-system, though inciting and courageous, does not have enough ground. In fact, what we managed to shape a bit more clearly is the existence of a key-notion which links the mentioned concepts and the notion of participation. This key-notion needs further analysis in exactly its own fundamental notes and needs processing as well.

In the absence of such an approach, our study focuses mainly on a certain kind of participation - the participation to local governing in the context in which certain representations of the local problems and of the development opportunities at the level of the studied territory.

From the general theoretical aspects, that are still to be developed and deeply analyzed, our study moves to a complex and dense methodological problem i.e. that of the restoring the results. Actually, we could say that the restoring of results is the instrument through which the sociologist challenges or strengthens participation, and hence, the dynamic of realities covered by concepts such as territorial intelligence, community development, governance.

The mentioning of action research is obligatory in this context, although we stated several times the fact that our research focused mainly on the heuristic valences of the restoring of results. We admit here the fact that the dimension intervention to the restoring of results was not

supported by corresponding hypotheses in our research i.e. intervention hypotheses. This is due to the fact that, for the time being, we do not have clear criteria to evaluate the intervention results by restoring the results. Consequently, new investigations and experiments will be necessary for this purpose.

Definitely, we can talk about an unintended intervention, more exactly about some positive or negative consequences of the restoring the results, at the level of the local actors (authorities and villagers at the same time). We do not have a validated instrument to evaluate these consequences either. What we could afford in our investigation in the micro-region Albac - Scărișoara - Horea was only, through the restoring process, to shape the impact of the sociological inquiry. We shall have to project new instruments to evaluate and shape the plus-value of the investigations in their assembly.

The themes described in our study can be one of the most interesting for contemporary sociology. The limits and difficulties signalled in its approach, numerous at the time being, have to be only stimulating at present, in the sense of a more consistent theoretical and methodological further analysis.

English version: Emilia Ivancu

ANNEXES

QUESTIONNAIRE (SELECTION)

1.1. In this period, also named “transition period”, a lot of Romanians complain about a series of problems they face every day. Will you please tell us the main problems you are facing in this period?
[Multiple answer]: 1. Lack of money, 2. Health problems, 3. Lack of jobs, 4. Another problem (which?)

1.2. In your opinion, what are the main problems which should be solved in this village? *[Multiple answer]:* 1. Roads, 2. Water supply, 3. Telephone, 4. TV Reception, 5. Another problem (which?)

1.5. What do you think could better develop in this village in future?
[Multiple answer]:

1. Field plant culture, 2. Fruit growing, 2. Animal raising, 3. Milk processing, 4. Meat processing, 5. Tourism, 6. Trade, 7. Crafts, 8. Wood industry, 9. Another economic activity (which?)

2.8. Are you generally informed about what is discussed in the Local Council?

1. yes, always, 2. yes, but only when there decisions I am directly interested in, 3. no, I'm not informed, 4. another answer, 99. DN/NA

2.11. Have you participated to gatherings with the villagers in your commune in the past three years?

1. Yes, 2. No, 3. It wasn't the case, there weren't any, 9. DN/NA

3.12. If you have, what have been your problems?

2.13. If it were decided that in future all local decisions were made within local gatherings with the participation of all villagers, would you agree to take part to such gatherings? 1. Yes, 2. No, 3. DN/NA

3.13. If you were to participate, what would you have to say in the first gathering?

2.15. If you didn't participate or didn't agree to such an organisation, what would be your reasons?

2.19. In order to solve mutual problems, in Europe and in many places in the country, several communes organised communal associations, in order to administrate their money better. Do you think that here the association of your commune with another commune would be necessary?

1. Yes, it is necessary, 2. Yes, but it depends on with which commune it associates, 3. No, it's not necessary, 4. Another answer (which) 99. DN/NA

2.20. What do you think is the best commune?

INTERVIEW GUIDE – ALBAC (SELECTION)

1. As you might already know, this summer, a group of teachers and students from University „1 Decembrie 1918” Alba Iulia made a sociological research in your village. How did the village see this investigation?

Key suggestions:

- Did the villagers talk about it after we had left?

If YES,

- Were those who talked about among the ones who answered our questions?
- What was the topic of the discussions?

2. One of the questions in the research we mentioned above referred to the personal problems people in this region have to face. From the analysis of the results the following classification resulted: (1) the lack of money (77.6%), (2) the health problems (46.9 %) and (3) the lack of jobs (36.7%).

2.3. Do you agree with this classification?

2.4. What would be the solutions to these problems?

Key suggestions:

- Solutions for the lack of money
- Solutions for the health problems
- Solutions for the lack of jobs

3. Another question aimed at the problems of the village or of the commune. Here the results of our research show us the following order: (1) roads (81.6%); (2) TV reception (40.8%); (3) water supply (36.7%).

3.1. Do you agree with this order?

3.3. What would be the solutions to these problems?

Key suggestions:

- Solutions for the roads
- Solutions for TV reception
- Solutions for the water supply

4. To the question regarding the domains which are most likely to develop in Albac, the answers we gathered say the following: 1. tourism (98%), 2. animals growing (79.6%) and 3. wood industry (77.6%).

4.1. Do you agree with this classification?

4.2. What do you think that prevents now households from earning enough money out of tourism, animals growing, and wood industry?

5. From our research resulted also that only one out of eight villagers was informed regarding the discussions held within the Local Council. How do you comment upon this?

Key suggestions:

- Aren't people interested in this?
- Don't the councillors agree to letting people know about the discussions?
- What could be the main reason for which people aren't informed?

6. Almost half (42.9%) of those to whom we discussed declared that they had participated to meetings of the villagers and more than half of them (53.1%) declared they had not taken part to such meetings. Two of the villagers declared there had not been such meetings in the commune. How do you comment upon this?

Key suggestions:

- Don't people know about these meetings?
- Are there reasons which prevent them from taking part to such meetings?

7. When asked whether they considered it necessary for the commune Albac to associate with another commune or other communes, most of the villagers (63.3%) answered YES, and a part (24.5%) answered NO.

Key suggestions:

- What advantages do you think inter-communal association brings?
- What disadvantages do you think inter-communal association brings?
- Would an association between the communes Albac, Horea and Scărișoara be suitable?

BIBLIOGRAPHY

1. Barbieri, M., Barbieri, C.(2002), *Strategia de dezvoltare durabilă a Microregiunii Depresiunea Trascău*, Livezile-Rimetea, Clubul Albamont
2. Bădescu, I. (2004), Dezvoltare și subdezvoltare. Contribuții la critica sociologiei tranziției, in *Sociologie Românească*, volumul II, Nr. 3, Toamna 2004, pp. 108-128.
3. Bejenaru, C. (2004), Rolul administrației publice locale în furnizarea serviciilor sociale, in *Sociologie Românească*, volumul II, Nr. 2, Vara 2004, pp. 141-153.
4. Bergier, B. (2000), *Repères pour une restitution des résultats de la recherche en sciences sociales. Intérêts et limites*, Paris, Harmattan.
5. Blancherie, J.-M. (2001), Intelligence Territoriale: les voies d'un développement cohérent et durable, <http://www.i-km.com/it.htm>.
6. Blancherie, J. M., Badénès, F. (2004), Quelques pistes de réflexion et d'action pour des dispositifs opérationnels d'Intelligence territoriale, <http://www.i-km.com/article-veillemagazine.htm>.
7. Buțiu, C. A. (2006), Probleme și oportunități de dezvoltare în Munții Apuseni. Reprezentări comparate în microregiunea Albac - Scărișoara - Horea (județul Alba), in *Studii și cercetări în domeniul științelor socio-umane*, vol. 15-2006, Cluj-Napoca, Editura Argonaut, pp. 147-163.
8. Cohen, J. L. (2005), The Self-Institution of Society and Representative Government: Can the Cycle Be Squared? in *Thesis Eleven*, No. 80, (Febr., 2005), SAGE Publications, London Thousand Oaks, CA and New Delhi, pp. 9-37.
9. Corbineau, B. (2005), Intelligence territoriale et société en réseau – les médiathèques de proximité, portails de la connaissance, http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm22/isdm22_corbineau.pdf.
10. Dumas, Ph. (2003), Entre la création de contenus et l'intelligence territoriale: la dimension éthique http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000537.en.html.
11. Ferrari, E. (2006), Approche de l'Intelligence Territoriale (IT), <http://blog.mitic.corse.fr/index.php?2006/05/18/152-approche-de-lintelligence-territoriale-it>
12. Gaucherend, A. (2006), Introduction à la notion d'Intelligence Territoriale, http://intellitoria.viabloga.com/files/presentation_2.pdf.
13. Girardot, J.-J. (2005), Intelligence territoriale et participation, <http://labiso.be/ecolloque/forums/read.php?3,197,197>.

14. Ilie, L. (2003), Capitalul social și democrația în țările din Europa Centrală și de Est, in *Sociologie Românească*, volumul I, Nr. 4, Iarna 2003, pp. 73-82.
15. Irwin, A. (2006), The Politics of Talk: Coming to Terms with the 'New' Scientific Governance in *Social Studies of Sciences*, Vol.6, No.2, (Apr., 2006), SAGE Publications, London Tousand Oaks, CA and New Delhi, pp. 299-320.
16. Juan, S. (1999), *Méthodes de recherche en sciences sociohumaines. Exploration critique des techniques*, Paris, Presses Universitaires de France.
17. Letki, N. (2004), Socialization for Participation? Trust, Membership, and Democratization in East-Central Europe in *Political Research Quarterly*, Vol. 57, No. 4 (Dec., 2004), pp. 665-679.
18. Lundy, P.; McGovern, M. (2006), Participation, Truth and Partiality: Participatory Action Research, Community-based Truth-telling and Post-conflict Transition in Northern Ireland in *Sociology*, Vol.40, No.1, SAGE Publications, London, Tousand Oaks, New Delhi pp. 71-88.
19. Marschall, M. J. (2004), Citizen Participation and the Neighborhood Context: A New Look at the Coproduction of Local Public Goods in *Political Research Quarterly*, Vol. 57, No. 2 (Jun., 2004), pp. 231-244.
20. Mărginean, I. et al. (2004), Surse ale suportului politic pentru democrație în țările comuniste, in *Sociologie Românească*, volumul II, Nr. 1, Primăvara 2004, pp. 41-59.
21. Mucchielli, R. (1976), *Psycho-sociologie d'une commune rurale*, Paris, Entreprise Modern d'Édition – Libraires Technique, Les Editions ESF.
22. Pascaru, M.; Millea, V.; Popeiu-Cărășel, El. (2002), Antreprenoriatul și vaca de mulș. Din rezultatele unei investigații de fundamentare sociologică a unui studiu de fezabilitate privind colectarea laptelui într-o comună din Munții Apuseni (Lupșa, jud. Alba), in *Lucrările științifice ale simpozionului internațional „Universitaria Ropet 2002”. Științe socio-umane, restructurare și reconversie*, Editura Focus, Petroșani, 2002, pp. 116-121.
23. Pascaru, M. (2003), Unele experimentări românești pentru proiectul european *Eugenia - Observatoire Inter-régional de Diagnostic et d'Action Territoriale*, in *Sociologie Românească*, 2003, I, 4, pp. 94-107.
24. Pascaru, M.; Buțiu, C.A.; Vasii, I. (2006), The European Principles of Good Governance and the Restitution of Sociological Inquiry Results. Experimentations in Apuseni Mountains, Romania, in *MicroCAD 2006, International Scientific Conference, Miskolcs, Hungary, 16-17 March, 2006*, Mathematics and Computer Science, pp. 123-129.
25. Sandu, D. (1999), *Spațiul social al tranziției*, Polirom, Iași.
26. Sandu, D. (2004), Status Inconsistency as Predictor of Public Atitudes in Romania in *Current Sociology*, Vol. 52, No.6 (Nov. 2004), SAGE Publications, London Tousand Oaks, CA and New Delhi, pp. 989-1020.

-
27. Sandu, D. (2005), *Dezvoltare comunitară. Cercetare, practică, ideologie*, Iași, Polirom.
 28. Truman, Q.C.; Reisig, M.D. (1996), Community-Oriented Research in an Era of Community-Oriented Policing in *American Behavioral Scientist*, Vol.39, No.5 (March/April), pp.570-586.
 29. ****European Governance: A White Paper*, COM(2001)428, 25 July 2001, http://europa.eu.int/eur-lex/en/com/cnc/2001/com2001_0428en01.pdf